



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 29 août 1970

Rèlements

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday August 29, 1970

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1^{er} janvier au 31 décembre, \$20; du 1^{er} avril au 31 décembre, \$15 et du 1^{er} juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-0

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**A.T. construction inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marcel Dufour, 79, St-Jacques ouest, Jean-Paul Duquette, 17, Piché, tous deux avocats, et Pauline Brodeur, secrétaire, épouse de Claude Labelle, 8, Waddell, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « A.T. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-0

2210-1970

Aerohome of Québec Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jacques-Bernard Bonneville, ajusteur, 3591, Cavanagh, Laval, Pierre Lozeau, gérant de ventes, 8782, Nevers, et Joseph-Lionel Longtin,

Letters Patent**A.T. construction inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Dufour, 79 St-Jacques West, Jean-Paul Duquette, 17 Piché, both advocates, and Pauline Brodeur, secretary, wife of Claude Labelle, 8 Waddell, all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "A.T. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919

2210-1970

Aerohome of Québec Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques-Bernard Bonneville, adjuster, 3591 Cavanagh, Laval, Pierre Lozeau, sales manager, 8782 Nevers, and Joseph-Lionel Longtin, gentleman, 516 Sher-

gentilhomme, 516 est, rue Sherbrooke, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de «Aerohome of Québec Inc.», avec un capital total de \$150,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 510 est, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2530-1970

**Agence Vic-O inc.
Vic-O Agency Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1970, constituant en corporation: André Duchesnay, 3763, boulevard Taschereau, Lafèche, Vital-Ovila Bédard, 1580, Fleury, tous deux hommes d'affaires, et Gertrude N. Moore, réceptionniste, épouse de Lawrence Moore, 4777, boulevard Rosemont, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La location de services de personnel dans le domaine du théâtre, services d'hôtellerie, d'auberge et clubs de nuit, événements sportifs et autres domaines relatifs à ceux, sous le nom de « Agence Vic-O inc.—Vic-O Agency Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3763, boulevard Taschereau, Lafèche, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 5972-1969

Antica inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gatien Rompré, 875, 2e avenue, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Bernard Brouillet, 8805, Mauriac, Saint-Léonard, tous deux industriels, et Louis-Georges Jacob, marchand, 191, St-Maurice, Saint-Séverin, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'effets mobiliers et tous genres de meubles en bois ou en métal, rembourrés ou non, sous le nom de « Antica inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 570, 2e avenue, Sainte-Anne-de-la-Pérade, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

35919-o 2723-1970

Apollo Service Station Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation:

brooke Street East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Aerohome of Québec Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 15,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 510 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2530-1970

**Agence Vic-O inc.
Vic-O Agency Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Duchesnay, 3763 Taschereau Boulevard, Lafèche, Vital-Ovila Bédard, 1580 Fleury, both businessmen, and Gertrude N. Moore, receptionist, wife of Lawrence Moore, 4777 Rosemont Boulevard, the latter two of Montreal, for the following purposes:

The leasing of personnel services in the field of theatre, hostelry services, inn and night clubs, sport events and other related fields, under the name of "Agence Vic-O inc.—Vic-O Agency Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3763 Taschereau Boulevard, Lafèche, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 5972-1969

Antica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gatien Rompré, 875, 2nd Avenue, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Bernard Brouillet, 8805 Mauriac, Saint-Léonard, both industrialists, and Louis-Georges Jacob, trader, 191 St-Maurice, Saint-Séverin, for the following purposes:

To manufacture and deal in movable effects and all kinds of furniture made of wood or metal, upholstered or otherwise, under the name of "Antica inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 570, 2nd Avenue, Sainte-Anne-de-la-Pérade, judicial district of Trois-Rivières.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

35919 2723-1970

Apollo Service Station Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vassilios

Vassilios Stavropoulos, soudeur, Dimitri Stavropoulos, étudiant, tous deux du 5096, boulevard Samson, Laval, George Demitriadis, presseur, et Chrisa Chrisou, opératrice de machine, épouse dudit George Demitriadis, ces deux derniers du 7930, avenue Querbes, Montréal, pour les objets suivants:

S'établir garagistes et faire le commerce d'automobiles et véhicules motorisés de toutes sortes, sous le nom de « Apollo Service Station Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2418-1970

Gilles Arsenault inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Gilles Arsenault, électricien, 2609, boulevard Laurier, Sainte-Foy, André Arsenault, comptable, 1310, des Pins, Ancienne-Lorette, et J. Gérald Coote, avocat, 1161, Holland, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Gilles Arsenault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2609, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2624-1970

Les articles de sport Daytona Itée Daytona Sporting Goods Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Richard Arel, Joseph Arel, tous deux cultivateurs, Robert Lamothe, boucher, tous trois de Aston-Jonction, Denis Pruneau, journalier, Daveluyville, et André Rheault, antiquaire, Maddington Falls, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles, vêtements et équipements de sports de toutes sortes, sous le nom de « Les articles de sport Daytona Itée — Daytona Sporting Goods Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2287-1970

Artistic Show Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies,

Stavropoulos, welder, Dimitri Stavropoulos, stuient, both of 5096 Samson Boulevard, Laval, George Demitriadis, presser, and Chrisa Chrisou, machine operator, wife of the said George Demitriadis, the latter two of 7930 Querbes Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles and motor cars of all kinds, under the name of "Apollo Service Station Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2418-1970

Gilles Arsenault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Arsenault, electrician, 2609 Laurier Boulevard, Sainte-Foy, André Arsenault, accountant, 1310 des Pins, Ancienne-Lorette, and J. Gérald Coote, advocate, 1161 Holland, Sillery, for the following purposes:

To operate as general building contractors and to deal in all sorts of building materials, under the name of "Gilles Arsenault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2609 Laurier Boulevard, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2624-1970

Les articles de sport Daytona Itée Daytona Sporting Goods Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Arel, Joseph Arel, both farmers, Robert Lamothe, butcher, all three of Aston-Jonction, Denis Pruneau, labourer, Daveluyville, and André Rheault, antiquarian, Maddington Falls, for the following purposes:

To manufacture and deal in sports articles, clothing and equipment of all kinds, under the name of "Les articles de sport Daytona Itée — Daytona Sporting Goods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2287-1970

Artistic Show Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the

il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Sheldon Finkelstein, 5720, boulevard Cavendish, app. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 ouest, rue Jean Talon, app. 603, Montréal, et Bernard Gardner, 405, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'agents, exploitants et gérants de théâtres, sous le nom de « Artistic Show Enterprises Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5732, avenue Smart, Côte Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2056-1970

L'Association des Propriétaires unis du Taxi

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Ouellet, 8941, 13e Avenue, Yvon Richard, 11793, St-Réal, et Donatien Grégoire, 5656, Migneault, tous trois propriétaires de taxi, de Montréal, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des membres, sous le nom de « L'Association des Propriétaires unis du Taxi ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 2093-1970

Assurances Marc Paquin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1970, constituant en corporation: Marc Paquin, courtier d'assurance agréé, 35, Lessard, Henri Paquin, comptable, 84, St-Joseph, tous deux de Hull, et Pierre Paquin, assureur-vie, 17, des Anciens, Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Assurances Marc Paquin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 1306-1970

Au Mazot Suisse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1970, constituant en corporation:

Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sheldon Finkelstein, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 308, Côte Saint-Luc, Pinja E. Blitt, 3333 Jean Talon Street West, Apt. 603, Montreal, and Bernard Gardner, 405 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as theatrical agents, operators and managers, under the name of "Artistic Show Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5732 Smart Avenue, Côte Saint-Luc, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2056-1970

L'Association des Propriétaires unis du Taxi

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Ouellet, 8941, 13th Avenue, Yvon Richard, 11793 St-Réal, and Donatien Grégoire, 5656 Migneault, all three taxi proprietors of Montreal, for the following purposes:

The study, defence and development of the economical, social and moral interests of its members, under the name of "L'Association des Propriétaires unis du Taxi".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 2093-1970

Assurances Marc Paquin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Paquin, accredited insurance broker, 35 Lessard, Henri Paquin, accountant, 84 St-Joseph, both from Hull, and Pierre Paquin, life insurance agent, 17 des Anciens, Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Assurances Marc Paquin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 1306-1970

Au Mazot Suisse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Théodore

Théodore Mathier, restaurateur, Hélène Boivin, restauratrice, épouse dudit Théodore Mathier, tous deux de 34, route rurale numéro 11, Val Morin, et Louis Rousseau, représentant, 400, chemin Oka, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Mazot Suisse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val Morin, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

1258-1970

Ben-Mar Smallwares Co. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, 2445, rue Valade, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897, chemin Wavell, Côte Saint-Luc, et Harvey M. Cooperstone, 1448, Beverley Crescent, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de produits servant à l'emballage, de boîtes et de dérivés du papier ainsi que d'articles de nouveauté de toutes sortes, sous le nom de « Ben-Mar Smallwares Co. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

2292-1970

Bigmar limitée Bigmar Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Simon Venne, avocat, 3, Westmount Square, Manon Reney, 3550, Joliette, et Ginette Gauthier, 7496, Papineau, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Bigmar limitée — Bigmar Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

3030-1970

Roger P. Boisvert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, rue Bloomfield,

Mathier, restaurant keeper, Hélène Boivin, restaurant keeper, wife of said Théodore Mathier, both of 34 Rural Route Number 11, Val Morin, and Louis Rousseau, representative, 400 Oka Road, Two Mountains, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Au Mazot Suisse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val Morin, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

1258-1970

Ben-Mar Smallwares Co. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Samuel H. Shriar, 2445 Valade Street, Street, Saint-Laurent, Maximilien Polak, 7897 Wavell Road, Côte Saint-Luc, and Harvey M. Cooperstone, 1448 Beverley Crescent, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in packaging products, boxes and paper products as well as novelty items of all kinds, under the name of "Ben-Mar Smallwares Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2292-1970

Bigmar limitée Bigmar Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simon Venne, advocate, 3 Westmount Square, Manon Reney, 3550 Joliette and Ginette Gauthier, 7496 Papineau, the last two of whom are secretaries, spinsters of the full age of majority, all three from Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all sorts of building materials, under the name of "Bigmar limitée — Bigmar Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

3030-1970

Roger P. Boisvert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield Street-

Outremont, Gisèle Tourville, 3241, Forest Hill, et Denise Paquette, 9915, Esplanade, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme conseillers en administration, sous le nom de « Roger P. Boisvert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6551, rue Ernest-Lavigne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

2733-1970

Boutique du cuir, La Parisienne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Guy Couture, marchand, Louise Sauvé, ménagère, épouse dudit Guy Couture, tous deux de 11370, Verville, et Donald Lamarche, ménagère, veuve de Charles-Édouard Couture, 10642, boulevard d'Auteuil, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Boutique du cuir, La Parisienne inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6614, rue Plaza, Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

1838-1970

La Boutique l'Oeillet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Gilles Guilbault, homme d'affaires, Françoise Julien, femme d'affaires, épouse dudit Gilles Guilbault, et Nicole Guilbault, étudiante, fille majeure, tous trois de 809, Monseigneur Grandin, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, sous le nom de « La Boutique l'Oeillet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 809, rue Monseigneur Grandin, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-0

1796-1970

Boutique rue Ontario inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation: Irving Adessky, 56, Heath, Hampstead, Sol B.

Outremont, Gisèle Tourville, 3241 Forest Hill, and Denise Paquette, 9915 Esplanade, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as management counselors, under the name of "Roger P. Boisvert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6551 Ernest-Lavigne Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2733-1970

Boutique du cuir, La Parisienne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of April 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Couture, merchant, Louise Sauvé, housewife, wife of the said Guy Couture, both of 11370 Verville, and Donald Lamarche, housewife, widow of Charles-Édouard Couture, 10642 d'Auteuil Boulevard, all three from Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all sorts of skins, leather and their imitations, by the name of "Boutique du cuir, La Parisienne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6614 Plaza Street, Saint-Hubert, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives.

35919

1838-1970

La Boutique l'Oeillet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of April 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Guilbault, businessman, Françoise Julien, businesswoman, wife of the said Gilles Guilbault, and Nicole Guilbault, student, spinster of the full age of majority, all three from 809 Monseigneur Grandin, St. Foy, for the following purposes:

To do business as florists, under the name of "La Boutique l'Oeillet inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 809, rue Monseigneur Grandin, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

1796-1970

Boutique rue Ontario inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Irving Adessky, 56 Heath, Hampstead, Sol B. Apel, 2657 Ekers,

Apel, 2657, Ekers, et Frank M. Godine, 4800, chemin de la Côte des Neiges, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements, articles et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique rue Ontario inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919

2677-1970

Les boutiques Niquette inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, 1600, Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, et Roma Cousineau, 5652, Drake, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des ateliers et magasins de robes, sous le nom de « Les boutiques Niquette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 114, rue Church, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

3058-1970

Brasserie du Zoo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 19^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Louis-Philippe Marcotte, notaire, 3414, des Sumacs, Josaphat Couturier, tavernier, 8118, du Zoo, et Adrien Couturier, garagiste, 1001, boulevard du Jardin, tous trois d'Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme taverniers et restaurateurs, sous le nom de « Brasserie du Zoo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2707-1970

Buanderie Royale inc. Royal Laundry Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Robert Lussier, commerçant, Éliza Demers, ménagère, épouse dudit Robert Lussier, 231, Champlain, et Nicole Leblanc, secrétaire, fille majeure, 496, Desmarais, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

and Frank M. Godine, 4800 Côte des Neiges Road, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, articles and accessories of all kinds, under the name of "Boutique rue Ontario inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2677-1970

Les boutiques Niquette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Desjarlais, 1600 Stephens, Verdun, Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, and Roma Cousineau, 5652 Drake, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To operate dress shops and stores, under the name of "Les boutiques Niquette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 114 Church Street, Verdun, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

3058-1970

Brasserie du Zoo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Philippe Marcotte, notary, 3414 des Sumacs, Josaphat Couturier, tavern-keeper, 8118 du Zoo, and Adrien Couturier, garage-owner, 1001 boulevard du Jardin, all three from Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Brasserie du Zoo inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Orsainville, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2707-1970

Buanderie Royale inc. Royal Laundry Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lussier, trader, Éliza Demers, housewife, wife of said Robert Lussier, 231 Champlain, and Nicole Leblanc, secretary, spinster of the full age of majority, 496 Desmarais, all three of St. John's, for the following purposes:

Exploiter une buanderie, sous le nom de « Buanderie Royale inc.—Royal Laundry Inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune et en 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 28, Place du Marché, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 1385-1970

C.I.P.A. 10 Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Philip Robinson, Robert-Joseph Dubé, tous deux agents d'assurance, de 125, avenue Dorval, app. 205, Dorval, et Aurèle Boni, secrétaire juridique, épouse divorcée de Paul Tedeschi, 982 avenue Harvard, Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants ou agents envers toutes entreprises personnelles, commerciales ou toutes organisations industrielles relativement à la recherche et sélection du personnel, sous le nom de « C.I.P.A. 10 Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 86, Ashgrove, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 1814-1970

C.Y.P. Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Sidney Cutler, 5767, Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, et Jack Boidman, 4875, Dufferin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « C.Y.P. Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 2555-1970

Canaduniv Trading Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1970, constituant en corporation: Abi Shouker, importateur, 575, Glengarry, app. 310, Montréal, Barry Biberman, avocat, 2296, chemin Fulton, Mont-Royal, et Monique Tardif, secrétaire, fille majeure, 612, Françoise-Loisel, Boucherville, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de

To operate a laundry, under the name of "Buanderie Royale inc.—Royal Laundry Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 750 common shares of \$100 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 28 Place du Marché, St. John's, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 1385-1970

C.I.P.A. 10 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philip Robinson, Robert-Joseph Dubé, both insurance agents, of 125 Dorval Avenue, Apt. 205, Dorval, and Aurèle Boni, legal secretary, divorced wife of Paul Tedeschi, 982 Harvard Avenue, Montreal, for the following purposes:

To act as consultants or agent for any personal, commercial enterprise or for any industrial organization in the search and selection of personnel, under the name of "C.I.P.A. 10 Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 86 Ashgrove, Pointe Claire, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o 1814-1970

C.Y.P. Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sidney Cutler, 5767 Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack Boidman, 4875 Dufferin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "C.Y.P. Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o 2555-1970

Canaduniv Trading Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abi Shouker, importer, 575 Glengarry, Apt. 310, Montreal, Barry Biberman, lawyer, 2296 Fulton Road, Mount Royal, and Monique Tardif, secretary, spinster, 612 Françoise-Loisel, Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of pro-

produits, articles et marchandises, sous le nom de « Canaduniv Trading Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 620 ouest, rue Cathcart, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions,
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

35919

2042-1970

Le Cercle social de Charlemagne

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilberte Limoges, épouse de Pierre Tremblay, 139, Émile des Pins, Béatrice de Chevigny, épouse de Paul Blais, 16, Archambault, Antoinette Lacombe, épouse de Germain Dépelteau, 27, rue Trudeau, toutes trois ménagères, de Charlemagne, et Yvon Ropers, travailleur en loisirs, 5055, Bellechasse, #8, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club social, sous le nom de « Le Cercle social de Charlemagne ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est à Charlemagne, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

1281-1970

Club de Camping et de Caravaning La Tribu

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Létourneau, superviseur, Colombe Cayer, ménagère, épouse dudit Gilles Létourneau, tous deux de 301, Leclerc, Pierre Gignac, contremaitre, 295, Fiset, Raymond Joncas, gérant, rue du Parc, Gérard Ouellet, chef de police, 256, Mathieu, et Yvon Fortin, garagiste, 163, boulevard Jacques Cartier, tous six de Donnacona, pour les objets suivants:

Exploiter un club de camping, sous le nom de « Club de Camping et de Caravaning La Tribu ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Donnacona, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

1992-1970

Club des 20 campeurs inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Réjean Mercier, vendeur, 16, Frontenac, Jacques Ross, machiniste, 637,

duets, articles et merchandise, under the name of "Canaduniv Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 620 Cathcart Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial,
Institutions, Companies and Cooperatives.*

35919-o

2042-1970

Le Cercle social de Charlemagne

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilberte Limoges, wife of Pierre Tremblay, 139 Émile des Pins, Béatrice de Chevigny, wife of Paul Blais, 16 Archambault, Antoinette Lacombe, wife of Germain Dépelteau, 27 Trudeau Street, all three housewives from Charlemagne, and Yvon Ropers, an organizer of leisure activities, 5055 Bellechasse, #8, Montreal, for the following purposes:

To organize a social club, under the name of "Le Cercle social de Charlemagne".

The Corporation shall not acquire or be in possession of real estate in excess a value of \$25,000.

The head office of the corporation is at Charlemagne, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

1281-1970

Club de Camping et de Caravaning La Tribu

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gilles Létourneau, supervisor, Colombe Cayer, housewife, wife of said Gilles Létourneau, both of 301 Leclerc, Pierre Gignac, foreman, 295 Fiset, Raymond Joncas, manager, du Parc Street, Gérard Ouellet, police chief, 256 Mathieu, and Yvon Fortin, garage keeper, 163 Jacques Cartier Boulevard, all six of Donnacona, for the following purposes:

To operate a camping club, under the name of "Club de Camping et de Caravaning La Tribu".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Donnacona, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

1992-1970

Club des 20 campeurs inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Réjean Mercier, salesman, 16 Frontenac, Jacques Ross, machinist,

Cartier, et Jean-Luc Beaulieu, policier, 14, Comeau, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport du camping, sous le nom de « Club des 20 campeurs inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

2709-1970

Club de golf Tawachiche

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Hervé Côté, commis, Donat Darveau, secrétaire, et Georges-Henri Girard, médecin, tous trois de Saint-Rémi, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et de loisirs et promouvoir en particulier le sport du golf, sous le nom de « Club de golf Tawachiche ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Rémi, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

2546-1970

Coiffel'l Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Germaine St-Pierre, secrétaire, fille majeure, 3510, Sherbrooke est, app. 2, Montréal, Paul-J.-R. Durocher, administrateur, 6115, rue Honfleur, Saint-Léonard, et Léonide-G. Chiasson, contracteur, 13, Terrace Langevin, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits de beauté, cosmétiques et autres, sous le nom de « Coiffel'l Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

2534-1970

Comité sportif d'Ahuntsic inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Marsan, entrepreneur, Paulette Marsan, ménagère, épouse dudit Paul Marsan, Antonio Marsan, éclairagiste, tous trois

637 Cartier, and Jean-Luc Beaulieu, policeman, 14 Comeau, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To manage a sports club and to promote camping in particular, under the name of "Club des 20 campeurs inc."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$40,000.

The head office of the corporation is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2709-1970

Club de golf Tawachiche

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Hervé Côté, clerk, Donat Darveau, secretary, and Georges-Henri Girard, physician, all three of Saint-Rémi, for the following purposes:

To form and operate a sports and recreational club and to promote golf in particular, under the name of "Club de golf Tawachiche".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Rémi, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2546-1970

Coiffel'l Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germaine St-Pierre, secretary, spinster of the full age of majority, 3510 Sherbrooke east, apt. 2, Montreal, Paul-J.-R. Durocher, director, 6115 Honfleur Street, Saint-Léonard, and Léonide-C. Chiasson, contractor, 13 Langevin Terrace, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To deal in all sorts of beauty products, cosmetics and related products, under the name of "Coiffel'l Inc.", with a total capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2534-1970

Comité sportif d'Ahuntsic inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Marsan, contractor, Paulette Marsan, housewife, wife of said Paul Marsan, Antonio Marsan, illuminating

de 8062, Marquette, Yvon Brière, électricien, 9713, Chambord, Albert Bédard, inspecteur, 7994, St-Hubert, Jacques Delorme, plâtrier, 9947, Curotte, Marcel Bédard, ferblantier, 7988, St-Hubert, Guy LeBourdais, 10443, Hamel, Michel Sanschagrin, 1440, Sauvé est, tous deux employés civils, et Jacques Mailloux, chauffeur, 9959, Curotte, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif et promouvoir en particulier les sports du base-ball et du hockey, sous le nom de « Comité sportif d'Ahuntsic inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 8062, Marquette, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 2060-1970

Compagnie Béral limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Laurent Bélanger, notaire, case postale 519, Rita Laroche, institutrice, épouse dudit Laurent Bélanger, Grand Pabos, et Roselyne Keighan, secrétaire, fille majeure, 484, Hôtel de Ville, tous trois de Chandler, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Compagnie Béral limitée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 1981-1970

La Compagnie Denapi Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilbert Denicourt, notaire, Guy Nadeau, entrepreneur, et J.-A.-Dieudonné Pion, secrétaire municipal, tous trois de Saint-Césaire, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « La Compagnie Denapi Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Césaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 3399-1969

Construction Gingras Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18e jour de juin 1970, constituant en corporation:

engineer, all three of 8062 Marquette, Yvon Brière, electrician, 9713 Chambord, Albert Bédard, inspector, 7994 St-Hubert, Jacques Delorme, plasterer, 9947 Curotte, Marcel Bédard, tinsmith, 7988 St-Hubert, Guy LeBourdais, 10443 Hamel, Michel Sanschagrin, 1440 Sauvé-East, both civil employees, and Jacques Mailloux, chauffeur, 9959 Curotte, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a sport club and to promote in particular baseball and hockey sports, under the name of "Comité sportif d'Ahuntsic inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$100,000.

The head office of the corporation is at 8062 Marquette, Montréal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 2069-1970

Compagnie Béral limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Bélanger, notary, P.O. Box 519, Rita Laroche, professor, wife of said Laurent Bélanger, Grand Pabos, and Roselyne Keighan, secretary, spinster of the full age of majority, 484 Town Hall, all three of Chandler, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Compagnie Béral limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chandler, judicial district of Gaspé.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 1981-1970

La Compagnie Denapi Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Denicourt, notary, Guy Nadeau, contractor, and J.-A.-Dieudonné Pion, municipal secretary, all three of Saint-Césaire, for the following purposes:

To carry on business as a construction company, under the name of "La Compagnie Denapi Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Césaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 3399-1969

Construction Gingras Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Gin-

Germain Gingras, entrepreneur, 190, boulevard Dennison, Donald Sigouin, et Réginald Gauthier, ces deux derniers comptables, de 782, 3e Avenue, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Gingras ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-0 2632-1970

Les constructions Delcour inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Yvon Desrosiers, commis, Causapsal, Roger Lévesque, gérant, et Roger De Courval, boulanger, ces deux derniers d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Les constructions Delcour inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Causapsal, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-0 2346-1970

Pierre Corbeil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Pierre Corbeil, opticien d'ordonnances, Richard Corbeil, assistant-gérant, tous deux de 6548, des Ecores, Montréal, et André Bineau, analyste financier, 7661, des Vendéens, Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme polisseurs de verre et fabricants de lentilles de toutes sortes, sous le nom de « Pierre Corbeil inc. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-0 2326-1970

Les cuisines Jobin limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Pierre Jobin, Jérôme Jobin, tous deux aviculteurs, et Juliette Giard, ménagère, épouse dudit Jérôme Jobin, tous trois de route rurale numéro 5, Granby, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de denrées en conserve et de tous leurs produits et sous-

gras, contractor, 190 Dennison Boulevard, Donald Sigouin and Réginald Gauthier, the last two accountants, both domiciled at 782, 3rd Avenue, all three from Val d'Or, for the following purposes:

To do business as a construction company and to deal in all sorts of building materials, under the name of "Construction Gingras ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 2632-1970

Les constructions Delcour inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Desrosiers, clerk, Causapsal, Roger Lévesque, manager and Roger De Courval, baker, the last two from Amqui, for the following purposes:

To do business as general building contractors, under the name of "Les constructions Delcour inc.", with a total capital stock of \$25,000 divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Causapsal, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 2346-1970

Pierre Corbeil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Corbeil, dispensing optician, Richard Corbeil, assistant manager, both from 6548 des Ecores, Montreal, and André Bineau, financial analyst, 7661 des Vendéens, Anjou, for the following purposes:

To do business as glass cutters and to manufacture lenses of all sorts, under the name "Pierre Corbeil inc.", with a capital stock divided into 3,000 common shares with no nominal value and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 2326-1970

Les cuisines Jobin limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Jobin, Jérôme Jobin, both bird-fanciers, and Juliette Giard, housewife, wife of said Jérôme Jobin, all three of Rural Route number 5, Granby, for the following purposes:

To manufacture and deal in canned provisions and all their products and by-products, under

produits, sous le nom de « Les cuisines Jobin limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 5, chemin Roxton, Granby, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 1880-1970

Les Dames de Charité de la paroisse de l'Immaculée-Conception à Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Ménard, Paul Racine, tous deux vicaires, et Lucien Éthier, curé, tous trois de 1855, Rachel est, Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux personnes dans le besoin, tant du côté matériel que spirituel, sous le nom de « Les Dames de Charité de la paroisse de l'Immaculée-Conception à Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 1855, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 941-1970

De Grasse Trailer Park Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Mark Abramowitz, avocat, 6627, chemin Baily, Côte Saint-Luc, Annette Schorr, 4858, chemin de la côte des Neiges, app. 107, Montréal, et Claire Anosh, 5862, place Charrenil, Saint-Léonard, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un terrain pour remorques, sous le nom de « De Grasse Trailer Park Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2523-1970

Paul de Serres sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Serge Desrochers, 4635, Clanranald, John K. Archambault, 5724, Déom, tous deux de Montréal, et Gilles St-Pierre, 230, Guillermin, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles, vêtements et équipements de sports de toutes

le nom de « Les cuisines Jobin limitée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Rural Route number 5, Roxton Road, Granby, judicial district of Bedford.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 1880-1970

Les Dames de Charité de la paroisse de l'Immaculée-Conception à Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Ménard, Paul Racine, both vicars, and Lucien Éthier, parish priest, all three of 1855 Rachel East, Montreal, for the following purposes:

To help needy persons as much on a material as on a spiritual level, under the name of « Les Dames de Charité de la paroisse de l'Immaculée-Conception à Montréal ».

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$200,000.

The head office of the corporation is at 1855 Rachel Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 941-1970

De Grasse Trailer Park Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mark Abramowitz, advocate, 6627 Baily Road, Côte Saint-Luc, Annette Schorr, 4858 Côte des Neiges Road, Apt. 107, Montreal, and Claire Anosh, 5862 Charrenil Place, Saint-Léonard, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate a trailer park, under the name of « De Grasse Trailer Park Corporation », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2523-1970

Paul de Serres sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Desrochers, 4635 Clanranald, John K. Archambault, 5724 Déom, both from Montreal, and Gilles St-Pierre, 230 Guillermin, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and sell sports goods, clothes and equipment of all kinds, under the name of

sortes, sous le nom de « Paul de Serres sports inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1005, rue Laurier ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
 35919-o 1395-1970

Domaine Chamonix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juin 1970, constituant en corporation: Ben Schecter, 5891, Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172, avenue Ashton, Charles Spector, 2152, Nantel, tous deux de Saint-Laurent, tous trois avocats, et Meta O. Hope, secrétaire, fille majeure, 1090, rue Pasteur, Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaine Chamonix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 42, place Montmorency, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 35919 2640-1970

Domaines Concordia (Québec) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Richard Des Bois, 4428, Oxford, Montréal, June Gagnon, veuve de Vincent Gagnon, 5524, avenue Randall, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, Ben Huneault, 4667, Beaconsfield, Montréal, Kurt Heinzinger, 1775, Trépanier, Brassard, et J.-Claude Brideau, 425, 4e rue, Laval, ces trois derniers comptables, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Domaines Concordia (Québec) inc. », avec un capital action divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 20, Farnham, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.
 35919 1947-1970

Bertrand Durand inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Bertrand Durand, plombier, 9378, Airlie, Montréal, Abraham Shuster, 5710, Wolseley, et Lawrence Glazer, 5753, Westminster, ces deux derniers avocats, de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

« Paul de Serres sports inc. », with a total capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1005, Laurier Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 35919 1395-1970

Domaine Chamonix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ben Schecter, 5891 Centennial, Côte Saint-Luc, Stephen J. Roth, 172 Ashton Avenue, Charles Spector, 2152 Nantel, both of Saint-Laurent, all three advocates, and Meta O. Hope, secretary, fille majeure, 1090 Pasteur Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domaine Chamonix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 42 Place Montmorency, Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 35919-o 2640-1970

Domaines Concordia (Québec) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Des Bois, 4428 Oxford, Montreal, June Gagnon, widow of Vincent Gagnon, 5524 Randall Avenue, Côte Saint-Luc, both advocates, Ben Huneault, 4667 Beaconsfield, Montreal, Kurt Heinzinger, 1775 Trépanier, Brassard, and J.-Claude Brideau, 425, 4th Street, Laval, the latter three accountants, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Domaines Concordia (Québec) inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without par value.

The head office of the company is at 20 Farnham, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
 35919-o 1947-1970

Bertrand Durand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Durand, plumber, 9378 Airlie, Montreal, Abraham Shuster, 5710 Wolseley, and Lawrence Glazer, 5753 Westminster, the latter two advocates, of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

S'établir entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Bertrand Durand inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

2614-1970

Robert Duval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1970, constituant en corporation: Robert Duval, représentant médical, André Bouthillier, commis de bureau, tous deux de 100, rue Jean Maneau, et Léonce Jobin, teneur de livres, 31, Des Vétérans, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de spécialités et instruments médicaux et chirurgicaux, et faire le commerce, en gros, de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Robert Duval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2503-1970

Econo-Lite Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux avocats, de Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, et Grace Blackett, 5622, Sherbrooke, ces deux dernières secrétaires, célibataires, Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'électriciens et faire le commerce d'appareils, pièces, accessoires et articles électriques, sous le nom de « Econo-Lite Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

2273-1970

Edel Construction Limited Construction Edel limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1970, constituant en corporation: Farid A. Cheftechi, 135, place Côte Vertu, appartement 303, John Hamilton junior, 5820, de Louisbourg, appartement 26, et Ruby A.

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Bertrand Durand inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

2614-1970

Robert Duval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Duval, medical representative, André Bouthillier, office clerk, both of 100 Jean Maneau Street, and Léonce Jobin, book keeper, 31 Des Vétérans, all three of Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in all medical and surgical specialties and instruments and to deal wholesale in pharmaceutical and medicinal preparations of all kinds, under the name of "Robert Duval inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

2503-1970

Econo-Lite Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both advocates, of Hampstead, Sheila Raymond, 89 Roxton Crescent, and Grace Blackett, 5622 Sherbrooke, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in electrical apparatus, parts, accessories and articles, under the name of "Econo-Lite Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

2273-1970

Edel Construction Limited Construction Edel limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Farid A. Cheftechi, 135 Place Côte Vertu, Apartment 303, John Hamilton Junior, 5820 de Louisbourg, Apartment 26, and Ruby A. Oxner, 3555 Côte des

Onser, 3555, chemin de la Côte des Neiges, appartement 401, tous trois commis juridiques, de Montréal, pour les objets suivants:

S'établir entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de « Edel Construction Limited — Construction Edel limitée », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919 2533-1970

Les éditions de l'Actuelle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, 2266, Séneca, Luc Mercure, 1000, Marlboro, tous deux de Mont-Royal, et Serge Desrochers, 4635, Clanranald, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commercées semblables, sous le nom de « Les éditions de l'Actuelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0 2547-1970

L'entraide des associés de Trois-Pistoles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Elzéar Gagnon, marchand, 9, rue Jean-Rioux, Michel Labrie, publiciste, Michel St-Yves, tous deux de 241, rue Napoléon, tous trois de Trois-Pistoles, et Charles St-Yves, Sainte-Rita, ces deux derniers commis, pour les objets suivants:

Former une association pour fins philanthropiques, charitables, patriotiques et de bienfaisance, sous le nom de « L'entraide des associés de Trois-Pistoles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Pistoles, district judiciaire de Rivière-du-Loup.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0 1580-1970

Les Entreprises d'Électricité de la Péninsule inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de mai 1970, constituant en corporation: Joseph-Lorenzo Arsenault, électricien, Thérèse Allard, ménagère, épouse dudit Joseph-Lorenzo Arsenault, et Julien Bourdages, électricien, tous trois de Paspébiac, pour les objets suivants:

Neiges Road, Apartment 401, all three law clerks, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and builders, under the name of "Edel Construction Limited — Construction Edel limitée", with a capital stock divided into 4,000 shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-0 2533-1970

Les éditions de l'Actuelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-A. Pouliot, 2266 Séneca, Luc Mercure, 1000 Marlboro, both from Mont-Royal, and Serge Desrochers, 4635 Clanranald, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, engravers, bookbinders and in related activities, under the name of "Les éditions de l'Actuelle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 2547-1970

L'entraide des associés de Trois-Pistoles inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Elzéar Gagnon, trader, 9 Jean-Rioux Street, Michel Labrie, publicist, Michel St-Yves, both of 241 Napoléon Street, all three of Trois-Pistoles, and Charles St-Yves, Sainte-Rita, the latter two clerks, for the following purposes:

To form an association for philanthropical, charitable, patriotic and benevolent purposes, under the name of "L'entraide des associés de Trois-Pistoles inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Trois-Pistoles, judicial district of Rivière-du-Loup.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 1580-1970

Les Entreprises d'Électricité de la Péninsule inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Lorenzo Arsenault, electrician, Thérèse Allard, housewife, wife of said Joseph-Lorenzo Arsenault, and Julien Bourdages, electrician, all three of Paspébiac, for the following purposes:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Les Entreprises d'Électricité de la Péninsule inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Paspébiac, district judiciaire de Bonaventure.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o

2154-1970

To carry on business as electricians and to deal and maintain all kinds of electrical apparatus and accessories, under the name of "Les Entreprises d'Électricité de la Péninsule inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Paspébiac, judicial district of Bonaventure.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

2154-1970

Les Entreprises Terrasse des neiges inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 19^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Larivière, comptable, 60, Principale sud, Guy Bourgeois, dentiste, 74, Western, et André Camille, gérant, 4, Principale sud, tous trois de Sutton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction et de placement, sous le nom de « Les Entreprises Terrasse des neiges inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sutton, district judiciaire de Bedford.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

35919-o

2330-1970

Les Entreprises Terrasse des neiges inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Larivière, accountant, 60 Main South, Guy Bourgeois, dentist, 74 Western, and André Camille, manager, 4 Main South, all three of Sutton, for the following purposes:

To carry on business as a construction and investment company, under the name of "Les Entreprises Terrasse des neiges inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sutton, judicial district of Bedford.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

35919

2330-1970

Les entreprises Vallée et frère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Vallée, papetier, 2790, 10^e Avenue, Shawinigan-Sud, Jeannine Laffamme, commis, veuve de Robert Vallée, 31, Fusey, et Claudette Bellemare, secrétaire, fille majeure, 418, Boulard, ces deux dernières de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Les entreprises Vallée et frère inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o

2040-1970

Les entreprises Vallée et frère inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Vallée, papermaker, 2790, 10th Avenue, Shawinigan South, Jeannine Laffamme, clerk, widow of Robert Vallée, 31 Fusey, and Claudette Bellemare, secretary, spinster of the full age of majority, 418 Boulard, the latter two of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Les entreprises Vallée et frère inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

2040-1970

Executive Motivation Programs Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Abraham Arbel, conseiller en administration, 4901, Kent, Michel Siritsky, administrateur, 1550, McGregor, tous deux de Montréal, et Peter Johnson, comptable, 33, Allenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Executive Motivation Programs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abraham Arbel, management consultant, 4901 Kent, Michel Siritsky, executive, 1550 McGregor, both of Montreal, and Peter Johnson, bookkeeper, 33 Allenbrooke, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de disques, bandes, cassettes, rubans de cartouches, films, livres et autre matériel enregistré, photographié ou imprimé, sous le nom de « Executive Motivation Programs Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1130, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2514-1970

Ferme A. Hamel & fils Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Armand Hamel, cultivateur, Marie-Reine Senneville, ménagère, épouse dudit Armand Hamel, et Yvon Hamel, cultivateur, tous trois de Saint-Bonaventure, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme et une industrie laitière, sous le nom de « Ferme A. Hamel & fils Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Bonaventure, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2402-1970

La Ferme de la Rivière au Saumon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de juin 1970, constituant en corporation: Vincent Thibodeau, stagiaire, 1600, rue Chagnon, Sherbrooke, Rollande Labonté, secrétaire, fille majeure, 1108, Principale, et Yves Gérin, notaire, 430, des Pins, ces deux derniers de Magog, pour les objets suivants:

Exploiter et mettre en marché toutes affaires relatives à l'agriculture, l'élevage et au commerce d'animaux, sous le nom de « La Ferme de la Rivière au Saumon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2472-1970

Ferro Metal (1970) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Aurèle Dubois, 240, Richelieu, Beloeil, Norbert Dubois, 483, Osborne, Saint-Lambert, Louis-Philippe Brosseau, 7600, d'Aubigny, Anjou,

To manufacture and deal in all kinds of records, tapes, cassette tapes, cartridge tapes, films, books, and other recorded, photographed and printed material, under the name of « Executive Motivation Programs Inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of the par value of \$10 each and 1,500 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1130 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2514-1970

Ferme A. Hamel & fils Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Hamel, farmer, Marie-Reine Senneville, housewife, wife of the said Armand Hamel, and Yvon Hamel, farmer, all three from Saint-Bonaventure, for the following purposes:

To operate a farm and a dairy industry, under the name of « Ferme A. Hamel & fils Itée », with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 380 preferred shares class « A » of a nominal value of \$100 each and into 1,000 preferred shares class « B » of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Bonaventure, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2402-1970

La Ferme de la Rivière au Saumon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Thibodeau, articulated student, 1600 rue Chagnon, Sherbrooke, Rollande Labonté, secretary, spinster of the full age of majority, 1108 Principale, and Yves Gérin, notary, 430 des Pins, the last two from Magog, for the following purposes:

To deal in and to market all produce relative to agriculture, breeding and the animal trade, under the name of « La Ferme de la Rivière au Saumon inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2472-1970

Ferro Metal (1970) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurèle Dubois, 240 Richelieu, Beloeil, Norbert Dubois, 483 Osborne, Saint-Lambert, Louis-Philippe Brosseau, 7600 d'Aubigny, Anjou, Claude Leroux,

Claude Leroux, 2600, Montmartre, Brossard, tous les quatre administrateurs, et G. Harold Pickel, avocat, 47, Arlington, Westmount, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de métaux, minéraux, plastique, composition, produits de bois ou de plastique, à l'état naturel ou ouvré, ainsi que les pièces et parties composantes de ces produits, sous le nom de « Ferro Metal (1970) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives.

J.-ALBERT GAGNON.

35919

700-1970

Flamex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Claude-H. Chicoine, Pierre Théorêt, tous deux avocats, et Béatrice Harvey, secrétaire, fille majeure, tous trois de 31, rue St-Jacques ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou de systèmes de chauffage, sous le nom de « Flamex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8027, rue Alfred, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2621-1970

Fleuriste Beau Geste inc. Beau Geste Florist Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 18^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Madeleine Lambert, mécanographe, fille majeure, 4432, Papineau, Réal Lemay, fleuriste, 5338, Fabre, tous deux de Montréal, et Louisiana Gonneville, ménagère, veuve de Jean Brochu, 430, Champlain, Grand'Mère, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Fleuriste Beau Geste inc.— Beau Geste Florist Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 377, rue Jarry est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2678-1970

G.R.B. Color Separations Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Fer-

2600 Montmartre, Brossard, all four executives, and G. Harold Pickel, attorney, 47 Arlington, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in all manner of metal, mineral, plastic, composition, wood or plastic products, both raw and finished, and with the parts or components thereof, under the name of "Ferro Metal (1970) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

700-1970

Flamex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-H. Chicoine, Pierre Théorêt, both advocates, and Béatrice Harvey, secretary, spinster of the full age of majority, all three domiciled at 31 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all sorts of heating appliances and systems, under the name of "Flamex inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8027, Alfred Street, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2621-1970

Fleuriste Beau Geste inc. Beau Geste Florist Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Madeleine Lambert, multicopier, spinster of the full age of majority, 4432 Papineau, Réal Lemay, florist, 5338 Fabre, both of Montreal, and Louisiana Gonneville, housewife, wife of Jean Brochu, 430 Champlain, Grand'Mère, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Fleuriste Beau Geste inc.— Beau Geste Florist Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 25,000 common shares of \$1 each and into 7,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 377 Jarry Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2678-1970

G.R.B. Color Separations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beau-

mand Beauregard, 6437, Pie IX, Montréal, Hendrik Kooiman, 396, Glengarry, Mont Royal, tous deux avocats, Nicole Clément, épouse de Guy Charron, 5132 Raimbaud, et Janice Collette, épouse de Donald McGregor, 8692, Viau ces deux dernières secrétaires, de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce en qualité de lithographes, imprimeurs-lithographes, dessinateurs, imprimeurs et photographes commerciaux, sous le nom de « G.R.B. Color Separations Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 2501-1970

Garderie canadienne Luso inc.
Luso-Canadian Day Nursery Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Allain, 5267, avenue Byron, Paul-Robert Marchand, 4145 Blueridge Crescent, tous deux de Montréal, et Ray Evans Lawson, 1351, avenue Greene, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et entretenir un centre de soins pendant le jour, une garderie, une maternelle et une école pour enfants, sous le nom de « Garderie canadienne Luso inc.—Luso-Canadian Day Nursery Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 4650, 52, rue Jeanne-Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 6036-1969

Gazonnière Desrochers Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Raymond Vincent, hôtelier, Pierrette Desrochers, ménagère, épouse dudit Raymond Vincent, tous deux de Coteau-du-Lac, Marcel Desrochers, homme de cours, et Jacqueline Dupont, ménagère, épouse dudit Marcel Desrochers, ces deux derniers de 60, de Lille, La Station-du-Coteau, pour les objets suivants:

Exploiter des gazonnières, sous le nom de « Gazonnière Desrochers Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 60, rue de Lille, La Station-du-Coteau, district judiciaire de Montréal et de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 2556-1970

regard, 6437 Pie IX, Montreal, Hendrik Kooiman, 396 Glengarry, Mount Royal, both advocates, Nicole Clément, wife of Guy Charron, 5132 Raimbaud, and Janice Collette, wife of Donald McGregor, 8692 Viau, the latter two secretaries, of Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as lithographers, lithographic and commercial artists, commercial printers and photographers, under the name of "G.R.B. Color Separations Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919-o 2502-1970

Garderie canadienne Luso inc.
Luso-Canadian Day Nursery Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Guy Allain, 5267 Byron Avenue, Paul-Robert Marchand, 4145 Blueridge Crescent, both of Montreal, and Ray Evans Lawson, 1351 Greene Avenue, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To establish and maintain a day care centre, nursery, kindergarten and school for children, under the name of "Garderie canadienne Luso inc.—Luso-Canadian Day Nursery Inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 4650, 52 Jeanne-Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919-o 6036-1969

Gazonnière Desrochers Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Vincent, inn-keeper, Pierrette Desrochers, housewife, wife of the said Raymond Vincent, both from Coteau-du-Lac, Marcel Desrochers, a yardman, and Jacqueline Dupont, housewife, wife of the said Marcel Desrochers, the last two from 60 de Lille, La Station-du-Coteau, for the following purposes:

To operate a turf business, under the name of "Gazonnière Desrochers Itée", with a total capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 60, rue de Lille, La Station-du-Coteau, judicial district of Montreal and Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919 2556-1970

**Glencairn Snack Bar Ltd.
Casse-croûte Glencairn Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Muriel Dolgy, ménagère, épouse de Henri Bacal, 4965, Glencairn, Montréal, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, et Harold W. Ashenmil, 453, Mitchell, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, salle à manger, petit restaurant, casse-croûte, club de nuit, café, salle de danse et club de danse, sous le nom de « Glencairn Snack Bar Ltd.—Casse-croûte Glencairn Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2576-1970

Guardian Mortgage & Leasing Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, 5615, avenue Cork, David Kirshenblatt, 5636, Greenwood, tous deux avocats, et Herbert Boloten, administrateur, 7496, chemin Briar, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles, sous le nom de « Guardian Mortgage & Leasing Corp. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2605-1970

H.M.B. Controls Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Michael Worsoff, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, Mark Edmund Gordon, 36, Roxboro, Westmount, tous deux avocats, et Eva Newman, secrétaire, épouse de Elliot Newman, 5845, Coolbrook, Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce d'articles électriques, sous le nom de « H.M.B. Controls Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 6,800 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2457-1970

**Glencairn Snack Bar Ltd.
Casse-croûte Glencairn Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Muriel Dolgy, housewife, wife of Henry Bacal, 4965 Glencairn, Montreal, Julian Kotler, 5806 Hudson, Côte Saint-Luc, and Harold W. Ashenmil, 453 Mitchell, Mount Royal, the latter two advocates, for the following purposes:

To operate a restaurant, dining-room, lunch room, snack bar, night club, café lounge, dance hall and club, under the name of "Glencairn Snack Bar Ltd.—Casse-croûte Glencairn Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2576-1970

Guardian Mortgage & Leasing Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jack B. Bobrove, 5615 Cork Avenue, David Kirshenblatt, 5636 Greenwood, both advocates, and Herbert Boloten, executive, 7496 Briar Road, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Guardian Mortgage & Leasing Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2605-1970

H.M.B. Controls Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Worsoff, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, Mark Edmund Gordon, 36 Roxboro, Westmount, both advocates, and Eva Newman, secretary, wife of Elliot Newman, 5845 Coolbrook, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical products, under the name of "H.M.B. Controls Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 6,000 common shares of \$1 each and 6,800 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2457-1970

L'Habitat du Meuble de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1970, constituant en corporation: Marie-Suzan Lépine, 930, Pouliot, Sainte-Foy, Louise Lessard, 870, des Braves, Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes et de tous appareils électriques, sous le nom de « L'Habitat du Meuble de Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1285, boulevard Charest ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 2443-1970

Imex Enterprises Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation: Steve Chuen-Kai Tam, marchand, Vivien Wai-Man, ménagère, épouse dudit Steve Chuen-Kai Tam, tous deux du 102 ouest, rue de Lagauchetière, et Arnold A. Lechter, avocat, 1550 ouest, boulevard Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Imex Enterprises Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1072, rue Saint-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2586-1970

J.F.L. construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1970, constituant en corporation: Georges-Kenneth Robichaud, comptable, 7987, Fontaine, Ernest Levasseur, 8531, Hélène, tous deux de LaSalle, et Paul-Émile Levasseur, 64, St-Laurent, Beauharnois, ces deux derniers constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « J.F.L. construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8531, rue Hélène, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 2300-1970

L'Habitat du Meuble de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marie-Suzan Lépine, 930 Pouliot, Sainte-Foy, Louise Lessard, 870 Des Braves, Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds and all electrical apparatus, under the name of "L'Habitat du Meuble de Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1285 Charest Boulevard West, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2443-1970

Imex Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Steve Chuen-Kai Tam, merchant, Vivien Wai-Man, housewife, wife of the said Steve Chuen-Kai Tam, both of 102 Lagauchetière Street West, and Arnold A. Lechter, advocate, 1550 Maisonneuve Boulevard West, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Imex Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 25,000 common shares of a par value of \$1 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1072 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 2586-1970

J.F.L. construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-Kenneth Robichaud, accountant, 7987 Fontaine, Ernest Levasseur, 8531 Hélène, both of LaSalle, and Paul-Émile Levasseur, 64 Saint-Laurent, Beauharnois, the latter two builders, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "J.F.L. construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8531 Hélène Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2300-1970

Jacempau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1970, constituant en corporation: André Belleau, inspecteur, 137, Jean Gareau, Lionel Giasson, technicien, 3570, Berne, tous deux de Brossard, et Eugène McClish, fonctionnaire, 84, De Mézy, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « Jacempau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3570, rue Berne, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2501-1970

Jay Technical Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1970, constituant en corporation: J.-André Durocher, notaire, 120, Child, Coaticook, Yvon Daigle, technicien professionnel, Brome, et Jean Huot, avocat, 2004, avenue Royale, Courville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jay Technical Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brome, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2302-1970

Karol M. Junior Outerwear Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de mars 1970, constituant en corporation: Karl Marks, vendeur, 1394, Fraser, Laval, Alan M. Stein, 5042, Ponsard, Montréal, et Irwin Rudick, 6637, rue Baily, Côte Saint-Luc, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de vêtements, comprenant des vêtements de toutes descriptions pour l'extérieur, sous le nom de « Karol M. Junior Outerwear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

1288-1970

Kenny's Home Renovation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e

Jacempau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Belleau, inspector, 137 Jean Gareau, Lionel Giasson, technician, 3570 Berne, both from Brossard and Eugene McClish, civil servant, 84 De Mézy, Boucherville, for the following purposes:

To do business as a construction company, under the name of "Jacempau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3570, rue Berne, Brossard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2501-1970

Jay Technical Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-André Durocher, notary, 120 Child, Coaticook, Yvon Daigle, professional technician, Brome, and Jean Huot, advocate, 2004 Royale Avenue, Courville, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jay Technical Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 3,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Brome, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2302-1970

Karol M. Junior Outerwear Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Karl Marks, salesman, 1394 Fraser, Laval, Alan M. Stein, 5042 Ponsard, Montreal, and Irwin Rudick, 6637 Baily Street, Côte Saint-Luc, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, including outerwear of every description, under the name of "Karol M. Junior Outerwear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

1288-1970

Kenny's Home Renovation Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Com-

jour de juin 1970, constituant en corporation: Guy Desmarais, ajusteur, 1544, rue Thierry, Georges-Kenneth Robichaud, comptable, 7987, rue Fontaine, tous deux de LaSalle, et Robert-N. Dubé, bijoutier, 196, avenue de l'Église, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Kenny's Home Renovation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7987, rue Fontaine, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 2096-1970

Lan café inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Vincenzo Spingola, restaurateur, Raymonde Duchesne, ménagère, épouse dudit Vincenzo Spingola, et Gloria Spingola, secrétaire, fille majeure, tous trois de 8796, boulevard St-Michel, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Lan café inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2650, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 2617-1970

Roger Lanthier Body Shop Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1970, constituant en corporation: Eugène Lanthier, Roger Lanthier, tous deux déboussleurs, et Johanne Miron, ménagère, épouse dudit Roger Lanthier, tous trois de Sainte-Justine-de-Newton, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Roger Lanthier Body Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Justine-de-Newton, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*
35919-o 1205-1970

Laurentides Sports Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e

panies and Cooperatives, incorporating: Guy Desmarais, adjuster, 1544 Thierry Street, Georges-Kenneth Robichaud, accountant, 7987 Fontaine Street, both of LaSalle, and Robert-N. Dubé, jeweller, 196 de l'Église Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Kenny's Home Renovation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and into 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 7987 Fontaine Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2096-1970

Lan café inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincenzo Spingola, restaurateur, Raymonde Duchesne, housewife, wife of said Vincenzo Spingola, and Gloria Spingola, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 8796 St-Michel Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Lan café inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2650 Masson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2617-1970

Roger Lanthier Body Shop Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Lanthier, Roger Lanthier, both auto body repairmen, and Johanne Miron, housewife, wife of said Roger Lanthier, all three of Sainte-Justine-de-Newton, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Roger Lanthier Body Shop Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Justine-de-Newton, judicial district of Beauharnois.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
35919 1205-1970

Laurentides Sports Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of April, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Com-

jour d'avril 1970, constituant en corporation: Patrick Gourdeau, industriel, Denise Gourdeau, ménagère, épouse dudit Patrick Gourdeau, tous deux de 160, 52^e rue est, et Jacques Gourdeau, postier, 7060, 3^e avenue ouest, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, motos-neige, véhicules motorisés, moteurs, machines et tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Laurentides Sports Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1451, rue Raymond, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-0

1883-1970

The Lions Club of Shawville, Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de juin 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Carson Hodgins, imprimeur, Edward Hayes, employé de moulin, et Allan Meritt, marchand, tous trois de Shawville, pour les objets suivants:

Créer et encourager un esprit de généreuse considération au sein des peuples du monde entier, par l'étude des problèmes des relations internationales, sous le nom de « The Lions Club of Shawville, Québec ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur du revenu annuel sur les biens immobiliers que peut posséder et détenir la corporation est de \$500,000.

Le siège social de la compagnie est établi à Shawville, district judiciaire de Pontiac.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2716-1970

Ludette Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Sidney Cutler, 5767, Clenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 67, Aldred Crescent, Hampstead, et Jack Boidman, 4875, Dufferin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Ludette Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

2554-1970

M.J.C. Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e

panies and Cooperatives, incorporating: Patrick Gourdeau, industrialist, Denise Gourdeau, housewife, wife of said Patrick Gourdeau, both of 160, 52nd Street East, and Jacques Gourdeau, post-office employee, 7060, 3rd Avenue West, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, snowmobiles motorized vehicles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Laurentides Sports Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1451 Raymond Street, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions Companies and Cooperatives.

35919

1883-1970

The Lions Club of Shawville, Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Carson Hodgins, printer, Edward Hayes, mill worker, and Allan Meritt, merchant, all three of Shawville, for the following purposes:

To create and foster a spirit of generous consideration among the people of the world through a study of the problems of international relationship, under the name of "The Lions Club of Shawville, Québec".

The amount to which the value of the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Shawville, judicial district of Pontiac.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-0

2716-1970

Ludette Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sidney Cutler, 5767 Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 67 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack Boidman, 4875 Dufferin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ludette Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

35919-0

2554-1970

M.J.C. Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de mai 1970, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Prévile, Gilles Bertrand, 147, avenue Dunrae, Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « M.J.C. Distribution Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2125, boulevard St-Elzéar ouest, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 2095-1970

Magasin à rayons Moderne Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1970, constituant en corporation: Yoine Goldstein, 6505, Côte Saint-Luc, Robert Lefcort, 5025, avenue Macdonald, tous deux avocats, Morris Shuter, comptable, 201, chemin Harland, tous trois de Montréal, et Marjorie Massey, secrétaire, fille majeure, 490, boulevard Galland, Dorval, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de vente au détail, sous le nom de « Magasins à rayons Moderne Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919 2604-1970

Les Maïs Bazinet inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juin 1970, constituant en corporation: Camille Bazinet, André Bazinet et Alain Bazinet, tous trois hommes d'affaires, de Saint-Hugues, pour les objets suivants:

Exploiter des moulins à farine et faire le commerce de grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Les Maïs Bazinet inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Madeleine, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 2464-1970

Manoir Le Bourgeois de Pointe-St-Charles inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Claire Doyon, secrétaire, épouse de Georges Livernois, 189, Bishop Power, LaSalle, Antoine

and Cooperatives, incorporating: Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, Prévile, Gilles Bertrand, 147 Dunrae Avenue, Mount Royal, and Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in, maintain and repair motor vehicles of all kinds, under the name of "M.J.C. Distribution Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 2125 St-Elzéar Boulevard West, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919 2095-1970

Magasin à rayons Moderne Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yoine Goldstein, 6505 Côte St. Luc, Robert Lefcort, 5025 Macdonald Avenue, both lawyers, Morris Shuter, accountant, 201 Harland Road, all three of Montreal, and Marjorie Massey, secretary, spinster, 490 Galland Boulevard, Dorval, for the following purposes:

To carry on the business of retail stores, under the name of "Magasin à rayons Moderne Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o 2604-1970

Les Maïs Bazinet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Camille Bazinet, André Bazinet and Alain Bazinet, all three businessmen, of Saint-Hugues, for the following purposes:

To operate flour mills and to deal grains, cereals and agricultural products of all kinds, under the name of "Les Maïs Bazinet inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Madeleine, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919 2464-1970

Manoir Le Bourgeois de Pointe-St-Charles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claire Doyon, secretary, wife of Georges Livernois, 189 Bishop Power, LaSalle, Antoine Pigeon, broker, 8210

Pigeon, courtier, 8210, de la Croix, Saint-Léonard, et Monique Boudreault, secrétaire, fille majeure, 3448, Iberville, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, auberges, boulangeries, tavernes, camps, maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « Manoir Le Bourgeois de Pointe St-Charles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2563-1970

**Marandola limitée
Marandola Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jacques Olivier, homme d'affaires, 919, Davion, Longueuil, Pierre Théorêt, avocat, et Béatrice Harvey, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 31, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Marandola limitée — Marandola Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2551-1970

Maurice Towing Service Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Londéi, avocat, 288, 67e Avenue, Laval, Maurice Leclair, garagiste, 2330, Chanteclere, Dorval, et Jacqueline Saint-Pierre, secrétaire, fille majeure, 1107, 3e Avenue, Verdun, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le remorquage de toutes sortes de véhicules, sous le nom de « Maurice Towing Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2361-1970

Mav Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1970, constituant en corporation: Sidney Cutler, 5767, Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hamp-

de la Croix, Saint-Léonard, and Monique Boudreault, secretary, spinster of the full age of majority, 3448 Iberville, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, inns, bakeries, taverns, camps, tourist homes and summer resorts, under the name of "Manoir Le Bourgeois de Pointe St-Charles inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2563-1970

**Marandola limitée
Marandola Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Olivier, businessman, 919 Davion, Longueuil, Pierre Théorêt, advocate, and Béatrice Harvey, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of 31 St. James Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and builders and to deal in materials of all kinds, under the name of "Marandola limitée — Marandola Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2551-970

Maurice Towing Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Londéi, advocate, 288, 67th Avenue, Laval, Maurice Leclair, garage-owner, 2330 Chanteclere, Dorval, and Jacqueline Saint-Pierre, secretary, spinster of the full age of majority, 1107, 3rd Avenue, Verdun, for the following purposes:

To operate as garage-owners and to run a towing service for all kinds of vehicles, under the name of "Maurice Towing Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2361-1970

Mav Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Sidney Cutler, 5767 Glenarden, Côte Saint-Luc, Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, and Jack

stead, et Jack Boidman, 4875, Dufferin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Mav Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 2552-1970

Mavox Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jean-Jacques Lyonnais, 2292, des Pruches, Orsainville, Roland Giroux, 935, Liénard, app. 6, Sainte-Foy, tous deux professeurs, et André Chevalier, débardeur, 1345, 8e avenue, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce et la réparation de radios, télévisions, de nature électrique ou électronique, et de leurs accessoires, sous le nom de « Mavox Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 80,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o 2559-1970

Modern Training Centre Inc.
Centre de perfectionnement Moderne inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Robert Bisson, administrateur, Rita Beauchamp, professeur, épouse dudit Robert Bisson, tous deux du 8, Carleton, Dollard-des-Ormeaux, et Lyse Mignault, secrétaire, épouse d'André Banville Acard, 2441, Édouard-Montpetit, app. 4, Montréal, pour les objets suivants:

Diriger une ou des écoles privées pour fins d'enseignement, sous le nom de « Modern Training Centre Inc.—Centre de perfectionnement Moderne inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5, place Ville-Marie, bureau 325, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919 2646-1970

Mouleurs progressives inc.
Progressive Moulds Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1970, constituant en corporation:

Boidman, 4875 Dufferin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mav Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919-o 2552-1970

Mavox Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June 1970 have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Jacques Lyonnais, 2292 des Pruches, Orsainville, Roland Giroux, 935 Liénard, apt. 6, St. Foy, both professors, and André Chevalier, docker, 1345 8e avenue, Québec, for the following purposes:

To manufacture, sell and repair radios, television sets, of an electric or electronic nature, and their accessories, under the name of "Mavox Inc.", with a total capital stock of \$100,000 divided into 80,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35919 2559-1970

Modern Training Centre Inc.
Centre de perfectionnement Moderne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Bisson, administrator, Rita Beauchamp, teacher, wife of the said Robert Bisson, both of 8 Carleton, Dollard-des-Ormeaux, and Lyse Mignault, secretary, wife of André Banville Acard, 2441 Édouard Montpetit, Apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To operate a private school or schools for instructional purposes, under the name of "Modern Training Centre Inc.—Centre de perfectionnement Moderne inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5 Place Ville Marie, Room 325, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o 2646-1970

Mouleurs progressives inc.
Progressive Moulds Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Udo Hardt,

Udo Hardt homme d'affaires, Margit Mast, ménagère, épouse dudit Udo Hardt, tous deux du 239, rue Deguire, numéro 129, Saint-Laurent, et Johannes Kut, technicien, 4895, boulevard Robert, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de machines, machinerie et pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, fournitures, accessoires et équipement, sous le nom de « Moulures progressives inc.—Progressive Moulds Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3737 est, boulevard Métropolitain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2063-1970

Nadeau's Hunting and Fishing Camps, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Michael Sheehan, avocat, 1243, de Beauville, Sainte-Foy, Rita Roberge, 775, Calixa-Lavallée, et Joan Stevens, 780, Calixa-Lavallée, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des camps de chasse et de pêche, sous le nom de « Nadeau's Hunting and Fishing Camps, Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919

2022-1970

Namron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Nicole Henry, 1321, avenue Nelles, Michel Boulianne, 2200, chemin Ste-Foy, tous deux de Sainte-Foy, et René Lapointe, 1319, avenue Preston, Sillery, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et faire le commerce de toutes marchandises se rapportant au commerce de boulangerie, boucherie et de spécialités alimentaires, sous le nom de « Namron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 22, rue Couillard, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2410-1970

Nicole fleuriste inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du

businessman, Margit Mast, housewife, wife of the said Udo Hardt, both of 239 Deguire Street, #129, Saint-Laurent, and Johannes Kut, technician, 4895 Robert Boulevard, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Moulures progressives inc.—Progressive Moulds Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 3737 Metropolitan Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2063-1970

Nadeau's Hunting and Fishing Camps, Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michael Sheehan, lawyer, 1243 de Beauville, Sainte-Foy, Rita Roberge, 775 Calixa-Lavallée, and Joan Stevens, 780 Calixa-Lavallée, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To operate hunting and fishing camps, under the name of "Nadeau's Hunting and Fishing Camps, Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

2022-1970

Namron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Nicol Henry, 1321 Nelles Avenue, Michel Boulianne, 2200 St. Foy Road, both of St. Foy, and René Lapointe, 1319 Preston Avenue, Sillery, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers and to deal in all merchandise related to the bakery, butchery and food specialty business, under the name of "Namron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 22 Couillard Street, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2410-1970

Nicole fleuriste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

5e jour de juin 1970, constituant en corporation: Ernest Gutkin, Aurore Bordeleau, épouse dudit Ernest Gutkin, tous deux de 63, de Tilly, et Nicole Gutkin, épouse de Raymond Develey, 496, boulevard Marie-Victorin, app. 4, tous trois fleuristes, de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Nicole fleuriste inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o 2506-1970

Les Placements A.B.S.O.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1970, constituant en corporation: Marcel Charlebois, marchand, 9715, rue Jeanette, Claude Larin, superviseur, 95, rue Sterling, tous deux de LaSalle, et Robert Sévigny, emballleur, 482, 7e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Placements A.B.S.O.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 101, 6e avenue, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o 1705-1970

Les Placements Fatima Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1970, constituant en corporation: Aaron Pollack, 900, avenue Rockland, Baruch Pollack, 6085, de Vimy, tous deux avocats, et June Gavin, secrétaire, fille majeure, 3820, chemin de la côte Sainte-Catherine, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger une compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Fatima Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

35919 2626-1970

Les placements Unex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1970, constituant en corporation: André Myre, professeur, 76, Maisonneuve, Blain-

and Cooperatives, incorporating: Ernest Gutkin, Aurore Bordeleau, wife of said Ernest Gutkin, both of 63 de Tilly, and Nicole Gutkin, wife of Raymond Develey, 496 Marie-Victorin Boulevard, Apt. 4, all three florists of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed growers, under the name of "Nicole fleuriste inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 2506-1970

Les Placements A.B.S.O.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Charlebois, trader, 9715 Jeannette Street, Claude Larin, supervisor, 95 Sterling Street, both of LaSalle, and Robert Sévigny, packing agent, 482, 7th Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Placements A.B.S.O.L. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 101, 6th Avenue, Lachine, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919 1705-1970

Les Placements Fatima Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aaron Pollack, 900 Rockland Avenue, Baruch Pollack, 6085 de Vimy, both advocates, and June Gavin, secretary, spinster, 3820 Côte St. Catherine Road, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Les Placements Fatima Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o 2626-1970

Les placements Unex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Myre, professor, 76 Maisonneuve, Blainville, Jean-

ville, Jean-Denis Chartrand, courtier d'assurances, 8, Roux, et Marcel Dufour, avocat, 79, St-Jacques ouest, ces deux derniers de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Unex inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,500 actions ordinaires de \$20 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2207-1970

Preso Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, Sherbrooke, et Solange Crete, 202, Monseigneur Durand, Coaticook, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits de construction, d'accessoires électriques et de tous genres de quincaillerie, sous le nom de « Preso Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 72, Churchill, Baie-d'Urfé, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2729-1970

Property Assessment Reviewing Services Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Robert W. Agard, 800, carré Victoria, #4115, Richard S. Gottlieb, 5626, Eldridge, tous deux avocats, de Montréal, et Marion Wasserman, secrétaire, 260, Alexis Nihon, app. 207, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer des affaires à titre de consultants en répartition immobilière, évaluateurs et estimateurs d'immeubles, biens meubles et autres propriétés et mises en valeur immobilières, sous le nom de « Property Assessment Reviewing Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 800, carré Victoria, bureau 4115, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

2500-1970

Radio Caplan inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de juin 1970, constituant en corporation

Denis Chartrand, insurance broker, 8 Roux, et Marcel Dufour, advocate, 79 St-Jacques west, the latter two from Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To operate an investment company, under the name of "Les placements Unex inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,500 common shares of \$20 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

2207-1970

Preso Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, route rurale 1, Lennoxville, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, Sherbrooke, and Solange Crete, 202 Monseigneur Durand, Coaticook, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority for the following purposes:

To deal in construction material products, electric appliances and all sorts of hardware, under the name of "Preso Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 72 Churchill, Baie-d'Urfé, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

35919

2729-1970

Property Assessment Reviewing Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert W. Agard, 800 Victoria Square, #4115, Richard S. Gottlieb, 5626 Eldridge, both advocates, of Montreal, and Marion Wasserman, secretary, 260 Alexis Nihon, apt. 207, Saint-Laurent, for the following purposes:

To carry on business as real estate assessment consultants, appraisers and valuers of real estate, physical assets and other properties and developments, under the name of "Property Assessment Reviewing Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 800 Victoria Square, suite 4115, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

2500-1970

Radio Caplan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Miville Des-

sans capital-actions: Miville Deschênes, agent d'assurance-vie, 35, Smith, Charles-Émile Tremblay, professeur, 4, LaSalle, et Roland Roux, contramaitre, 207, Humphrey, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Grouper les usagers du service radio général de la cité de Sept-Iles et des environs, sous le nom de « Radio Caplan inc. ».

Le siège social de la corporation est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-0 2620-1970

**Recreation Project "80" Inc.
Projet de loisirs « 80 » inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Claude Tremblay, administrateur, 132, Rive François, Verdun, Bonnie Buxton, publiciste, 389, Claremont, app. 6, Westmount, William Richard Wright, consultant, 3421, Drummond, app. 98, Keith Bush, travailleur social, 6338, Coolbrook, et Michael Arthur Meighen, avocat, 1800, McGregor, app. 202, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser, surveiller et organiser des conditions et programmes de toutes sortes à des fins de récréation pour enfants sous le nom de « Recreation Project "80" Inc.—Projet de loisirs « 80 » inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder ou détenir est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2329-1970

Le Relais du Routier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1970, constituant en corporation: Gaëtan Fortier, cuisinier, 12404, rue Ste-Catherine est, Pointe-aux-Trembles, Jean-Guy Desforges, chauffeur, et Jeannine Landry, secrétaire, épouse dudit Jean-Guy Desforges, ces deux derniers de 7451, rue Champchevrier, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants et salles à manger, sous le nom de « Le Relais du Routier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-0 2532-1970

Rémi auto inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e

chènes, life insurance agent, 35 Smith, Charles-Émile Tremblay, professor, 4 LaSalle and Roland Roux, foreman, 207 Humphrey, all three from Sept-Iles, for the following purposes:

To group together all users of the general radio service of the town of Sept-Iles and vicinity, under the name of "Radio Caplan inc."

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2620-1970

**Recreation Project "80" Inc.
Projet de loisirs « 80 » inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean-Claude Tremblay, executive 132 François Rive, Verdun, Bonnie Buxton, publicist, 389 Claremont, Apt. 6, Westmount, William Richard Wright, consultant, 3421 Drummond Street, Apt. 98, Keith Bush, social worker, 6338 Coolbrook, and Michael Arthur Meighen, advocate, 1800 McGregor, Apt. 202, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To promote, supervise and organize recreational facilities and programmes of all kinds for children, under the name of "Recreation Project "80" Inc.—Projet de loisirs « 80 » inc."

The amount to which the value of the immovable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-0 2329-1970

Le Relais du Routier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaëtan Fortier, cook, 12404 Ste-Catherine Street East, Pointe-aux-Trembles, Jean-Guy Desforges, chauffeur, and Jeannine Landry, secretary, wife of said Jean-Guy Desforges, the latter two of 7451 Champchevrier, Anjou, for the following purposes:

To operate restaurants and dining rooms, under the name of "Le Relais du Routier inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2532-1970

Rémi auto inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies

jour de mai 1970, constituant en corporation: Paul Denoncourt, 336, Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, tous deux secrétaires, et Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, ces deux derniers de Noranda, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de véhicules automobiles, véhicules et instruments de ferme, instruments servant à l'exploitation forestière, bateaux, moteurs, véhicules de neige, et tous leurs parties et accessoires, sous le nom de « Rémi auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2343-1970

Richelieu Roto Litho Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1970, constituant en corporation: Antoine Desmarais, industriel, 212, Beaumont, Michel Desmarais, avocat, 1420, des Alouettes, tous deux de Saint-Bruno-de-Montarville, et Jean Morin, administrateur, 2930, Édouard-Montpetit, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, papetiers, graveurs, relieurs, lithographes, libraires, fondeurs typographiques et autres commerces semblables, sous le nom de « Richelieu Roto Litho Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

1684-1970

Richmond Express Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juin 1970, constituant en corporation: Jérôme Desmarais, homme d'affaires, 235, Cleevemont, Richmond, Louis Dorion, avocat, 80, St-Pierre, Québec, et Claude Champoux, étudiant en droit, 27, de la Paix, Beauport, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Richmond Express Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,000 actions privilégiées class « A » de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées class « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

1449-1970

St. Antoine Distributors Ltd. Distributeurs St-Antoine Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu

and Cooperatives, incorporating: Paul Denoncourt, 336 Ménard, Rouyn, Roger Guimont, 87, 20e rue, both secretaries, and Alfred Leclerc, accountant, 165, 15e rue, the latter two from Noranda, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to sell automobiles, vehicles and farm implements, equipment designed for the forestry industry, boats, motors, snowmobiles, as well as all the related parts and accessories, under the name of "Rémi auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

2343-1970

Richelieu Roto Litho Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Antoine Desmarais, industrialist, 212 Beaumont, Michel Desmarais, advocate, 1420 des Alouettes, both from Saint-Bruno-de-Montarville, and Jean Morin, administrator, 2930 Édouard-Montpetit, Montreal, for the following purposes:

To do business as publishers, printers, stationers engravers, binders, lithographers, book-sellers, type-founders and in other related businesses, under the name "Richelieu Roto Litho Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000, preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

1684-1970

Richmond Express Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jérôme Desmarais, businessman, 235 Cleevemont, Richmond, Louis Dorion, advocate, 80 St-Pierre, Québec, and Claude Champoux, law student, 27 de la Paix, Beauport, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Richmond Express Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 1,000 class "A" preferred shares of \$1 each and into 380 class "B" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919

1449-1970

St. Antoine Distributors Ltd. Distributeurs St-Antoine Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the

de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1970, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 21, Cleve Road, Hampstead, tous deux avocats, et Erica Hume, secrétaire, épouse de John B. Hume, 1210B, Havre des Iles, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « St. Antoine Distributors Ltd.—Distributeurs St-Antoine ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1162, rue Saint-Antoine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2505-1970

S.C.O.P.E. International Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Diana Kleban, 3985, Drolet, Ginette Gravel, 4639, Chambord, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean-Guy Bernier, comptable, 145, Philippe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en aménagement de terrains, entrepreneurs en construction et planificateurs de projets, sous le nom de « S.C.O.P.E. International Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 2516-1970

Karl Schmidt Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Karl Schmidt, boucher, 2660, Louis Fréchette, Laval, Jean-Guy Bernier, teneur de livres, 145A St-Philippe, Montréal, et Madeleine Home, secrétaire, célibataire, 235 ouest rue St-Laurent, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer toutes sortes de produits alimentaires, épiceries, viandes et volaille, en faire le commerce, sous le nom de « Karl Schmidt Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6672, chemin Côte Saint-Luc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2270-1970

5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 21 Cleve Road, Hampstead, both advocates, and Erica Hume, secretary, wife of John B. Hume, 1210B Havre des Iles, Laval, for the following purposes:

To deal in goods, wares, products and merchandise of all kinds, under the name of "St. Antoine Distributors Ltd.—Distributeurs St-Antoine ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 1162 St. Antoine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 2505-1970

S.C.O.P.E. International Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Diana Kleban, 3985 Drolet, Ginette Gravel, 4639 Chambord, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jean-Guy Bernier, accountant, 145 Philippe, all three from Montreal, for the following purposes:

To do business as contractors for land lay-out, building contractors and project planners under the name of "S.C.O.P.E. International Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montréal, judicial district of Montréal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2516-1970

Karl Schmidt Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Karl Schmidt, butcher, 2660 Louis Fréchette, Laval, Jean-Guy Bernier, bookkeeper, 145A St-Philippe, Montreal, and Madeleine Home, secretary, spinster, 235 St. Laurent Street West, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in food products of all kinds, groceries, meats and poultry, under the name of "Karl Schmidt Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 6672 Côte St. Luc Road, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 2270-1970

Geo. Sheard Fabrics Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Henri Philip Lafleur, 414, Grosvenor, Westmount, Robert Leigh Leclerc, 7460, Kingsley, app. 121, Côte Saint-Luc, et Georges Audet, 228, Darwin, app. 303, Ile des Soeurs, tous trois avocats, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de fils et fibres de coton, de laine, fibres synthétiques ou autres, sous le nom de « Geo. Sheard Fabrics Limited », avec un capital divisé en 40,000 actions sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2545-1970

Shirmar Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de mai 1970, constituant en corporation: William Fraiberg, avocat, 1, place Parkman, Westmount, Brian Danny, notaire, 6600, chemin Kildare, Côte-Saint-Luc, Marsha Cassoff, 2755, Kent, et Frances Fouquette, 1205, Fort, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Shirmar Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 2163-1970

Ske-Bec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gilles Coulombe, route rurale 1, Lennoxville, Jean Rouillard, 1301, Russell, Sherbrooke, et Roger Durand, 29, 3^e Avenue, Windsor, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles ou marchandises, sous le nom de « Ske-Bec inc. », avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,250 actions classe « A » de \$1 chacune, 3,750 actions classe « B » de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$99 chacune.

Le siège social de la compagnie est 108, rue St-Louis, Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-0 2013-1970

Geo. Sheard Fabrics Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri Philip Lafleur, 414 Grosvenor, Westmount, Robert Leigh Leclerc, 7460 Kingsley, Apt. 121, Côte Saint-Luc, and Georges Audet, 228 Darwin, Apt. 303, Nun's Island, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of fibres and yarns of cotton, wool, synthetics or any other fibres, under the name of "Geo. Sheard Fabrics Limited", with a capital stock divided into 40,000 shares without par value.

The head office of the company is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-0 2545-1970

Shirmar Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: William Fraiberg, advocate, 1 Parkman Place, Westmount, Brian Danny, notary, 6600 Kildare Road, Côte-Saint-Luc, Marsha Cassoff, 2755 Kent, and Frances Fouquette, 1205 Fort, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Shirmar Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-0 2163-1970

Ske-Bec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, Rural Route No. 1, Lennoxville, Jean Rouillard, 1301 Russell, Sherbrooke, and Roger Durand, 29, 3rd Avenue, Windsor, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles or goods, under the name of "Ske-Bec inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,250 class "A" shares of \$1 each, 3,750 class "B" shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$99 each.

The head office of the company is at 108 St-Louis Street, Warwick, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 2013-1970

**Société de consultation Science-Tek inc.
Science-Tek Consultants Corporation Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de mai 1970, constituant en corporation: Gabriel Bédard, 13, Monseigneur Bourget, Lauzon, Réal Tremblay, 747, des Vignes, Jean-Luc Breton, 850, Lauzon, app. 107, et Pierre-André Bélanger, 3034, Le Chasseur, app. 5, ces trois derniers de Sainte-Foy, tous quatre physiciens, pour les objets suivants:

Exploiter un bureau d'études, de recherches, de consultations dans le domaine des sciences et de la technologie, sous le nom de « Société de consultation Science-Tek inc.—Science-Tek Consultants Corporation Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 2244-1970

**La société de gestion Strom inc.
Strom Management Society Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1970, constituant en corporation: Raymond Mercier, Bernard Samson et Jean Poitras, tous trois notaires, de 970, Cartier, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « La société de gestion Strom inc.—Strom Management Society Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 23, rue Jacques-Cartier, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919-o 2512-1970

Swabette Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1970, constituant en corporation: Raymond Albert, marchand, Louise Lefrançois, ménagère, épouse dudit Raymond Albert, tous deux du 193, Jean-Bruchési, Boucherville, et Bernard Albert, étudiant, 43¼, de la Falaise, Beauport, pour les objets suivants:

L'industrie et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Swabette Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 2504-1970

**Société de consultation Science-Tek inc.
Science-Tek Consultants Corporation Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of May 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gabriel Bédard, 13 Monseigneur Bourget, Lauzon, Réal Tremblay, 747 des Vignes, Jean-Luc Breton, 850 Lauzon, apt. 107 and Pierre-André Bélanger, 3034 Le Chasseur, apt. 5, the last three from St. Foy, all four physicists, for the following purposes:

To run a research and consultation office in the field of science and technology, under the name of "Société de consultation Science-Tek inc.—Science-Tek Consultants Corporation Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 2244-1970

**La société de gestion Strom inc.
Strom Management Society Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Mercier, Bernard Samson and Jean Poitras, all three notaries from 970 Cartier, Québec, for the following purposes:

To do business as a holding company, under the name of "La société de gestion Strom inc.—Strom Management Society Inc.", with a total capital stock of \$200,000 divided into 15,000 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 23, Jacques-Cartier Street, Saint-Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919 2512-1970

Swabette Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Albert, marchand, Louise Lefrançois, housewife, wife of the said Raymond Albert, both of 193, Jean-Bruchési, Boucherville, and Bernard Albert, student, 43¼ de la Falaise, Beauport, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Swabette Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Boucherville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2504-1970

Pierre M. Tellier & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29^e jour de juin 1970, constituant en corporation: Pierre M. Tellier, vendeur, Suzanne Poitras, secrétaire, épouse dudit Pierre M. Tellier, tous deux de 6595, Côte St-Luc, et Hervé Sauvagnac, décorateur, 5230, Cumberland, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication et des articles de bureau en général, sous le nom de « Pierre M. Tellier & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

35919-o

2784-1970

Tooltech Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Peter Virag, 75, Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Gordon Zelman, 447 Wolsley nord, Montréal, tous deux avocats, et Linda Duquette, secrétaire, célibataire, 1362, avenue Beatty, Verdun, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de pièces, accessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciments, solutions et dispositifs, en faire le commerce, sous le nom de « Tooltech Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,900 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5775, chemin Côte de Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

983-1970

L. Toyota inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juillet 1970, constituant en corporation: Charles-André Lemay, commerçant, 2, rue Méthot, Arthabaska, Serge Laroche, vendeur, 145, rue Victoria, et Michel Mailhot, commis, de bureau, 519, Notre-Dame ouest, ces deux derniers de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « L. Toyota inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 380 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919-o

2460-1970

Pierre M. Tellier & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre M. Tellier, salesman, Suzanne Poitras, secretary, wife of said Pierre M. Tellier, both of 6595 Côte St-Luc, and Hervé Sauvagnac, designer, 5230 Cumberland, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sonorous and communication reproduction appliances and office articles in general, under the name of "Pierre M. Tellier & associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2784-1970

Tooltech Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Virag, 75 Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, Gordon Zelman, 447 Wolsley North, Montreal, both lawyers, and Linda Duquette, secretary, spinster, 1362 Beatty Avenue, Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, under the name of "Tooltech Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$1 each and 39,900 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 5775 Côte de Liesse Road, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919-o

983-1970

L. Toyota inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Charles-André Lemay, trader, 2 Méthot Street, Arthabaska, Serge Laroche, salesman, 145 Victoria Street, and Michel Mailhot, office clerk, 519 Notre-Dame West, the latter two of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "L. Toyota inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 380 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35919

2460-1970

**Valleyfield & Montreal Tank Storage
Limited
Réservoirs d'entreposage
Valleyfield et Montréal limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1970, constituant en corporation: Derek Austin Hanson, 987, chemin Moncrieff, Mont-Royal, Michael Dennis, 681, avenue Grosvenor, David Terence Dingle, 561, avenue Lansdowne, tous deux de Westmount, tous trois avocats, et Isabel Candlish, secrétaire, fille majeure, 4651, avenue Royale, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, construire, acheter, posséder, louer ou acquérir d'une façon des réservoirs, entrepôts, terrains, bâtisses et autres facilités d'entreposage et d'entretien général de biens de toutes sortes sous le nom de « Valleyfield & Montreal Tank Storage Limited — Réservoirs d'entreposage Valleyfield et Montréal limitée », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

35919 2348-1970

W & P Plow-A-Way Services Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er juin 1970, constituant en corporation: Susan Brickland, secrétaire, célibataire, 5311 ouest, rue Sherbrooke, app. 815, Herschel Gavsie, étudiant, 4655, avenue Bonavista, app. 402, tous deux de Montréal, Simon Schwartz, administrateur, 5887, avenue Centennial, app. 67, Côte Saint-Luc, et Billy Mauer, avocat, 28, avenue Franklin, Mont Royal, pour les objets suivants:

Agir en qualité d'entrepreneurs généraux en matière de travaux paysagistes généralement, sous le nom de « W & P Plow-A-Way Services Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, rue Brentwood, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

35919 2426-1970

**Valleyfield & Montreal Tank Storage
Limited
Réservoirs d'entreposage
Valleyfield et Montréal limitée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Derek Austin Hanson, 987 Moncrieff Road, Mount Royal, Michael Dennis, 681 Grosvenor Avenue, David Terence Dingle, 561 Lansdowne Avenue, both of Westmount, all three advocates, and Isabel Candlish, secretary, spinster, 4651 Royal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture, construct, purchase, own, lease or otherwise acquire tanks, warehouses, lands, buildings and other facilities for the storage and care generally of property of all kinds, under the name of "Valleyfield & Montreal Tank Storage Limited — Réservoirs d'entreposage Valleyfield et Montréal limitée", with a capital stock divided into 50,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

35919-o 2348-1970

W & P Plow-A-Way Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Susan Brickland, secretary, spinster, 5311 Sherbrooke Street West, Apt. 815, Herschel Gavsie, student, 4655 Bonavista Avenue, Apt. 402, both of Montreal, Simon Schwartz, executive, 5887 Centennial Avenue, Apt. 67, Côte Saint-Luc, and Billy Mauer, advocate, 28 Franklin Avenue, Mount Royal, for the following purposes:

To act as general contractors in the matter of landscaping works generally, under the name of "W & P Plow-A-Way Services Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 33 Brentwood Street, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 2426-1970

Arrêtés en Conseil

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2936

Québec, le 5 août 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal.

Orders in Council

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2936

Québec, August 5, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Cartage Industry in the Montreal region.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 913 du 16 juin 1948 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 18 avril 1970;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 913, soit modifié de la façon suivante:

1° « L'Union des Employés de Camionnage Local et autres, Local 931 » est remplacée par « L'Union des Employés du Transport local et autres, section locale 931 » comme partie contractante de deuxième part.

2° Les dispositions de la Première Partie, en ce qui touche tous les employeurs, les salariés et artisans autres que ceux affectés à l'enlèvement des ordures, sont remplacées par les suivantes:

« PREMIÈRE PARTIE

Dispositions générales

1.00 *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend:

a) la ville de Montréal et toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal;

b) les municipalités suivantes sises en dehors de l'île de Montréal, sur la rive sud: Caughnawaga, Brossardville, Saint-Hubert, Greenfield Park, Saint-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Prévile, Ville Le Moyne, Ville Lafèche, Ville Jacques-Cartier, Ville de Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine et Saint-Constant;

c) la municipalité suivante sise en dehors de l'île de Montréal, sur la rive nord: la ville de Laval.

2.00 *Champ d'application industriel*: Sont assujettis aux dispositions du présent décret, les employeurs professionnels, les employeurs et les artisans qui font du transport par camion pour autrui moyennant rémunération et qui ont leur place d'affaires ou qui exercent leurs activités dans le champ d'application territorial du présent décret.

Tel transport comprend toute opération de chargement ou de déchargement, soit manuelle soit mécanique, exécutée dans le seul but de rendre des matériaux à destination, est assujettie au présent décret.

Cependant, lorsqu'une telle opération de chargement ou de déchargement comporte une opération de construction ou de démolition, elle n'est pas assujettie au présent décret.

Aussi, lorsque sur un chantier de construction, des salariés, avec ou sans l'aide de machine, font du travail de chargement ou de déchargement

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Montreal region, rendered obligatory by Decree No. 913 of June 16, 1948, and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of April 18, 1970;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 913 be amended as follows:

1. In the French version of the said decree, the name of the party of the second part: "L'Union des Employés de Camionnage Local et autres, Local 931" is replaced by the words "L'Union des Employés du Transport Local et autres, section locale 931".

2. The provisions of Part One which affect all employers, employees and artisans other than those engaged in garbage removal operations are replaced by the following:

«PART ONE

General provisions

1.00 *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this decree encompasses:

(a) the city of Montreal and all the municipalities on the Island of Montreal;

(b) the following South Shore municipalities outside the Island of Montreal: Caughnawaga, Brossardville, St-Hubert, Greenfield Park, St-Lambert, Longueuil, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Prévile, Ville Le Moyne, Ville Lafèche, Ville Jacques-Cartier, Ville de Candiac, Laprairie, Delson, Côte Ste-Catherine and St-Constant;

(c) the following North Shore municipality outside the Island of Montreal: Ville de Laval.

2.00 *Industrial jurisdiction*: All professional employers, employers and artisans who are engaged in the trucking business for payment and who have their place of business or carry out their business in the territorial jurisdiction of this decree are subject to the provisions of this decree.

Any manual or mechanical loading or unloading operation performed for the sole purpose of having materials arrive at their destination is subject to this decree.

However, when such loading or unloading operation includes any construction or demolition operation, it is not subject to this decree.

Similarly, when employees working on a construction site perform loading or unloading operations, either manually or by means of machines,

et de construction ou de démolition, ces tels salariés ne sont pas assujettis au présent décret.

2.01 Toutefois, le présent décret ne s'applique pas à tout chauffeur qui peut, au sens du Chapitre 45 ou de tout décret rendu sous son autorité, être considéré comme travailleur de l'industrie de la construction.

2.02 Le présent décret ne régit pas cependant le transport du lieu de l'exécution du contrat au lieu de déchargement des déblais ou de la pierre d'excavation et des matériaux enlevés ou démolis.

2.03 Le présent décret ne s'applique pas aux camionneurs publics et à leurs salariés qui font le transport sur une route régulière entre la ville de Montréal et tout endroit situé en dehors du champ d'application territorial du présent décret.

2.04 Le présent décret ne s'applique pas aux opérations qui complètent le transport à longue distance et qui comprennent la cueillette et la livraison de marchandises.

2.05 Le présent décret ne s'applique pas aux employeurs et aux artisans de Candiac, Laprairie, Delson, Côte Sainte-Catherine et Saint-Constant, ni à leurs salariés, excepté s'ils exploitent, avec ou sans permis de la Régie des Transports, un service local à l'intérieur de l'Île de Montréal.

2.06 Le présent décret ne s'applique pas aux employés permanents d'une entreprise déjà régie par un autre décret.

2.07 Le présent décret ne s'applique pas au transport du lait et des produits laitiers fluides, sauf le lait évaporé.

2.08 Les salariés dont les fonctions sont mentionnées à l'article 7.00, affectés à un service accessoire relatif au transport ou complétant un service de transport, sont assujettis au présent décret.

3.00 *Champ d'application professionnel*: Le présent décret s'applique à tous les salariés dont les emplois sont définis à l'article 4.00 du présent décret, mais il ne s'applique pas aux contremaîtres aux employés de bureau et aux employés qui ont le pouvoir d'embaucher et de congédier.

3.01 Le présent décret s'applique à tous les salariés, même les salariés temporaires qui ont travaillé au cours de la période mentionnée sur le rapport mensuel au Comité paritaire.

4.00 *Définitions*: Dans le présent décret, les mots et termes suivants ont le sens et la signification qui leur sont donnés.

a) Le terme « aide de 18 ans et moins » désigne une personne d'au plus dix-huit (18) ans, qui fait de la surveillance, mais ne manutentionne pas de marchandises d'un poids supérieur à soixante (60) livres.

b) Le terme « aide » désigne un salarié qui remplit les fonctions de manutentionnaire, de manutentionnaire d'entrepôt et d'aide chauffeur et fait tous les travaux requis par l'employeur.

c) Le terme « manutentionnaire » désigne un salarié dont le travail consiste à charger et à décharger des véhicules ailleurs que dans les entrepôts permanents de son employeur pendant quatre (4) heures par jour ou plus.

d) Le terme « manutentionnaire d'entrepôt » désigne un salarié affecté de façon permanente au travail de manutention dans un entrepôt.

e) Le terme « pointeur » désigne un salarié qui dans l'exécution normale de son travail, fait celui du manutentionnaire d'entrepôt habituel de même que le travail de commis pour la vérification et l'enregistrement des factures d'expédition.

and also perform construction or demolition work, such employees are not subject to this decree.

2.01 However, the present decree does not apply to any driver who may be considered as a construction industry employee as provided for in Chapter 45 or in any decree passed under the authority of the said Chapter 45.

2.02 This decree does not apply to the transport from the job to the dumping ground, of excavated material or stone and of demolished or cleared material.

2.03 This decree does not apply to those public truckers and their employees engaged in driving over a regular route between the city of Montreal and any point outside the territorial jurisdiction of this decree.

2.04 This decree does not cover delivery or pickup operations for the completion of long distance transportation.

2.05 The present decree does not cover employers and artisans in Candiac, Laprairie, Delson, Côte Saint-Catherine and Saint-Constant, nor the employees thereof, unless they operate a local service within the Island of Montreal, with or without a permit from the Transportation Board.

2.06 The present decree does not apply to regular employees employed by a concern already governed by another decree.

2.07 The present decree does not apply to the transportation of milk and fluid dairy products, except evaporated milk.

2.08 Employees whose functions or duties are mentioned in section 7.00 and who are assigned to any accessory service related to transportation or completing any transportation service are subject to the present decree.

3.00 *Professional Jurisdiction*: This decree covers all employees whose occupations are defined in article 4.00 of this decree. However, it does not apply to foremen, office employees or those employees who have the authority to hire or dismiss.

3.01 This decree applies to all employees, even temporary employees, who have worked in the period mentioned in the monthly report forwarded to the Parity Committee.

4.00 *Definitions*: In this decree, the following words and terms have the meaning hereinafter given them:

(a) "helper, 18 years and under" means a person of not more than eighteen (18) years of age and engaged in watching but not handling goods weighing over sixty (60) pounds.

(b) "helper" means any employee who acts as dockman, warehouseman and driver's helper and performs any work required of him by the employer.

(c) "dockman" means an employee who loads and unloads mobile units in places other than the permanent warehouse of his employer four (4) hours a day or more.

(d) "warehouseman" means any employee engaged continually in warehouse duty.

(e) "checker" means any employee who, in his normal duties, performs those usually carried out by a warehouseman as well as the clerical work involved in checking and recording shipping bills.

f) Le terme « salarié habituel » désigne un salarié qui a travaillé de façon continue chez un même employeur pendant une période minimale de soixante (60) jours ouvrables. Après trente (30) jours civils, il bénéficie seulement des dispositions pécuniaires du présent décret.

g) Le terme « chauffeur » désigne tout détenteur d'un permis de chauffeur ou de conducteur suivant la Loi des Véhicules automobiles (Statuts refondus de Québec, chapitre 142 et amendements, article 15, paragraphe 3) qui conduit un véhicule à moteur pour lequel l'artisan ou l'employeur, visé par l'article 2, reçoit une rémunération pour son usage, quel que soit le genre de transport ou de service qu'il donne.

h) Le terme « chauffeur de semi-remorque » désigne le conducteur d'un ensemble tracteur-remorque.

i) Le terme « conducteur de chariot automoteur » désigne un salarié qui conduit régulièrement un véhicule à moteur connu sous le nom de chariot automoteur, chariot élévateur ou petite grue mobile pendant quatre (4) heures par jour ou plus.

j) Le terme « chauffeur de camion tandem » désigne le conducteur d'un camion ordinaire à trois (3) essieux.

k) Le terme « chauffeur de fardier » désigne le conducteur d'un ensemble tracteur fardier dont le tracteur a trois (3) essieux et le fardier un minimum de deux (2) essieux.

(Le fardier est une pièce d'équipement genre remorque surbaissée avec cou de cygne servant au transport de pièces extra-lourdes ou de très grandes dimensions et comportant plus spécialement des hauteurs ou largeurs ou pesanteurs surpassant les limites légales).

5.00 *Durée du travail*: La semaine normale de travail ne doit pas excéder quarante-cinq (45) heures. Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures par jour, du lundi au vendredi inclusivement, ou de quarante-cinq (45) heures durant la semaine, entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%). Le travail supplémentaire permis après la durée quotidienne de neuf (9) heures ne doit pas être compté aux fins de calcul des heures supplémentaires au-delà de la durée hebdomadaire. Le travail du samedi entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%). Le travail du dimanche entraîne une majoration de salaire de cent pour cent (100%).

5.01 Par dérogation aux dispositions du paragraphe précédent, lorsqu'il s'agit d'employeurs travaillant pour des clients en vertu de contrats écrits, sur une base annuelle, le lundi peut être substitué au samedi à la condition que cette substitution en varie pas, si ce n'est avec le consentement de l'employeur et des salariés et qu'un avis de ce changement ait été transmis au préalable au comité paritaire.

5.02 Tout salarié assujéti au présent décret doit être payé au taux normal de salaire, à compter du moment où il se présente au travail dans les locaux de l'employeur à la demande de ce dernier. De même, le temps que le salarié consacre à faire le plein d'essence, le graissage, à attendre des instructions, à voyager et à exécuter d'autres tâches exigées par l'employeur, entraîne une rémunération au taux normal de salaire et est réputé faire partie de la journée de travail.

5.03 Sauf lorsqu'il y a une interruption de travail causée par un cas de force majeure, tout salarié visé par le présent décret, a droit à une

(f) "permanent employee" means any employee who has been continuously in the employ of the same employer for at least sixty (60) working days; however, after thirty (30) calendar day's continuous employment, the employee shall be entitled only to the advantages provided for in the monetary clauses of this decree.

(g) "driver" means any person who holds a license as chauffeur or operator in pursuance of the Motor Vehicles Act (R.S.Q., chapter 142 and amendments, section 15, subsection 3), and drives a motor vehicle for the use of which the artisan or employer referred to in section 2 receives a remuneration, regardless of the type of transport or service given.

(h) "semi-trailer driver" means the driver of a tractor-trailer unit.

(i) "lowmotor operator" means an employee who regularly operates a motor vehicle known as a towmotor, forklift or bullmoose-crane four (4) hours per day or more.

(j) "Tandem truck driver" means the driver of a straight truck with three (3) axles.

(k) "float driver" means the driver of a float which has at least two (2) axles and is drawn by a tractor having three (3) axles.

(A float is a piece of equipment of underslung semi-trailer goose-neck type used to transport extra heavy or extra large loads that exceed, in height, width or weight, the limits allowed by law).

5.00 *Hours of work*: The standard workweek shall not exceed forty-five (45) hours. Time and one half shall be paid for all work performed over and above the 9-hour day Monday through Friday or the 45-hour week. All overtime allowed after the 9-hour day is not to be included in the calculation of overtime in excess of the standard workweek. Time and one half shall be paid for work performed on Saturday and double time shall be paid for any work performed on Sunday.

5.01 Notwithstanding the preceding paragraph, in the case of employers working for customers under the terms of written contracts, on a yearly basis, Monday may be substituted for Saturday, provided that this substitution shall not vary except with the consent of the employer and the employees and that a notice of this change has been previously forwarded to the Parity Committee.

5.02 All employees covered by this Decree shall be paid at their regular wage rates from the time they report for work on the premises of the employer at his request and all the time spent in gasing, oiling, awaiting dispatches, travelling time or any other duties requested by the employer shall be considered as part of the regular day's shift and paid in accordance with the applicable regular wage rates.

5.03 Except when circumstances beyond control prevent the operation, all employees covered by the decree shall receive a minimum of five (5)

indemnité minimale égale à cinq (5) heures consécutives de paye aux taux normal de salaire pour chaque jour où il se présente au travail à moins que l'employeur ou son représentant ne l'avise au moins une (1) heure avant la fin de la période de travail précédente, personnellement ou au moyen d'un avis écrit affiché, de ne pas se présenter au travail. À compter du 1er octobre 1971, l'indemnité minimale sera portée à six (6) heures consécutives.

5.04 Tout salarié qui reçoit l'ordre de retourner au travail dans les trois (3) heures qui suivent la fin de sa période ordinaire de travail, a droit à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de paye au taux normal de salaire.

5.05 Aucun salarié ne doit prendre ni ne doit être forcé de prendre plus d'une (1) heure entière ininterrompue pour chaque repas. Toutefois, l'employeur peut ordonner au salarié de prendre trente (30) minutes au minimum pour le repas si la prise d'une (1) heure ininterrompue entraîne une période d'attente supplémentaire.

Le moment du repas se situe entre la quatrième et la sixième heure de sa période de travail.

5.06 Tout employeur doit avoir une horloge de pointage ou une feuille de présence que chaque salarié doit signer chaque jour.

5.07 Aucun aide ne doit travailler à titre de chauffeur à moins que tous les chauffeurs disponibles ne soient occupés.

5.08 Tout employeur doit accorder une période de repos sans diminution de paye, de quinze (15) minutes le matin et de quinze (15) minutes l'après-midi aux salariés qui travaillent quatre (4) heures ou plus en tant que manutentionnaires, manutentionnaires d'entrepôts, pointeurs ou conducteurs de chariots automoteurs.

5.09 L'employeur qui exige comme condition d'embauchage d'un salarié que ce dernier porte un uniforme, doit acheter l'uniforme et il doit le payer en entier.

Si le salarié désire un uniforme, l'employeur doit acheter l'uniforme et retenir \$3 dollars par semaine sur la paye du salarié jusqu'à parfait paiement, à moins d'entente différente entre l'employeur et le salarié.

5.10 Aucun employeur n'a le droit d'engager un salarié temporaire, à moins que tous ses salariés habituels ne soient au travail à plein temps.

5.11 *Congé payé de funérailles*: Au cas de décès de son épouse ou d'un enfant, un salarié bénéficie d'un congé payé maximal de trois (3) jours selon le nombre de jours ouvrables qu'il y a dans la période qui s'étend du jour du décès au jour des funérailles, et pourvu qu'il assiste à ces dernières.

Au cas du décès de son père, de sa mère, d'un frère ou d'une soeur, un salarié a droit à un congé maximal de deux (2) jours sans paie et d'un (1) jour payé, soit neuf (9) heures, s'il assiste aux funérailles et si celles-ci ont lieu entre le lundi et le vendredi.

5.12 Tout salarié assujéti au présent décret doit être payé en espèces toutes les semaines, le vendredi, à la fin de la journée de travail ou le jeudi si le paiement est fait par chèque.

6.00 *Heures supplémentaires*: Le travail fait en sus des neuf (9) heures normales au cours d'une journée quelconque est du travail supplémentaire et entraîne une majoration de salaire de cinquante pour cent (50%) pour les cinq (5) premières heures et une majoration de cent pour cent (100%) pour toutes les heures suivantes. À la fin des

consecutive hours' pay at their regular wage rate each day they report for work, unless notified personally by the employer or his representative, or by a written notice posted an hour prior to the termination of their previous shift, that they are not to report for work. From October 1, 1971, the minimum indemnity shall be raised to six (6) consecutive hours.

5.04 Every employee who is ordered to return to work within three (3) hours after finishing his regular work shift shall be entitled to a minimum of two (2) hours pay at his regular wage rate.

5.05 No employee shall take nor be compelled to take more than one (1) continuous hour per meal. However, should the taking of a full continuous hour for meals cause additional waiting time, the employer may instruct the employee to take not less than thirty (30) minutes.

Time off for meals shall be taken between the fourth and the sixth hour of the employees' work shift.

5.06 All employers shall have a time clock, or a time card that must be signed by the employees daily.

5.07 No helper shall work as a driver unless all the available drivers are working.

5.08 For those employees performing four (4) hours or more as dockmen, warehousemen, checkers and/or towmotor operators, a rest period of fifteen (15) minutes with pay shall be granted in the morning and fifteen (15) minutes in the afternoon.

5.09 If an employee is requested by the employer to wear a uniform as a condition of employment, such uniform shall be purchased by the employer and the cost of such uniform shall be paid by the employer.

If the employee wishes to have a uniform, the employer will purchase it for him and deduct \$3 a week from his wages until its cost is completely paid-up, unless otherwise agreed between the employee and the employer.

5.10 No employer is allowed to hire an occasional employee, unless all permanent employees are working full-time.

5.11 *Compassionate leave*: In the event of the death of his wife or child, the employee shall be given at the very most three (3) working days off with pay to attend the funeral, provided the period between the day of death and the day of the funeral are working days and provided he attends the funeral.

In the event of the death of his father, mother, brother or sister, an employee shall be entitled to a maximum of two (2) days off without pay and one (1) day (9 hours) with pay, if the funeral is held between Monday and Friday and he attends.

5.12 All employees subject to this decree shall be paid in currency every week, on Friday, at the end of their standard working day, or on Thursday if they are paid with a cheque.

6.00 *Overtime*: All time worked in excess of the 9-hour standard work day is considered as overtime and shall be paid at time and one half for the first five (5) hours and double time for all subsequent hours. After the overtime work is terminated, the employee shall be entitled to eight (8) consecutive hours' rest. However,

heures supplémentaires, le salarié a droit à une période de repos de huit (8) heures consécutives; toutefois, il a le droit de retourner au travail avant la fin de ladite période de repos de huit (8) heures, au taux normal de salaire, si son employeur le lui demande.

6.01 Tout salarié qui conduit sur une route irrégulière entre la ville de Montréal et tout point situé en dehors du champ d'application territorial du présent décret, doit être rémunéré au taux de salaire majoré de cinquante pourcent (50%) après neuf (9) heures de travail. Un tel salarié a droit, avant de recommencer à travailler, à une période minimale de repos de huit (8) heures.

6.02 Un salarié qui ne s'est pas présenté au travail tel qu'on le lui a demandé durant la semaine n'a pas le droit de travailler le samedi à moins qu'il puisse établir par un certificat de médecin qu'il a été malade.

7.00 *Taux de salaires minimaux*: Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés suivants:

	<i>Taux horaires</i>	
	<i>À l'em- bauchage</i>	<i>Après 1 mois</i>
Aide de 18 ans et moins.....	\$1.46	\$1.66
Aide et manutentionnaire.....	2.72	2.92
Pointeur, conducteur de chariot automoteur et manutentionnaire d'entrepôt.....	2.86	3.06
Chauffeur de camion ordinaire	2.92	3.12
Chauffeur de semi-remorque et de camion tandem.....	2.97	3.17
Chauffeur de fardier.....	3.07	3.27

À compter du 1er octobre 1970, les taux de salaires minimaux suivants devront être payés aux salariés suivants:

	<i>Taux horaires</i>	
	<i>À l'em- bauchage</i>	<i>Après 1 mois</i>
Aide de 18 ans et moins.....	\$1.46	\$1.66
Aide et manutentionnaire.....	3.02	3.22
Pointeur, conducteur de chariot automoteur et manutentionnaire d'entrepôt.....	3.16	3.36
Chauffeur de camion ordinaire	3.22	3.42
Chauffeur de semi-remorque et de camion tandem.....	3.27	3.47
Chauffeur de fardier.....	3.37	3.57

À compter du 1er octobre 1971, les taux de salaires minimaux suivants devront être payés aux salariés suivants:

	<i>Taux horaires</i>	
	<i>À l'em- bauchage</i>	<i>Après 1 mois</i>
Aide de 18 ans et moins.....	\$1.46	\$1.66
Aide et manutentionnaire.....	3.32	3.52
Pointeur, conducteur de chariot automoteur et manutentionnaire d'entrepôt.....	3.46	3.66
Chauffeur de camion ordinaire	3.52	3.72
Chauffeur de semi-remorque et de camion tandem.....	3.57	3.77
Chauffeur de fardier.....	3.67	3.87

7.01 a) Tout salarié qui doit à la demande de son employeur commencer à travailler entre minuit et 6h doit être payé au taux normal de salaire majoré de 50% jusqu'à 6h après quoi, toute heure travaillée doit être payée au taux horaire normal pour les premières neuf (9) heures.

b) *Travail de nuit irrégulier*: Tout salarié qui commence à travailler entre 18 h et minuit doit recevoir une prime de quinze (\$0.15) cents

an employee may return to work at his regular wage rate before such eight (8) hours have elapsed, if so requested by the employer.

6.01 Every employee who drives over an irregular route between the city of Montreal and any point outside this decree's territorial jurisdiction shall be paid time and one-half after nine (9) hours' work. Before resuming work, such employee is entitled to at least eight (8) hours' rest.

6.02 Any employee who has not reported for work as requested during the week shall not be entitled to work on Saturday, unless he can prove illness by means of a doctor's certificate.

7.00 *Minimum rates of wages*: The following minimum rates of wages shall be paid to the employees listed hereunder:

	<i>Per hour</i>	
	<i>Starting rate</i>	<i>After 1 month</i>
Helper, 18 years and under...	\$1.46	\$1.66
Helper and dockman.....	2.72	2.92
Checker, towmotor operator, warehouseman.....	2.86	3.06
Driver, on straight truck.....	2.92	3.12
Semi-trailer driver, tandem truck driver.....	2.97	3.17
Float driver.....	3.07	3.27

From October 1, 1970, the following minimum rates of wages shall be paid to the employees listed hereunder:

	<i>Per hour</i>	
	<i>Starting rate</i>	<i>After 1 month</i>
Helper, 18 years and under...	\$1.46	\$1.66
Helper and dockman.....	3.02	3.22
Checker, towmotor operator, warehousemen.....	3.16	3.36
Driver, on straight truck.....	3.22	3.42
Semi-trailer driver, tandem truck driver.....	3.27	3.47
Float driver.....	3.37	3.57

From October 1, 1971, the following minimum wage rates shall be paid to the employees listed hereunder:

	<i>Per hour</i>	
	<i>Starting rate</i>	<i>Afer 1 month</i>
Helper, 18 years and under...	\$1.46	\$1.66
Helper and dockman.....	3.32	3.52
Checker, towmotor operator, warehouseman.....	3.46	3.66
Driver, on straight truck.....	3.52	3.72
Semi-trailer driver, tandem truck driver.....	3.57	3.77
Float driver.....	3.67	3.87

7.01 (a) Any employee required by his employer to begin work between midnight and 6:00 a.m. shall be paid time and a half his regular wage rate for any work performed until 6:00 a.m.; thereafter, his regular wage rate will be paid to him for any work performed during the first nine (9) hours following the said 6:00 a.m.

(b) *Irregular night work*: Any employee who starts to work between 6:00 p.m. and midnight shall be paid a premium of fifteen cents (\$0.15)

l'heure. Le salarié doit être payé au taux de salaire majoré de cinquante pour cent (50%) après neuf (9) heures de travail.

c) *Équipe régulière de nuit pour un même client et/ou un même entrepôt*: Tout salarié qui commence régulièrement son travail entre 18h et 6h doit recevoir une prime de dix cents (\$0.10) l'heure pour toutes les heures effectuées.

7.02 *Primes payables au chauffeur de tracteur remorque ordinaire*:

a) Un chauffeur de tracteur remorque ordinaire qui travaille occasionnellement en qualité de chauffeur de fardier doit recevoir une prime de vingt cents (\$0.20) l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur remorque ordinaire.

b) Toute heure de travail effectuée sur une remorque en mouvement et qui transporte un chargement de 80 à 100 pieds de longueur inclusivement entraîne le paiement d'une prime de \$0.20 l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur-remorque ordinaire.

c) Toute heure de travail effectuée sur une remorque en mouvement et qui transporte un chargement de plus de 100 pieds de longueur entraîne le paiement d'une prime de \$0.40 l'heure en sus du taux horaire normal du chauffeur de tracteur-remorque ordinaire.

d) La seule prime payable au chauffeur de fardier est de vingt cents (\$0.20) l'heure en sus de son taux horaire normal pour toutes les heures, effectuées lorsque le fardier est chargé, en mouvement, et qu'il tire un chargement de plus de cent (100') pieds de longueur.

Il n'y a pas de cumul de primes; seule la prime la plus élevée s'applique.

7.03 a) Un chauffeur qui transporte de l'huile brute doit recevoir une prime de dix cents (\$0.10) l'heure.

b) Lorsqu'il pompe l'huile légère: dix cents (\$0.10) l'heure, pour les seules heures de pompage.

c) Cinq cents (\$0.05) l'heure pour toutes les heures effectuées sur tout autre genre de camion citerne.

d) Dix cents (\$0.10) l'heure au conducteur de chariot automoteur lorsque celui-ci est appelé à effectuer la double fonction de conducteur et de pointeur.

e) Tout chauffeur a droit à un aide dans les cas suivants:

1) Sur toute charge ou pièce d'équipement de plus de douze pieds (12) de largeur;

2) Sur tout chargement dépassant quatorze pieds et six pouces (14'6") de hauteur totale du niveau du sol;

3) Sur tout usage de remorque auto-commande (steering-dolly);

4) La seule exception aux trois (3) cas mentionnés ci-dessus est la suivante: il n'y a qu'un aide (ou une (1) escorte) lorsque les véhicules voyagent en convoi. Un (1) aide ou une (1) escorte par convoi de trois.

5) Le chauffeur du véhicule est chargé de l'aide qui lui est fourni.

7.04 L'employeur peut, à sa discrétion, payer à un salarié un taux plus élevé que celui que fixe le présent décret pour son emploi.

7.05 Lorsque la rémunération du salarié déterminée selon les dispositions du présent décret est inférieure à celle déterminée selon les dispositions de l'ordonnance numéro 4 de la Commission du salaire minimum, cette dernière rémunération doit être payée par l'employeur.

per hour. After nine hours' work, he shall be paid time and a half his regular wage rate.

(c) *Regular night shift for the same customers and/or at the same terminal*: A premium of ten cents (\$0.10) per hour for every hour worked shall be granted to any employee who regularly starts work between 6:00 p.m. and 6:00 a.m.

7.02 *Premiums payable to regular tractor drivers*:

(a) Whenever a regular tractor driver works as float driver he shall be paid a 20-cent (\$0.20) per hour premium in addition to the regular hourly rate of straight tractor drivers.

(b) For every hour when loaded and hauling a semi-trailer whose load is from eighty (80') to one hundred (100') feet long inclusively, a premium of twenty cents (\$0.20) per hour will be paid in addition to the regular hourly rate of the straight tractor driver.

(c) For every hour when loaded and hauling a semi-trailer whose load is more than one hundred (100') feet long, a premium of forty cents (\$0.40) per hour shall be paid in addition to the regular hourly rate of the straight tractor driver.

(d) The only premium payable to the float driver will be twenty cents (\$0.20) per hour in addition to his regular hourly rate for all hours, when loaded and driving, employed to pull a load whose length exceeds one hundred (100') feet.

In the event that there is combination of premiums, the highest premium only shall prevail.

7.03 (a) Any driver hauling bunker oil shall be paid a premium of ten cents (\$0.10) per hour.

(b) While pumping light oil, a premium of ten cents (\$0.10) per hour will be paid for every hour worked at such pumping.

(c) A premium of five cents (\$0.05) per hour shall be paid for all hours worked on any other type of tanker.

(d) A premium of ten cents (\$0.10) per hour shall be paid to any towmotor operator performing double duties as towmotor operator and checker.

(e) A helper shall be supplied to the driver in the following cases:

(1) For any load or piece of equipment more than twelve (12') feet wide;

(2) for any load higher than fourteen feet and six inches (14' 6") from ground level;

(3) for any use of a steering dolly;

(4) except in any of the three (3) above-mentioned cases, one (1) helper only, or one (1) escort only, will be supplied when the vehicles will travel in train; there shall be one (1) helper or one (1) escort for each train of three;

(5) the driver of the vehicle shall be in charge of the helper supplied to him.

7.04 Any employer may, at his option, pay an employee at a rate higher than his classification calls for under this decree.

7.05 When an employee's remuneration as determined according to the provisions of the present decree is lower than that determined according to the provisions of Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, the latter remuneration must be paid by the employer.

7.06 Le chef d'équipe, défini comme étant un salarié à la tête de six (6) salariés ou plus et responsable de leur travail, doit recevoir une prime de dix cents (\$0.10) l'heure en sus du salaire établi pour son emploi dans le présent décret.

7.07 Tout salarié qui est temporairement muté de son emploi ordinaire à un autre emploi pour lequel le présent décret stipule un taux de salaire plus élevé, doit être payé au taux le plus élevé pour tout le temps qu'il a été ainsi déplacé temporairement, s'il l'a été pendant plus de trois (3) jours. Toutefois, on ne peut faire subir aucune diminution de salaire à un salarié habituel qui est appelé à travailler temporairement à un emploi qui comporte un taux de salaire moins élevé.

7.08 Le salaire de tout salarié doit être payé en entier à chaque période de paye dans une enveloppe scellée, en espèces ou par chèque.

Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe, le chèque ou un bulletin de paye distinct:

Le nom de l'employeur,
 Les nom et prénoms du salarié,
 Le matricule du salarié,
 La date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement,
 Le nombre d'heures normales,
 Le nombre d'heures majorées de 50%,
 Le nombre d'heures majorées de 100%,
 Le taux horaire de salaire,
 Le montant du salaire brut,
 La nature et le montant des retenues faites,
 Le montant du salaire net.

7.09 a) Lorsque les salariés sont à l'extérieur d'un rayon de cinquante (50) milles de Montréal, les repas doivent être payés à un taux de un dollar et cinquante cents (\$1.50) le dîner et deux dollars (\$2) le souper. Les chauffeurs qui sont en route et qui arrivent à leur terminus après 19h doivent téléphoner à leur bureau ou au garage et obtenir l'autorisation d'arrêter pour souper pour avoir droit au paiement dudit repas. Le temps alloué pour les repas sur la route est d'une demi-heure pour chaque repas.

Toutefois, la période de temps allouée pour les repas pris sur la propriété du client doit être identique à la période réservée aux repas chez ce dernier; elle ne doit jamais dépasser une heure ni être inférieure à une demi-heure.

b) *Dépenses quotidiennes*: Frais d'hôtel lorsqu'un salarié doit coucher à l'extérieur de la ville du soir au lendemain:

<i>Dans le Québec:</i>	
Hôtel.....	\$7.00
Déjeuner.....	1.50
Dîner.....	2.00
Souper.....	2.00
<i>En dehors du Québec:</i>	
Hôtel.....	\$9.00
Déjeuner.....	1.50
Dîner.....	2.00
Souper.....	2.00

Les dépenses seront calculées à compter du moment du départ du salarié jusqu'à son retour.

7.10 L'employeur doit fournir des gants pour la manutention des produits pétroliers en vrac.

7.11 *Paiement sur congédiement*: Tout employé congédié doit recevoir en totalité tous les salaires qui lui sont dûs par l'employeur, y compris l'indemnité de congés payés gagnée, s'il y en a, aussitôt que possible dans les cinq (5) jours ouvrables de la date de son congédiement.

7.06 A leading-hand, meaning any employee in charge of a group of six (6) or more employees and responsible for their work, shall be paid at a rate of ten (\$0.10) cents per hour higher than his classification calls for under this decree.

7.07 Employees who are temporarily changed from their regular jobs to one for which the scheduled wage is higher will be paid the higher rate for all the time they have worked at such temporary occupation over and above three (3) days. However, no reduction will be made when any regular employee is requested to work temporarily at a job for which a lower rate is established.

7.08 Each employee's wages must be paid him in full at each pay period, in a sealed envelope, in cash or by cheque.

The following particulars shall appear on the envelope, the cheque or separate payslip:

Employer's name,
 Employee's family name and first names.
 Employee number,
 Payment date and work period covered,
 Number of regular hours worked,
 Number of hours at time and one-half,
 Number of hours at double time,
 Hourly wage rate,
 Gross amount of wages,
 Type and amount of deductions made,
 Net amount of wages.

7.09 (a) When an employee is more than fifty (50) miles from Montreal, the employer shall pay his meals at the rate of one dollar and fifty cents (\$1.50) for lunch and two dollars (\$2) for supper. Drivers who are on their way back and who will arrive at their terminal after 7:00 p.m. shall telephone their dispatch office or the garage to obtain the proper authorization to stop for supper and thus be entitled to payment for the said supper. The time granted for meals on the highway shall be one half (1/2) hour for each meal. However, the time allowed for taking meals on the client's premises shall be identical with the said client's lunch period but shall not exceed one (1) hour nor be less than one half (1/2) hour.

(b) *Daily expenses*: Rates allowed for hotel accomodation when an employee must sleep outside the city from the evening to the following day:

<i>Within the Province of Québec:</i>	
Hotel.....	\$7.00
Breakfast.....	1.50
Lunch.....	2.00
Supper.....	2.00
<i>Outside the Province of Québec:</i>	
Hotel.....	\$9.00
Breakfast.....	1.50
Lunch.....	2.00
Supper.....	2.00

These expenses shall be counted from the time of dispatch of the employee until his return.

7.10 The employer shall provide gloves for the handling of bulk petroleum products.

7.11 *Payment on discharge*: Any discharged employee must be paid in full all wages owed to him by the employer, including earned vacation pay, if any, as soon as possible within five (5) working days from date of discharge.

8.00 *Sécurité sociale*: L'employeur doit payer, ainsi qu'il est stipulé ci-dessous à chaque mois civil pour chacun des salariés qui a travaillé chez lui au moins quatre-vingt-dix (90) jours et qui a travaillé au moins quatre-vingts (80) heures au cours du troisième mois, un montant de quinze dollars et cinquante cents (\$15.50) pour qu'il s'inscrive à un régime d'assurance collective. Toute contribution patronale à un régime d'assurance-maladie financé par le Gouvernement provincial ou le Gouvernement fédéral peut être déduite de la contribution de \$15.50 prévue ci-dessus et les avantages prévus à 8.02 doivent être modifiés en conséquence ou éliminés, s'il y a lieu.

8.01 Un nouveau salarié n'est admissible à l'assurance qu'après avoir terminé sa période d'emploi de quatre-vingt-dix (90) jours.

Cependant, tout salarié qui a perdu son emploi par suite de maladie ou de manque de travail et qui revient chez le même employeur, a droit à l'assurance à compter de la date à laquelle il a effectué quarante-cinq (45) heures chez cet employeur. L'employeur n'est pas tenu de verser le montant de \$15.50 pour le mois durant lequel l'assurance est remise en vigueur.

8.02 Le régime d'assurance doit fournir les avantages suivants:

- a) Assurance-vie,
- b) Assurance accident et maladie,
- c) Frais médicaux et d'hospitalisation,
- d) Indemnité hebdomadaire,
- e) Prestations pour personnes à charge.

8.03 Il est entendu que durant une période d'invalidité due à un accident ou maladie, le salarié continue d'être assuré et l'employeur est exempt de payer les primes pour tout le temps de l'invalidité.

8.04 À partir du moment où l'employeur est appelé à contribuer la prime de (\$15.50) par mois par employé incluant les prestations pour les personnes à charge, l'employeur peut dès lors annuler tout autre régime d'assurance qui pourrait être en vigueur pour les personnes à charge.

8.05 Tous les salariés doivent se soumettre promptement à tout examen médical demandé par l'employeur, pourvu toutefois que ce dernier paie les frais de tel examen. L'employeur a le droit de choisir le médecin qui fera subir l'examen médical.

8.06 L'employeur se réserve le droit de fixer, pour l'examen médical, des heures en dehors des heures de travail. Si toutefois, l'employeur fixe pour l'examen médical, une heure comprise dans la période normale de travail d'un salarié, celui-ci doit alors être payé pour le temps consacré à l'examen au taux horaire normal de salaire.

8.07 Un salarié qui subit une lésion corporelle pendant son travail, doit être payé au taux horaire normal pour le temps qu'il met à aller consulter un médecin, jusqu'à la fin de sa journée normale de travail, jusqu'à concurrence de cinq (5) heures.

8.08 L'assurance de tout salarié se termine automatiquement à la date où il quitte son employeur. Cependant, l'employeur est tenu de verser au comité paritaire un montant de \$15.50 pour le mois entier durant lequel le salarié a quitté son emploi.

8.09 Ce régime est administré par le comité paritaire qui peut nommer un sous-comité à cet effet, lequel est chargé de percevoir les cotisations des employeurs et de les verser suivant un

8.00 *Social security*: As hereinafter specified, each calendar month and for each employee in his service since at least ninety (90) days and who has worked at least eighty (80) hours during the third month of service, the employer shall pay fifteen dollars and fifty cents (\$15.50) to have such employee covered by a group insurance plan. Any contribution by the employer to any health-insurance plan financed by the Federal or Provincial Government may be deducted from the \$15.50 contribution provided for hereinabove and the benefits provided for in section 8.02 must be modified accordingly or eliminated, as the case may be.

8.01 A new employee is eligible for insurance only after the completion of his ninety (90) days probation period.

However, every employee who has lost his employment through illness or lack of work, and who returns in the employ of the same employer shall be entitled to the insurance when he has completed forty-five (45) hours of work for said employer. The employer shall not be required to pay the amount of \$15.50 for the month in which the insurance is put into force again.

8.02 The insurance plan should provide the following benefits:

- (a) Life insurance.
- (b) sickness and accident insurance.
- (c) hospital and doctor's fees.
- (d) weekly indemnity.
- (e) benefits for dependents.

8.03 During an employee's invalidity due to an accident or sickness, the employee shall continue to be insured and the employer shall be exempted from paying the premiums respecting such employee during the latter's entire period of invalidity.

8.04 As soon as the employer will be required to contribute the premium of fifteen dollars and fifty cents (\$15.50) per month per employee, including benefits for dependents, he shall be allowed to cancel any other insurance plan that might be in force covering benefits for dependents.

8.05 Any medical examination requested by the employer shall be promptly complied with by all employees provided however that the employer pays for such examination. The employer has the right to select his own examining physician.

8.06 The employer reserves the right to make appointments for examination at times other than during working hours. If, however, an employer should arrange for a medical examination during the normal shift hours of an employee, then the employee must be paid for the actual time involved at his regular rate of pay.

8.07 An employee, in case of physical injury while on duty, shall be paid at his straight time hourly rate for the time spent to visit a doctor, up to the end of his regular working day, but in no case shall this exceed five (5) hours.

8.08 The insurance of every employee shall terminate automatically immediately upon leaving his employer. However, the employer is required to pay to the Parity Committee an amount of \$15.50 for the whole month in which the employee has left his employment.

8.09 This plan is administered by the Parity Committee and the latter may appoint a sub-committee for that purpose which will be entrusted with the collection of employers' assess-

contrat approuvé par le surintendant des assurances de la province de Québec.

8.10 Le régime d'assurance collective prévu au présent article doit toujours être négocié dans un contrat unique couvrant tous les assurés et être administré avec la collaboration du comité paritaire.

9.00 *Jours fériés*: Les jours suivants sont considérés jours fériés chômés et payés: le premier jour de l'An, le 2 janvier, le vendredi saint, la fête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, le Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de grâces et le jour de Noël.

Du consentement mutuel des deux parties, le deux (2) janvier (lendemain du jour de l'An) peut être échangé pour le 26 décembre (lendemain du jour de Noël).

9.01 Toutes les heures effectuées les jours fériés énumérés à l'article 9.00 et le dimanche entraînent une majoration de salaire de cent pour cent (100%). Tout salarié doit recevoir une indemnité égale à neuf (9) heures au taux horaire normal de salaire pour chaque jour férié énuméré, même s'il ne travaille pas et quel que soit le jour de la semaine où tombe le jour férié.

9.02 Tout salarié doit être payé pour chaque jour férié pourvu qu'il ait travaillé chez son employeur pour une période de trente (30) jours civils précédant le jour férié et qu'il ait travaillé un minimum de quinze (15) jours durant ladite période.

9.03 Tout salarié qui est disponible pour la période normale de travail précédant et suivant un jour férié, doit recevoir une indemnité égale à neuf (9) heures au taux de salaire normal pendant le jour férié.

Les salariés qui, par force majeure, ne sont pas disponibles la veille ou le lendemain d'un jour férié doivent être payés sur la base du paragraphe précédent. Le fardeau de la preuve incombe au salarié et cette preuve doit être fournie en dedans d'une période de cinq (5) jours ouvrables suivant le jour férié.

Dans les cas de maladie, le salarié doit avoir avisé l'employeur au moment de son absence et établir la preuve de sa maladie à l'aide d'un certificat médical fourni au moment de son retour au travail.

9.04 Si une période de travail commence un jour férié et se poursuit une partie du jour suivant, ou si une période de travail commence le jour qui précède le jour férié et se poursuit une partie dudit jour, le salarié doit être payé au taux horaire normal de salaire, pourvu que le travail fait durant ledit jour férié, ne dépasse pas quatre (4) heures. La durée minimale garantie des périodes de travail spéciales mentionnées ci-haut est, de huit (8) heures de travail.

9.05 Si un ou plusieurs jours fériés payés tombent pendant les congés payés d'un salarié, celui-ci doit bénéficier d'un jour supplémentaire de congés pour chaque jour férié ou de l'équivalent en salaire, au choix de l'employeur.

9.06 Un salarié n'a pas droit à une indemnité pour les jours fériés lorsque ces jours fériés tombent durant les premiers trente (30) jours de sa période d'essai.

10.00 *Congés annuels payés*: Tout salarié qui, le premier mai de chaque année, ne justifie pas d'un (1) an de service continu chez le même employeur, doit recevoir un congé dont la durée est d'un (1)

ments et la remittance thereof according to a contract approved by the Superintendent of Insurance of the Province of Québec.

8.10 The group insurance plan referred to in the present section shall always be negotiated through an individual contract covering all employees governed by the decree and shall be administered with the collaboration of the Parity Committee.

9.00 *General holidays with pay*: The following are general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, Good Friday, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

If both parties agree thereto, the 2nd of January (the day after New Year's Day) shall be interchangeable with the 26th of December (the day after Christmas Day).

9.01 Double time shall be paid for all hours worked on Sundays and the general holidays stipulated in section 9.00. Every employee shall be paid nine (9) hours at straight time for each general holiday even though he is not working and regardless of the week day the general holiday may fall on.

9.02 Each employee shall be paid for each general holiday with pay, provided he has been in the employ of his employer for a period of thirty (30) calendar days preceding such general holiday with pay and that he has worked at least fifteen (15) days during the said period.

9.03 Employees who are available for work on the normal shift preceding and following a general holiday shall be paid nine (9) hours at the regular rates while observing the holiday.

Employees who, for reasons beyond their control, are not available the day before or the day after any general holiday with pay shall be paid on the basis of the foregoing paragraph. The burden of the proof shall be upon the employee, and the said proof shall be supplied to the employer within a period of five (5) working days following the said holiday with pay.

In cases of absence through sickness, the employee shall notify his employer at the beginning of his absence and establish the proof of his sickness by means of a doctor's certificate that he will hand to his employer upon returning to work.

9.04 All shifts which start on a holiday and run into the day following, or those shifts which start on the day preceding a holiday and run into the holiday shall be paid at normal rates, provided that time worked on the holiday does not exceed four (4) hours. These special shifts outlined above shall be guaranteed eight (8) hours of work.

9.05 If one or more paid holidays fall within an employee's vacation period, the said employee shall be granted an additional day's vacation for each holiday, or the equivalent thereof in pay, at the employer's choice.

9.06 Employees shall not be entitled to payment for any general holidays with pay that fall during the first thirty (30) days of their employment (period of probation).

10.00 *Annual vacation with pay*: Any employee, who on the first of May of each year has not completed one (1) year of continuous service with the same employer, shall be granted one (1)

jour ouvrable pour chaque mois de service continu. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération totale perçue par le salarié à compter de la date de son embauchage jusqu'au 30 avril de l'année en cours.

10.01 Tout salarié qui, le premier mai de chaque année, justifie d'un (1) an de service continu chez le même employeur et de moins de huit (8) ans, doit recevoir un congé dont la durée est de deux (2) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à quatre pour cent (4%) de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

10.02 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de huit (8) ans de service continu chez le même employeur et de moins de vingt (20) ans, doit recevoir un congé dont la durée est de trois (3) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à six pour cent (6%) de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

10.03 Tout salarié qui, le 1er mai de chaque année, justifie de vingt (20) ans ou plus de service continu chez le même employeur doit recevoir un congé dont la durée est de quatre (4) semaines. L'indemnité afférente audit congé est égale à huit pour cent (8%) de la rémunération totale perçue par le salarié durant la période qui va du premier mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

10.04 Les congés payés sont accordés par l'employeur à la date choisie par les salariés.

10.05 La période des congés payés s'étend du 1er avril au 30 novembre de chaque année.

10.06 a) Les deux (2) premières semaines consécutives de congés doivent être données durant les mois d'été au choix du salarié. Cependant, si un trop grand nombre de salariés dans une même classification d'emploi choisissent leurs deux (2) semaines consécutives de congés dans la même période, l'employeur peut demander aux salariés de choisir une autre période entre le 1er avril et le 30 novembre ou tout autre période convenue entre l'employeur et le salarié.

b) La troisième et la quatrième semaine de congés peuvent être prises séparément soit entre le 1er avril et le 30 novembre soit à toute autre période convenue entre l'employeur et le salarié.

c) De plus, trois (3) ou quatre (4) semaines consécutives de congés peuvent être prises au choix du salarié par consentement mutuel entre l'employeur et le salarié en dehors de la période normale de congés.

10.07 Si un salarié a droit à plus de deux (2) semaines de congés, les autres semaines peuvent être remplacées par une indemnité compensatrice de congés pourvu que l'employeur et le salarié soient d'accord.

On ne peut forcer un salarié à accepter une indemnité compensatrice pour le faire renoncer à son congé.

10.08 Si un salarié quitte volontairement son emploi, il a droit de recevoir une indemnité compensatrice de congé de 4%, de 6% ou de 8%, selon son admissibilité à la date du 1er mai précédent.

day of vacation with pay per month of continuous service. The vacation pay for said vacation shall be four per cent (4%) of his total earnings from his hiring date to the 30th day of April of the current year.

10.01 Any employee who, on May 1st of each year, has completed one (1) year's continuous service with the same employer, but less than eight (8) years' continuous service, shall receive two (2) weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be equal to four per cent (4%) of the employee's total earnings during the period extending from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year.

10.02 Any employee who, on the 1st of May of each year, has completed eight (8) years' continuous service with the same employer, but less than twenty (20) years' continuous service, shall receive three (3) weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be six per cent (6%) of the employee's total earnings during the period extending from May 1st of the preceding year to the 30th of April of the current year.

10.03 Any employee who, on the first of May of each year, has completed twenty (20) years' continuous service with the same employer shall receive four (4) weeks' vacation with pay. Vacation pay for the said vacation shall be eight per cent (8%) of the employee's total earnings during the period extending from May 1st of the preceding year to the 30th of April of the current year.

10.04 Annual vacations with pay shall be granted by the employer at the date chosen by the employee.

10.05 The period during which annual vacations with pay may be taken extends from the 1st of April to the 30th of November of each year.

10.06 (a) The first two (2) consecutive weeks' vacation shall be granted during the summer months at the date chosen by the employee. However, if too many employees in a given classification wish to take their two (2) consecutive weeks' vacation during the same period, the employer may ask such employees to choose some other period between April 1st and November 30th or any other period mutually agreed upon between the employer and employee.

(b) The third and fourth weeks of vacation may be taken separately either between April 1st and November 30th or at any other time mutually agreed upon between the employer and the employee.

(c) Moreover, three (3) or four (4) consecutive weeks' vacation may be taken, as chosen by the employee, outside the standard vacation period upon agreement thereto between the employer and the employee.

10.07 When an employee is entitled to more than two (2) weeks' vacation, he may be paid a compensating indemnity in lieu of the remaining portion of his vacation, provided the employer and the employee have agreed to such an arrangement.

No employee may be compelled to accept a compensating indemnity and renounce his right to this vacation.

10.08 When an employee voluntarily leaves his employer's service, he shall receive, upon severance, 4%, 6% or 8% of his total earnings, according to his eligibility on the previous 1st of May.

10.09 L'indemnité des congés payés déterminés dans les paragraphes précédents, est payable avant le départ en vacances du salarié.

11.00 *Ordonnance numéro 3*: Lorsque des conditions du présent décret sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions plus avantageuses de ladite ordonnance s'appliquent.

12.00 *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1972.

12.01 Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) et d'au moins trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'Oeuvre. »

3° Les dispositions de la Deuxième partie sont remplacées par les suivantes:

« DEUXIÈME PARTIE

Dispositions particulières applicables aux salariés qui portent des armes à feu

1.00 *Taux de salaires et classifications*: Les taux horaires minimaux de salaire pour les différentes catégories de salariés sont les suivants:

<i>Classification d'emploi:</i>	<i>Taux horaires</i>
<i>Salariés habituels:</i>	
Caissier adjoint.....	\$3.99
Messager.....	3.89
Chauffeur, payeur et mécanicien.....	3.63
Garde et préposé à la voûte.....	3.52
<i>Salariés surnuméraires:</i>	
Chauffeur et payeur.....	2.63
Garde et préposé à la voûte.....	2.53
<i>Salariés auxiliaires:</i>	
Chauffeur et payeur.....	2.09
Garde et préposé à la voûte.....	1.99

1.01 Tout salarié affecté à un emploi comportant une rémunération plus élevée que celle de son emploi usuel doit recevoir le taux horaire normal établi pour cet emploi pendant tout le temps qu'il y passe. Cependant, on ne doit pas réduire le taux horaire d'un salarié affecté à un emploi qui comporte une rémunération moins élevée que celle de son emploi usuel.

2.00 *Durée du travail*: L'échelle de salaires mentionnée ci-dessus s'applique aux premières quarante (40) heures de travail de la semaine et aux premières huit (8) heures de travail chaque jour. Tout travail effectué en plus de quarante (40) heures durant la semaine ou en plus de huit (8) heures par jour entraîne une majoration du taux normal de 50%.

2.01 On doit garantir à tout salarié habituel à plein temps quarante-deux (42) heures de travail par semaine ou l'équivalent en rémunération. L'employeur ne peut être tenu de garder un salarié au travail au-delà du nombre d'heures garanti par semaine.

2.02 Tout salarié habituel à plein temps qui doit travailler pendant son jour de congé, doit toucher une majoration de 50% du taux de salaire horaire normal applicable à la classification d'emploi dans laquelle il effectue tout tra-

10.09 The vacation pay determined in the preceding subsections is payable to the employee before he leaves on vacation.

11.00 *Ordinance No. 3*: Whenever any conditions provided for in the present decree are inferior to those established by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, the more advantageous conditions of the said Ordinance shall apply.

12.00 *Term of the decree*: This decree is valid from the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and remains in force until September 30, 1972.

12.01 It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) days and no less than thirty (30) days before the original expiry date or before the end of any subsequent year. Such a notice must also be addressed to the Minister of Labour and Manpower."

3. The provisions of Part Two are replaced by the following:

"PART TWO

Special provisions applying to employees carrying firearms

1.00 *Wage rates and classifications*: The minimum hourly wage rates for employees in the various classifications are as follows:

<i>Classifications:</i>	<i>Hourly rates</i>
<i>Regular employees:</i>	
Assistant cashier.....	\$3.99
Messenger.....	3.89
Driver, teller and mechanic.....	3.63
Guard and vaultman.....	3.52
<i>Extra employees:</i>	
Driver and teller.....	2.63
Guard and vaultman.....	2.53
<i>Auxiliary employees:</i>	
Driver and teller.....	2.09
Guard and vaultman.....	1.99

1.01 Every employee assigned to work commanding higher pay than his usual work's wage rate shall receive the straight time hourly rate applying to the higher classification for all hours actually worked in such higher classification, and an employee shall suffer no reduction in his straight time hourly rate by reason of his being assigned to work commanding lower pay than his usual work's wage rate.

2.00 *Hours of work*: The above wage scale applies to the first forty (40) hours of work in the standard workweek and to the first eight (8) hours of work in the standard working day. Time and a half the above regular rates shall be paid for any time worked over and above forty (40) hours in any week or eight (8) hours in any day.

2.01 Regular full-time employees shall be guaranteed forty-two (42) hours of work per week or the equivalent, thereof in pay. The employer shall not be compelled to keep employees at work in excess of the number of hours guaranteed per week.

2.02 Any regular full-time employee assigned to work on his scheduled day off shall be paid therefore at one and one-half (1½) times the regular hourly wage rate applicable to the classification in which he shall be assigned to work and

vail. Il doit lui être garanti un minimum de six (6) heures de travail du lundi au samedi ou l'équivalent en salaire pour chaque tel appel au travail. L'employeur peut, sans y être obligé, faire travailler les salariés habituels à plein temps pendant leur jour de congé.

3.00 *Jours de fête*: Aux fins du présent article, les jours suivants doivent être considérés comme des jours fériés payés: Le premier jour de l'An, le vendredi saint, le fête de la reine, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de grâces, le jour de Noël et le 26 décembre.

3.01 Tout salarié habituel à plein temps qui a travaillé un minimum de deux (2) jours pendant la semaine où tombe l'un des jours mentionnés ci-dessus doit recevoir un crédit de huit (8) heures pour tel jour de fête et ces heures doivent être considérées comme des heures de travail et être ajoutées aux autres heures de travail de cette semaine.

Tous les salariés habituels à plein temps qui ont fait la semaine entière de travail dans une classification d'emploi supérieure doivent être payés pour ledit jour férié sur la base horaire applicable à ladite classification d'emploi supérieure.

3.02 Tout salarié requis de travailler l'un ou l'autre des jours fériés ci-dessus mentionnés, doit toucher une majoration de 50% du salaire établi pour la fonction qui lui est confiée ce jour-là; on doit lui garantir un minimum de quatre (4) heures de travail ou de rémunération pour chaque appel au travail. Ces heures de travail ne doivent pas être ajoutées aux heures normales hebdomadaires de travail pour la semaine en cours.

Cependant, les salariés qui doivent travailler le jour de Noël ou le jour de l'An doivent recevoir deux (2) fois leur taux horaire normal applicable dans la classification d'emploi à laquelle ils sont affectés pour ledit jour férié.

3.03 Tout salarié supplémentaire qui travaille trois (3) jours ou plus durant une semaine comportant l'un des jours fériés énumérés ci-dessus doit recevoir un crédit et une rémunération de huit (8) heures pour tel jour de fête au taux établi pour la classification d'emploi à laquelle appartient ce salarié. Ces heures ne doivent pas être considérées comme heures de travail ni être ajoutées aux autres heures de travail de la semaine.

Si un salarié supplémentaire a fait la semaine complète dans une classification d'emploi supérieure à la sienne, il doit recevoir pour le jour férié le taux supérieur de la classification d'emploi dans laquelle il a travaillé.

3.04 Tout salarié qui doit travailler le dimanche doit être rémunéré à raison du salaire horaire normal de sa classification d'emploi majoré de 100% et on doit garantir à tel salarié un minimum de quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en rémunération pour chaque tel appel au travail. La durée de tel travail ne doit pas être incluse dans les heures normales hebdomadaires de telle semaine.

3.05 *a*) Le travail le dimanche et les jours fériés et le travail de nuit spécial doit être confié aux employés habituels à plein temps par rotation. Si un salarié ainsi choisi n'est pas qualifié pour remplir le travail que comporte son affectation dans une certaine classification d'emploi, il doit être affecté à une classification d'emploi inférieure pour laquelle il est disponible, qualifié et capable de se conformer selon les exigences de

shall be guaranteed a minimum of six (6) hours of work Monday through Saturday or the equivalent thereof in pay for each such call to work. The employer shall be privileged but not compelled to have regular full-time employees work on their scheduled day off.

3.00 *Holidays*: The following days shall be considered as holidays with pay under the terms of this article: New Year's Day; Good Friday, Queen's Birthday, Saint-Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and December 26th.

3.01 All regular full-time employees who work two (2) or more days during a week in which one of the above designated holidays occurs shall be credited with eight (8) hours for such holiday and such hours shall be considered as hours worked and be added to the accumulated hours of work for that week.

Any full time regular employee who has worked the whole workweek at an occupation of a higher classification than his own shall be paid, for the said general holiday, the wage rate established for the said higher classification.

3.02 All employees required to work on any of the above designated holidays shall be paid therefore at one and one-half (1½) times the regular hourly rate applicable to the classification in which he is assigned on such holiday and such employee shall be guaranteed a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay for each such call to work. Such hours shall not be included in the regular weekly hours of work for the current week.

However, any employee required to work on Christmas Day or New Year's Day shall be paid twice (2) the hourly rate established for the classification of the occupation to which he is assigned to work on the said general holidays.

3.03 Any extra employee working three (3) or more days in a week in which one of the above designated holidays occurs, shall be credited with and paid for eight (8) hours for each such holiday at the wage rate applicable to such employee's respective classification. Such hours shall not be considered as hours of work and shall not be added to the accumulated hours of work for that week.

If any extra employee has worked the whole week at an occupation classified higher than his own, he shall be paid, for the said general holiday, the rate established for the higher classification in which he has worked.

3.04 Any employee required to work on Sunday shall receive twice the regular hourly wage rate stipulated for his classification and shall be guaranteed a minimum of four (4) hours' work or the equivalent thereof in pay for each such call to work. Such hours shall not be included in the regular weekly hours of work for that week.

3.05 *a*) Work on Sunday and general holidays and special night work shall be allotted to regular full-time employees on a rotation basis. If an employee thus chosen is not qualified to perform the work involved in his assignment in a certain classification, he shall be assigned to work of a lower classification for which he is available, qualified and capable of performing according to the requirements of the said clas-

ladite classification d'emploi. S'il n'y a pas de travail dans ladite classification d'emploi disponible pour le salarié selon ses qualifications, il perd son tour et il reçoit une affectation à la prochaine occasion.

b) Le salarié habituel à plein temps appelé à travailler le dimanche, un jour férié, ou à faire un travail de nuit spécial doit être payé au taux applicable à la classification d'emploi dans laquelle il travaille présentement.

c) Si un salarié demande d'être exempté de travailler ou n'est pas disponible lorsqu'arrive son tour d'être affecté, il est alors réputé avoir travaillé à cette affectation et il reçoit ensuite une affectation à la prochaine occasion où revient son tour de travailler.

d) Dans les cas du travail de nuit spécial, un salarié n'est pas réputé disponible pour le travail si son affectation quotidienne habituelle entrave son affectation à tel travail de nuit spécial.

3.06 Si des salariés doivent rester en dehors de la ville pour la nuit, ils doivent être payés pour tout le temps où ils demeurent en dehors de la ville. Ils doivent être dédommagés des dépenses d'hôtels raisonnables (deux hommes par chambre double) plus les dépenses au taux de six dollars (\$6) par nuit pour chaque salarié. Il doit recevoir un minimum de huit (8) heures pour chaque jour dans de tels cas.

4.00 *Congés payés annuels*: À compter de la saison de vacances de l'année 1970, tous les salariés habituels à plein temps qui ont travaillé pendant toute l'année civile précédente du premier mai au trente (30) avril, en qualité de salariés habituels à plein temps doivent recevoir deux semaines de congés payés.

Les salariés habituels à plein temps qui ont travaillé pendant toutes les dernières huit (8) années civiles en qualité de salariés habituels à plein temps doivent recevoir trois (3) semaines de congés payés.

Les salariés habituels à plein temps qui ont travaillé pendant au moins toutes les dernières quinze (15) années civiles en qualité de salariés habituels à plein temps doivent recevoir quatre (4) semaines de congés payés.

4.01 L'indemnité de congés de tels salariés doit être calculée sur la base de quarante (40) heures au taux horaire normal plus deux (2) heures au taux de salaire majoré de 50% pour chaque semaine de congés.

4.02 Si un jour férié tombe pendant la période de congé d'un salarié habituel à plein temps, celui-ci a alors droit à une journée supplémentaire de rémunération calculée sur la base de huit (8) heures au taux normal.

4.03 *Période des congés*: La période des congés s'étend du premier mai au 30 septembre, à moins d'entente contraire entre l'employeur et le salarié. Toutefois, la quatrième semaine de congé d'un salarié ne doit pas nécessairement être prise durant cette période.

4.04 L'indemnité de congés de tout salarié qui a moins d'un (1) an de service continu chez l'employeur et qui quitte son emploi doit être égale à quatre pourcent (4%) du total de ses gains durant les douze (12) mois précédant la date de la cessation ou depuis le 30 avril dépendamment du cas.

4.05 Si l'emploi d'un salarié habituel prend fin, il doit être rémunéré pour les congés qu'il a accumulés pendant la dernière année civile complète et qu'il n'a pas pris, et toucher en plus

sification. If there is no such work of a lower classification available for such employee, the said employee shall be passed over and assigned at the next opportunity.

(b) Regular full-time employees assigned to Sunday, holiday or special night work shall be paid therefor at the rate applicable to the classification in which they actually work.

(c) If an employee scheduled for assignment requests to be off that assignment or if he is unavailable to work such assignment when his turn comes, then, this will be treated and counted as though he had actually worked the assignment and he will next be assigned when his turn comes around on the next occasion.

(d) In cases of special night work, an employee will be considered as unavailable for work if his regular daily assignment interferes with his assignment to the special night work.

3.06 If employees are required to remain out of town overnight, they shall be paid for all time while out of town. They shall be paid for reasonable hotel room expenses (two men to a double room) plus expenses at the rate of six dollars (\$6) per night for each employee. The employee shall be paid a minimum of eight (8) hours for each day of such layover.

4.00 *Annual vacations with pay*: From the 1970 vacation season, all regular full-time employees who have worked the full previous calendar year, May 1st to April 30th, as regular full-time employees, shall be given two (2) weeks' annual vacation with pay.

Regular full-time employees who have worked the last eight (8) full calendar years as regular full-time employees shall be given three (3) weeks' annual vacation with pay.

Regular full-time employees who have worked the last fifteen (15) full calendar years or more as regular full-time employees shall be given four (4) weeks' annual vacation with pay.

4.01 Vacation pay for such employees shall be computed on the basis of forty (40) hours at straight time hourly rates, plus two (2) hours at one and one-half (1½) times the regular hourly rate for each week of vacation.

4.02 If a general holiday with pay occurs during a regular full-time employee's paid vacation period, he shall be granted one additional day's pay computed on the basis of eight (8) hours at straight time hourly rates.

4.03 *Timing of vacations*: Vacations shall be taken during the May 1st to September 30th period, except when otherwise mutually agreed upon between employer and employee. However, an employee's fourth week need not necessarily be taken during such period.

4.04 Vacation pay for any employee who has less than one (1) year's continuous service for the employer and who leaves the employ of the said employer shall be granted vacation pay computed at four percent (4%) of his total earnings during the twelve (12) month period preceding his date of termination or since April 30, whichever is last to occur, as the case may be.

4.05 Should the employment of any regular employee be terminated, he shall be paid for all vacations he has earned during the last full calendar year, but not taken, plus a prorated vacation

une indemnité compensatrice égale à quatre pour cent (4%), ou six pour cent (6%), ou huit pour cent (8%), selon le cas, du total de ses gains pendant l'année civile courante.

4.06 Les salariés surnuméraires qui ont accompli un (1) an de service continu ou plus chez leur employeur au trente (30) avril de chaque année doivent recevoir une indemnité de congés égale à quatre pour cent (4%) du total de leurs gains durant les douze (12) mois précédant le 30 avril.

5.00 *Uniformes*: L'employeur doit, à ses frais, procurer aux messagers, chauffeurs et gardes permanents, un uniforme consistant en une casquette, un veston, deux pantalons d'été et d'hiver, trois chemises d'été et d'hiver et deux cravates. Ces articles doivent être remplacés au besoin.

L'employeur doit, à ses frais, procurer aux aides-caissiers, deux pantalons d'été et trois chemises. Si l'employeur exige le port d'un uniforme ou d'une partie d'uniforme par d'autres salariés, il doit en assumer les frais.

5.01 Le coût de l'emblème doit être payé par l'employeur.

5.02 L'employeur doit payer le coût et l'entretien de tout uniforme ou partie d'uniforme dont il exige le port par tout autre salarié.

6.00 *Définitions des emplois*: Les fonctions des salariés ci-dessous mentionnés doivent être essentiellement conformes aux définitions suivantes:

Caisier-adjoint: La fonction principale du caissier adjoint est remplie dans la voûte de l'employeur ou ses environs. La voûte doit consister en tout endroit de sécurité désigné par l'employeur où des envois de valeur peuvent être reçus, retenus ou envoyés. C'est le devoir du caissier adjoint de protéger tous les envois de quelque nature que ce soit reçus dans la voûte, de répartir tout envoi à l'extérieur dans les routes propres et dans leur destination propre, de prendre les reçus pour tout envoi expédié de la voûte, de donner le reçu pour tout envoi reçu dans la voûte et de préparer la monnaie. Ils ont également pour devoir d'assister la direction dans la sauvegarde de tous les envois reçus aux soins de l'employeur et de maintenir les dossiers du déplacement de tout envoi, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la voûte de l'employeur et aussi de répartir les équipes et leurs membres.

6.01 *Messenger*: Il est du devoir du messenger de diriger et surveiller le travail de l'équipe de la voiture blindée, de voir à ce que les membres de l'équipe remplissent leurs fonctions respectives correctement, particulièrement en ce qui concerne la sécurité et l'efficacité. Le messenger a le devoir principal de signer les reçus pour tous les envois reçus par lui et d'utiliser toutes les facilités qui lui sont fournies pour la sauvegarde et la sécurité de tous les envois pris en garde. En surplus de ce qui est mentionné ci-dessus, le messenger peut être affecté à la vente de monnaie aux clients. Les opérations suivantes sont réservées aux messagers:

- a) La signature des reçus pour les articles reçus des clients ou leurs agents.
- b) L'endossement des chèques des clients payables à l'employeur dans le but d'encaisser les chèques de paie et pour échanges de fonds.
- c) L'assistance aux clients dans l'ouverture et la fermeture des coffres-forts par l'usage de clés et de combinaisons.

6.02 *Chauffeur*: Le devoir principal d'un chauffeur est de conduire un camion blindé ou tout autre véhicule à moteur auquel il est affecté, de vérifier l'équipement y incluant les serrures sur

pay computed at four percent (4%), six per cent (6%) or eight per cent (8%), as the case may be, of the employee's earnings during the current calendar year.

4.06 Extra employees who have completed one (1) year of continuous service with the employer, or more, on April 30, of each year shall be granted vacation pay computed on the basis of four percent (4%) of their total earnings during the twelve (12) months preceding April 30th.

5.00 *Uniforms*: The employer shall furnish and pay for the following uniform items for regular messengers, chauffeurs and guards: one cap, one tunic, two pair of summer and winter trousers, three summer and winter shirts and two neckties. Items shall be replaced as needed.

The employer shall furnish and pay for two pair of summer trousers and three summer shirts for assistant cashiers. All other employees required by the employer to wear uniforms or parts thereof will do so at the employer's expense.

5.01 The cost of the emblem will be borne by the employer.

5.02 All other employees required by the employer to wear uniforms or parts thereof will do so at the expense of the employer.

6.00 *Definitions of occupations*: The duties and functions of the employees mentioned hereinbelow must essentially be consistent with the following definitions:

Assistant cashier: The principal duty of the assistant cashier is performed in and in the vicinity of the employer's vault. The vault shall consist of any place or structure of security, so designated by the employer, where shipments of valuables may be received, held and dispatched. It is his duty to safeguard all shipments of any nature received in the vault, to dispatch all outgoing shipments to the proper runs and to the proper destinations, to take receipts for all shipments dispatched from the vault, to give receipts for all shipments received in the vault and to prepare change funds. To assist management in the safeguarding of all shipments received in the employer's custody and to maintain proper record of movement of all shipments in and out of the employer's vault and to dispatch crews and crew members.

6.01 *Messenger*: It is the duty of the messenger to direct and supervise the work of the armoured car crew, to see that crew members conduct their respective duties in a proper manner with particular reference to security and efficiency. The messenger's primary duty is to sign receipts for all shipments received by him and to employ the facilities provided for the safekeeping and security of all shipments taken into custody. In addition to the above, the messenger may be assigned to duties of selling change to customers. The following duties are restricted to messengers:

- (a) The signing of receipts for items received from customers or their agents.
- (b) Endorsing customers' checks payable to the employer for payroll check cashing and exchanges of funds.
- (c) Assisting customers in the opening and closing of safes by use of keys and combinations.

6.02 *Driver*: The principal duty of the driver is to operate the armoured car or other motor vehicle to which he is assigned, to check the equipment including the locks on the doors and

les portes et de rapporter toutes déficiences nécessitant des réparations, des remplacements, de faire les rapports variés nécessaires se rapportant à la conduite du véhicule, y compris le mileage, l'essence et autres rapports qui sont exigés par l'employeur de temps en temps. Le chauffeur doit assister le messenger dans l'exécution des devoirs qui sont spécifiquement réservés aux messagers. Les chauffeurs peuvent être affectés à la cueillette et à la livraison des chargements des clients, y compris les chèques non payés, annulés, et les valeurs non négociables pour lesquels il n'est pas nécessaire de donner un reçu signé.

6.03 *Garde*: La fonction principale du garde consiste à protéger, et à sauvegarder les membres de l'équipe ainsi que les valeurs et envois confiés à la garde de leur employeur lorsqu'ils sont en transit ou sur les lieux de l'employeur et d'assister le messenger sous sa direction dans l'exécution de ses devoirs excepté dans les cas où lesdits devoirs sont spécifiquement réservés aux messagers. Les gardes peuvent être de temps en temps affectés à la garde des valeurs du client sur les lieux du client.

6.04 *Hommes de voûte*: La principale fonction de l'homme de voûte est d'assister et d'aider les caissiers adjoints dans l'exécution de leurs devoirs à l'intérieur de la voûte de l'employeur. Il est aussi entendu que l'homme de voûte ne doit pas donner des reçus pour les colis reçus ni non plus s'occuper de la vérification pour lesdits colis, il ne doit pas être responsable du contenu de la voûte, et il ne doit pas transporter la combinaison de la voûte ni non plus s'engager dans la distribution des équipes.

7.00 *Conditions générales d'emploi*: Lorsque, à n'importe lequel endroit de travail, on avise les salariés que leurs services ne sont plus requis et qu'ils peuvent retourner chez eux, ils ont droit à une rémunération pour le temps de déplacement de tel endroit au bureau.

7.01 L'employeur doit afficher un horaire de travail hebdomadaire indiquant les jours de travail, les jours de congé, l'heure du début de la journée et les affectations de route pour tous les salariés permanents, le jeudi de la semaine précédente, excepté lorsqu'une semaine comporte un jour férié chômé, soit au fédéral, soit au provincial. Après l'affichage, on ne doit faire des changements à cet horaire que dans les cas suivants: urgences, absences, retards au travail, travail supplémentaire et correction d'erreurs évidentes. De tels changements doivent être affichés aussitôt que possible. Toute vacance dans les affectations peut être comblée par des salariés surnuméraires.

7.02 Toutes les primes de l'assurance-garantie des salariés doivent être payées par l'employeur.

7.03 Tous les salaires doivent être payés en espèces sur une base hebdomadaire et l'employeur doit remettre un état détaillé du nombre d'heures de travail.

7.04 Tous les salariés habituels ou surnuméraires qui, du lundi au samedi, ont reçu l'ordre de se présenter au travail, doivent recevoir une indemnité minimale égale à six (6) heures de travail ou l'équivalent en salaire.

Tous les employés auxiliaires appelés à travailler doivent recevoir un minimum de quatre (4) heures de travail ou l'équivalent en paie du lundi au samedi.

7.05 S'il y a un excédent de quarante-deux (42) heures travaillées par un salarié à temps partiel en plus du travail régulier garanti aux salariés habituels à plein temps exception faite

to report any malfunctions for needed repairs or replacements, to make the various reports pertaining to the operation of the motor vehicle, including mileage, fuel and other reports as may from time to time be required by the employer. The driver shall assist the messenger in the performance of those duties which are specifically reserved for the messenger. Drivers may be assigned to pick up and deliver customer's shipments, including cancelled, unpaid checks and non-negotiable instruments for which it is not required to give signed receipts.

6.03 *Guard*: The Guard is primarily entrusted with the duty of guarding and protecting the crew members and shipments in the custody of the employer while in transit and on the employer's premises and assisting the messenger under his direction in the performance of his duties except in cases of those duties specifically reserved to the messenger. Guards may from time to time be assigned to guard customer's valuables on the customer's premises.

6.04 *Vaultman*: The principal duty of the vaultman is to assist and help the assistant cashiers in the performance of their duties within the employer's vault. It is understood that vaultmen shall not check in or give receipt for incoming parcels, shall not be responsible for the contents of the vault, shall not carry the combination of the vault and shall not engage in the dispatching of the crews.

7.00 *General conditions of employment*: Whenever employees are left at any location of work with instructions to go home from that point and that their services are no longer needed, they shall be paid for time taken to return to the office.

7.01 A weekly schedule of work showing the days of work, days off, starting time and run assignments for all regular employees shall be posted on Thursday of the preceding week except when a week contains a federal or provincial general holiday. Once posted, changes shall be made in said schedule only to meet emergencies, adjust for absenteeism, tardiness, extra work and to correct apparent errors. Such changes shall be posted as soon as possible. Vacancies in assignments may be filled by extra employees.

7.02 The employer shall pay for all premiums on fidelity bonds of employees.

7.03 Employees shall be paid in cash, on a weekly basis, and employers shall supply a detailed statement of hours worked.

7.04 All regular or extra employees who, from Monday to Saturday, have been called for work shall be granted the equivalent of at least six (6) hours' work or the equivalent in pay.

All auxiliary employees called for work shall receive a minimum of four (4) hours of work or the equivalent thereof in pay, Monday through Saturday.

7.05 Whenever forty-two (42) hours of work shall be available to a single part time employee in excess of the regularly scheduled work then guaranteed to regular full-time employees and

du travail qui doit être fait pour remplacer les salariés, absents ou en vacances, ou du travail d'urgence les dimanches et jours de fête, il faut alors qu'un autre salarié soit ajouté à la liste des salariés habituels à plein temps.

7.06 Sauf en cas d'urgence, aucun salarié auxiliaire ne doit travailler plus de trente (30) heures dans la même semaine.

7.07 Tout salarié qui est rappelé après sa journée normale de travail pour exécuter un travail particulier a droit à une indemnité minimale de quatre (4) heures.

7.08 Si un salarié habituel à plein temps alors qu'il est employé d'une façon active comme tel, est en deuil d'un membre de sa famille immédiate, soit père, mère, épouse, enfants, frère ou soeur, il a droit à une période maximale de congé de trois (3) jours consécutifs immédiatement après la date du décès et il doit être payé pour huit (8) heures à son taux horaire normal pour chacun de ses jours de travail prévus qui peuvent survenir dans la période de trois (3) jours, pour autant qu'il assiste et participe à la veillée du corps et aux funérailles.

7.09 a) Si un salarié est incapable de travailler pour cause de maladie ou de blessure et qu'il n'y a aucun doute concernant la validité de sa réclamation, l'employeur doit avancer audit salarié des montants hebdomadaires égaux aux prestations versées par la Commission des accidents du travail basés sur sa réclamation pour maladie ou accident. L'employeur détermine les montants qui doivent être avancés et il doit être remboursé promptement par le salarié pour toutes les sommes qui auront été avancées lorsque le salarié recevra des prestations hebdomadaires de la compagnie d'assurance. L'employeur se réserve le droit de cesser lesdites avances lorsque le salarié commence à recevoir des prestations de l'assurance ou lorsque le droit du salarié de continuer à recevoir les paiements deviendra, dans l'opinion de l'employeur, douteux.

b) L'employeur consent à coopérer au prompt règlement de toutes réclamations pour blessures subies par les salariés au travail lorsque lesdites réclamations sont dues tel, que l'exige la loi. L'employeur doit pourvoir à la protection de tous ses salariés en vertu de la Loi des accidents du travail, même s'il n'en est pas requis par la loi ou son équivalent, si la blessure découle de l'emploi ou a lieu durant le cours de leur emploi.

c) Tout salarié habituel à plein temps qui est blessé au travail et qui est envoyé chez lui, ou à l'hôpital, ou qui doit recevoir des soins médicaux, doit être payé son taux horaire normal pour le reste de son poste ordinaire de jour-là.

d) Tout salarié habituel à plein temps qui subit des blessures qui sont indemnifiables en vertu de la Loi des accidents du travail doit être payé par l'employeur comme suit:

À partir du troisième jour d'absence et jusqu'au quatorzième jour d'absence ledit salarié doit toucher le total de ses gains basés sur sa semaine de travail garantie, moins le montant de l'indemnité auquel il a droit en vertu de la Loi des accidents du travail. Si un salarié est absent à cause d'une blessure plus de quatorze (14) jours, alors le paiement entier de prestations ne doit être fait qu'à partir de la première journée de ladite absence et ledit salarié doit, après la quatorzième journée d'absence, être payé soixante-cinq pour cent (65%) de ses gains de sa semaine garantie moins le montant de l'indemnité reçue. Le paiement décrit dans le présent article doit être pour la plus courte des périodes suivantes:

exclusive of work in relief of employees absent or on vacation, emergencies and special Sunday and Holiday work, an additional employee shall be added to the list of regular full-time employees.

7.06 Except in emergencies, no auxiliary employees shall work more than thirty (30) hours in the same week.

7.07 Every employee who is called back to work after his regular day's work to carry out special work, is entitled to be paid for four (4) hours's work at least.

7.08 *Death in Family:* When a regular full-time employee, while actively employed as such, suffers a death in his immediate family (that is, father, mother, spouse, children, brother or sister), he shall be allowed time off for a maximum period of three (3) consecutive days immediately following the date of such death and shall be paid for eight (8) hours at his regular straight time hourly rate for each of his scheduled working days which may occur during said three (3) day period, provided the employee attends and participates in the funeral and wake.

7.09 (a) When an employee is unable to work due to sickness or injury and there is no doubt as to the validity of his claim, the employer will advance to such employee weekly amounts equal to the benefits paid by the Workmen's Compensation Commission as based on his claim for sickness or accident benefits. The employer shall determine which amounts shall be advanced and shall be promptly reimbursed by the employee for all sums advanced when the employee receives the weekly benefit payments from the insurance company. The employer reserves the right to discontinue such advance when the employee starts receiving insurance benefits or when the employee's right to continued benefit payments shall, in the opinion of the employer, become doubtful.

(b) The employer agrees to cooperate toward the prompt settlement of employee on-the-job injury claims when such claims are due and owing as required by law. The employer shall provide Workmen's Compensation protection for all employees even when not required by law or the equivalent thereof if the injury arose out of or in the course of employment.

(c) Any regular full-time employee who is injured on the job, and is sent home, or to a hospital, or who must receive medical attention, shall receive pay at the applicable hourly rate for the balance of his regular shift on that day.

(d) Any regular full-time employee who sustains injuries which are compensable under the Workmen's Compensation Act shall be paid by the employer as follows:

Commencing on the third day of absence and continuing through the fourteenth (14th) day of absence, said employee shall be paid his full earnings based on his guaranteed work week, less the amount of compensation to which the employee is entitled under the Workmen's Compensation Act. In the event any such employee be absent as a result of such injuries in excess of fourteen (14) days, then full payment of benefits shall be made from the first day of such absence, and such employee shall after the fourteen day of absence be paid sixty-five percent (65%) of his earnings for his guaranteed work week less the amount of compensation received by said employee. The payment described in this section

26 semaines ou jusqu'au retour au travail du salarié.

7.10 Le salarié habituel à plein temps qui devient incapable de travailler à cause de maladie ou de blessure non reliée à son travail doit bénéficier d'un congé de maladie au taux de huit (8) heures pour chaque jour de travail prévu pour lequel le salarié a été incapable de travailler jusqu'à un maximum de cinq (5) jours dans toute année civile sous réserve des conditions suivantes:

Le salarié ne doit pas être payé pour la première journée d'absence due à la maladie ou à une blessure. Les paiements commenceront seulement à partir de la deuxième journée consécutive d'absence due à la maladie ou à une blessure. Lesdits paiements ne devront pas être considérés comme des heures de travail. Les salariés pourront cumuler un maximum de dix (10) jours non utilisés de congé de maladie jusqu'à l'année suivante, sauf que les jours de maladie non utilisés ne doivent pas être payés.

Si les congés de maladie sont tous expirés, ledit salarié n'a pas droit à des congés de maladie additionnels à moins qu'il soit retourné au travail pour une période minimale d'une (1) semaine.

8.00 *Assurance-groupe*: L'employeur doit prendre et maintenir en vigueur des polices d'assurance-groupe non contributaire et payer les primes au bénéfice de ses salariés habituels à plein temps assujettis au présent décret, pendant la période de leur emploi comme tel ou au bénéfice de leurs dépendants admissibles. Cette police ou ces polices doivent être du type et pour les montants mentionnés dans le feuillet intitulé « Brink's Incorporated Employees' Insurance Plan Revised ». Les salariés habituels à plein temps de même que leurs dépendants admissibles, ont droit aux prestations établies en vertu de la police ou des polices auxquelles on se réfère ci-dessus.

a) *Frais assurés d'hospitalisation pour les salariés habituels à plein temps et leurs personnes à charge admissibles*: pension et chambre d'hôpital privée ou semi-privée à un taux n'excédant pas \$7 par jour avec un maximum de \$840.

b) *Assurance d'incapacité pour les salariés réguliers à plein temps*: Les prestations hebdomadaires d'accident ou de maladie payables durant l'incapacité totale due à des blessures non reliées au travail ou due à la maladie sont au montant de \$60 par semaine avec une limite de vingt-six (26) semaines. Les réclamations pour les prestations d'assurance d'incapacité sont payables au taux de \$80 par semaine avec une limite de vingt-six (26) semaines.

c) Les salariés habituels à plein temps et leurs personnes à charge admissibles doivent être couverts par un régime global prévoyant des prestations auxdits salariés habituels à plein temps et à leurs personnes à charge pour un montant maximum de cinq mille dollars (\$5,000). Le salarié n'est tenu de payer que 20% des frais excédant cinquante dollars (\$50).

8.01 Si le Gouvernement du Québec établit un régime d'assurance-hospitalisation qui empêche la continuation de la ou des polices d'assurance-groupe ci-dessus ou qui impose le coût d'un tel régime à l'employeur, les parties au présent décret, devront alors entrer immédiatement en négociation afin de prévoir, dans les limites permises par la loi des prestations d'hospitalisation pour les salariés assujettis au présent décret dont le coût ne dépassera pas celui pour lequel l'employeur s'engage actuellement. Si les polices décrites ci-

shall be made for a maximum overall period of twenty-six (26) weeks or until he returns to work, whichever occurs first.

7.10 Regular full-time employees who become unable to work due to sickness or injury not related to his work shall be granted sick leave at the rate of eight (8) hours for each scheduled day of work on which the employee shall be unable to work in the maximum amount of five (5) days in any calendar year subject to the following conditions:

The employee shall not be paid for the first day of absence due to any sickness or injury. Payments shall commence only on the second consecutive day of absence due to sickness or injury. Such payments shall not be considered as hours of work. The employees may carry over a maximum of ten (10) unused sick leave days into the following year. Except as provided above, unused sick leave shall not be paid for.

In the event sick leave becomes exhausted, the said employee shall not be eligible for additional sick leave until after he has returned to work for a minimum period of one (1) week.

8.00 *Group Insurance*: The employer must take out, maintain and pay the premiums on non-contributory group insurance policy or policies providing insurance benefits for his regular full-time employees subject to the present decree during the term of their employment as such, and their eligible dependents. Such insurance policy or policies must be of the type and in the amounts described in the pamphlet entitled "Brink's Incorporated Employee's Insurance Plan Revised". Regular full-time employees and their eligible dependents shall be entitled to the benefits provided under the terms and conditions set forth in the master policy or policies above referred to.

(a) *Hospital Expense Insurance for regular full-time employees and their eligible dependents*: Semi-private or private Hospital board and room at a rate not to exceed \$7 per day with a maximum of \$840.

(b) *Disability Insurance for regular full-time employees*: Accident and Sickness weekly benefits payable during total disability due to non-occupational bodily injury, sickness or disease in the amount of \$60 per week with a limit of twenty-six (26) weeks. Claims for disability insurance benefits shall be payable at the rate of \$80 per week with a limit of twenty-six (26) weeks.

(c) Regular full-time employees and their eligible dependents shall be covered by a comprehensive plan providing benefits for such regular full-time employees and their eligible dependents in the maximum amount of five thousand dollars (\$5,000). The employee shall only have to pay twenty per cent (20%) of the expenses exceeding fifty dollars (\$50).

8.01 Should the Québec Government establish a Hospital Insurance Plan which prevents the continuation of the group insurance policy or policies described above or which imposes the cost of such plan upon the employer, then the parties to the present decree shall proceed immediately to negotiate, within the limitations prescribed by such law, in order to provide hospitalization benefits for the employees subject to the present decree at a cost to the employer no greater than that now assumed by the said

dessus ne sont pas affectées par cette loi et si aucun coût additionnel n'est imposé à l'employeur par telle loi, lesdites polices demeureront alors en vigueur pendant toute la durée du décret.

9.00 *Pension*: L'employeur doit s'occuper immédiatement d'établir et de maintenir un système de pension non contributoire au bénéfice de ses salariés habituels à plein temps régis par le présent décret. Ce système doit prévoir des prestations de pension au montant de cent dollars (\$100) par mois, à vie, pour les salariés habituels à plein temps qui à l'âge de soixante-cinq (65) ans, justifient de vingt-cinq (25) ans ou plus de service. Les salariés habituels à plein temps admissibles auxquels ce système de pension s'applique, doivent commencer de recevoir de telles prestations à compter du 18 septembre 1961.

10.00 *Durée*: La présente partie demeure en vigueur jusqu'au 14 mars 1971 inclusivement. Elle se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai d'au moins trente (30) jours et d'au plus soixante (60) jours avant le 14 mars de l'année 1971 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre ».

Le greffier du Conseil exécutif,

35942-0

JULIEN CHOUINARD.

employer. If the policies described above are not affected by such law and no additional costs are imposed upon the employer by such law, then the said policies shall remain in effect during the whole term of the present decree.

9.00 *Pension*: The employer shall proceed immediately to establish and maintain a non contributory pension plan for the benefit of his regular full-time employees subject to the present decree. The said plan shall provide pension benefits in the amount of one hundred dollars (\$100) per month for life for regular full-time employees who have completed twenty-five (25) years of credited service or more at age sixty-five (65). Regular full-time employees who shall qualify for benefits under such pension plan shall be eligible to receive such benefits as from September 18, 1961.

10.00 *Term*: The present Part shall remain in force until March 14, 1971, inclusively. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no less than thirty (30) and no more than sixty (60) days prior to March 14, 1971, or of any subsequent year.

Such notice must also be filed with the Minister of Labour and Manpower."

JULIEN CHOUINARD,

35942-0

Clerk of the Executive Council.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2801

Québec, le 29 juillet 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication de boîtes de carton ondulé dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 728 du 16 juillet 1955 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 20 décembre 1969;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE ledit décret, numéro 728, soit modifié de la façon suivante:

1° Dans l'énumération des parties contractantes de première part, remplacer le nom de « Champlain Paper Box Limited, section papier ondulé de Québec » par « Les Cartonniers Standard Limitée (usine de Québec) ».

2° Remplacer le paragraphe 4.04 de l'article IV (Heures supplémentaires, primes d'équipes et période de repos) par le suivant:

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2801

Québec, July 29, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Manufacturing of Corrugated Paper Boxes in the Province of Québec, rendered obligatory by Decree No. 728 of July 16, 1955 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of December 20, 1969;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 728 be amended as follows:

1. In the list of contracting parties of the first part, the name "Champlain Paper Box Limited, Québec Corrugated Paper Division" is replaced by: "Standard Paper Box Limited (Québec Plant)".

2. Subsection 4.04 of section IV (Overtime, shift premium and rest periods) is replaced by the following:

« 4.04 Tout salarié travaillant avec la seconde équipe doit recevoir une prime de huit cents (\$0.08) l'heure et tout salarié travaillant avec la troisième équipe doit recevoir une prime de dix cents (\$0.10) l'heure pour le travail de nuit. »

3° Remplacer le paragraphe 5.01 de l'article V (Taux de salaires) par le suivant:

« V. Taux de salaires:

5.01 Les taux de salaires suivants s'appliquent à tous les salariés couverts par le champ d'application industriel du présent décret ainsi qu'aux conducteurs (mécaniciens) de machines fixes, aux chauffeurs de chaudières, aux expéditeurs, aux livreurs, aux ouvriers affectés à l'entretien ou à la réparation des immeubles, aux ouvriers d'imprimerie et de travaux connexes, pourvu que ces travaux se rapportent exclusivement à l'impression des boîtes et articles visés par le champ d'application industriel du présent décret:

"4.04 Any employee working on the second (2nd) shift shall receive an eight cent per hour (\$0.08 per hour) shift differential, and any employee working on the third (3rd) shift shall receive a shift differential equal to ten cents (\$0.10) per hour for night work."

3. In section V (Wage rates), subsection 5.01 is replaced by:

"V. Wage rates:

5.01 The following wage rates shall apply to all employees under the industrial jurisdiction of the present decree as well as the following classifications: stationary enginemen; boiler firemen (stokers); shippers; delivery men; employees assigned to the maintenance or repair of buildings; printing and allied work, provided that such work is exclusively concerned with the printing of boxes and articles covered by the industrial jurisdiction of this decree:

	<i>Hommes Femmes</i>	
	<i>Male</i>	<i>Female</i>
Sous-contremaitre — Assistant foreman	\$2.21	\$1.82
Machine à onduler et presse flexographique — Corrugating machine and Flexographic press:		
Conducteur — Operator	2.30	
Conducteur temporaire — Temporary operator	2.24	
Découpeur — Slitter and knifer	2.24	
Conducteur de colleuse double face — Double backer	2.19	
Ramasseur et placeur de rouleaux — Tailer and roll shafter	2.00	
Encocheuse-imprimeuse et presse flexographique — Printer-slotter machine and Flexographic press:		
Conducteur — Operator	2.24	
Aide-conducteur — Slotter man	2.14	
Margeur et ramasseur — Feeder and tailer	2.05	
Presse à imprimer sur la longueur — Printing press (longway):		
Conducteur — Operator	2.19	
Ramasseur — Tailer	2.05	1.67
Encocheuse (grosses boîtes) — Slotting machine (large box):		
Conducteur — Operator	2.10	
Ramasseur — Tailer	1.95	1.67
Encocheuse (petites boîtes) — Slotting machine (small box):		
Conducteur — Operator	2.05	1.72
Ramasseur — Tailer	1.95	1.67
Mitrailleuse de boîtes (coupe et traçage) (1ère opération) — Box slitting and scoring machine (first operation):		
Mitrailleur — Operator	2.15	
Ramasseur — Tailer	1.95	
Mitrailleuse de feuilles (coupe et traçage divers) — Sheet-slitting and scoring machine (miscellaneous):		
Mitrailleur — Operator	2.09	
Ramasseur — Tailer	1.95	1.67
Encocheuse-mitrailleuse de cloisons — Combination partition slitter-slotter:		
Conducteur — Operator	2.14	
Ramasseur — Tailer	2.04	1.67
Encocheuse simple de cloisons — Plain partition slotter:		
Conducteur — Operator	2.05	1.72
Ramasseur — Tailer	1.95	1.67
Machine à assembler les cloisons — Partition assembly machine:		
Conducteur — Operator	2.10	1.72
Margeuse — Feeder (female)		1.67
Ramasseuse — Tailer (female)		1.67
Assemblage des cloisons — Partition assembly:		
Assembleuse — Assembler (female)		1.67
Coupeuse de rabat — Flap-cutting machine:		
Découpeur — Operator	2.10	1.72
Ramasseur — Tailer	1.95	1.67
Plieuse-colleuse — Folding and glueing machine:		
Conducteur — Operator	2.22	
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	2.04	1.72
Plieuse-enrubaneuse — Folding and taping machine:		
Conducteur — Operator	2.22	
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector	1.95	1.72
Rubaneuse semi-automatique — Semi-automatic taping machine:		
Conducteur — Operator	2.05	1.72

Classification:	Hommes Femmes	
	Male	Female
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector.....	\$1.95	\$1.67
Pliage de boîtes — Box-folding:		
Plieuse — Folder (female).....		1.67
Rubaneuse à la main — Hand taping machine:		
Conducteur — Operator.....		1.67
Machine automatique à plier et à piquer — Automatic folding and stitching machine:		
Piqueur — Operator.....	2.18	
Margeur — Feeder.....	1.95	1.67
Ramasseur et inspecteur — Tailer and inspector.....	1.95	1.72
Machine semi-automatique à piquer — Semi-automatic stitching machine:		
Piqueur — Operator.....	2.00	1.72
Machine à piquer à la main — Manual stitching machine:		
Piqueur — Operator.....	2.00	1.72
Scie à ruban — Band saw:		
Scieur — Operator.....	1.95	1.72
Coucheuse à nappe — Curtain coater:		
Conducteur — Operator.....	2.19	
Ramasseur — Tailer.....	1.95	
Machine à laminer, teindre et imprimer — Printing, tinting and laminating machine:		
Conducteur — Operator.....	2.24	
Aide — Helper.....	2.00	
Attacheuse automatique de courroies métalliques — Automatic steel-strapping machine:		
Conducteur — Operator.....	2.14	
Presse automatique à découper — Automatic die press cutting machine:		
Mécanicien — Operator.....	2.22	
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper.....	1.95	
Presse à platine à découper margée à la main — Platen die press cutting machine (handfed):		
Conducteur — Operator.....	2.19	
Aide ou décortiqueur — Helper or stripper.....	1.95	
Bobineuse et coupeuse (simple face) — Rewinding and cutting machine (simple face):		
Conducteur — Operator.....	2.09	1.72
Ramasseur — Tailer.....	2.04	1.67
Paraffineuse — Waxing machine:		
Conducteur — Operator.....	2.04	
Empaquetage et ficelage — Bundling and tying:		
Ficelleur — Tier.....	2.00	1.67
Matières adhésives — Adhesive unit:		
Préposé à la colle — Operator.....	2.10	
Presse à balles — Waste-bailing press:		
Conducteur — Operator.....	2.05	
Aide — Helper.....	2.00	
Manutention de rouleaux — Roll handling:		
Chef manutentionnaire — Chief roll handler.....	2.10	
Manutention motorisée — Power roll handling:		
Conducteur — Operator.....	2.10	
Manutentionnaire — Roll handler.....	2.00	
Manutention — Handling:		
Conducteur de chariot élévateur automoteur — Power lift-truck operator....	2.10	
Machines non classifiées — Unclassified machine:		
Conducteur — Operator.....	2.09	
Margeuse — Feeder (female).....		1.67
Expédition — Shipping department:		
Expéditeur — Shipper.....	2.24	
Aide-expéditeur — Assistant shipper.....	2.14	
Vérificateur — Checker.....	2.04	
Conducteur de camion à remorque — Trailer truck driver.....	2.19	
Conducteur de camion — Truck driver.....	2.14	
Aide — Helper.....	1.98	
Entretien — Maintenance:		
Homme de métier — Tradesman.....	2.24	
Mécanicien — Mechanic.....	2.24	
Aide aux hommes de métier — Tradesman's helper.....	2.05	
Huiler — Oiler.....	2.09	
Concierge — Janitor.....	1.97	
Chaufferie — Boiler room:		
Conducteur (mécanicien) de machines fixes — Stationary engineman:		
2e classe — 2nd class.....	2.44	
3e classe — 3rd class.....	2.27	
4e classe — 4th class.....	2.17	

Hommes Femmes
Male Female*Classification:*

Travaux divers: L'échelle de base de salaire pour les travaux divers est la suivante

— Miscellaneous work: The basic wage scale for general work is as follows:

Aide tous travaux — General helper \$1.89 \$1.63

4° Remplacer l'article VII (Congé payé annuel) par le suivant:

« VII. Congé payé annuel:

7.01 *Année de référence:* La période pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel payé s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année courante et s'appelle l'année de référence.7.02 *Droit au congé:* Tout salarié régi par le présent décret a droit:

a) Après un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu d'une durée minimale de deux (2) semaines;

b) S'il a moins d'un an de service continu pour le même employeur pendant l'année de référence, à un congé payé continu dont la durée est déterminée à raison d'un jour par mois de travail sans que la durée totale du congé exigible excède deux (2) semaines.

c) S'il a au moins douze ans de service continu pour le même employeur, à un congé dont la durée est de trois (3) semaines.

7.03 *Indemnité de congé payé:* L'indemnité afférente audit congé est égale à 4% de la rémunération globale du salarié pendant la période de référence, s'il a moins de 12 ans de service, et à 6% de la rémunération globale du salarié pendant la même période, s'il a au moins 12 ans de service pour le même employeur.

7.04 La rémunération globale d'un salarié inclut le montant versé à titre d'indemnité pour les congés payés de l'année précédente.

7.05 *Indemnité compensatrice de congé payé:* Lorsque le contrat de travail est résilié avant que le salarié ait pu bénéficier de la totalité du congé auquel il avait droit, il doit recevoir, pour la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié, une indemnité compensatrice déterminée d'après les dispositions des paragraphes 7.02 à 7.04 inclusivement du présent article.7.06 *Paiement des congés:* Avant son départ pour vacances, le salarié doit recevoir l'indemnité due pour la période de son congé.7.07 *Période des congés:* Chaque congé doit être pris dans les douze (12) mois qui suivent la fin de l'année de référence.7.08 *Ordonnance numéro 3:* Lorsque des conditions du présent article sont inférieures à celles établies par l'ordonnance numéro 3 de la Commission du salaire minimum, les conditions de ladite ordonnance s'appliquent comme si elles étaient insérées dans le présent décret ».

5° Au paragraphe 10.02 de l'article X (Durée du décret), remplacer les mots « jusqu'au 1er janvier 1968 » par les mots « jusqu'au 1er janvier 1971 ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

35942-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3015

Québec, le 12 août 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil,

4. Section VII (*Annual vacation with pay*) is replaced by the following:“VII. *Annual vacation with pay:*7.01 *Qualifying year:* The period during which an employee gradually acquires entitlement to an annual vacation with pay extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the current year, and is called the *Qualifying year*.7.02 *Entitlement to vacation:* Any employee subject to the present decree is entitled:

(a) to at least two (2) continuous weeks' annual vacation with pay, if he has completed one year's continuous service with the same employer during the qualifying year;

(b) to a continuous paid vacation the duration of which shall be determined as being one day's vacation with pay per month of work, if he has completed less than one year's continuous service with the same employer during the qualifying year; however, such vacation shall not exceed two (2) weeks' duration.

(c) to three (3) weeks' vacation with pay, if he has completed twelve (12) or more years continuous service with the same employer.

7.03 *Vacation pay:* Vacation pay equals four per cent (4%) of the employee's total earnings during the qualifying period, if the said employee has completed less than twelve (12) years' service, and equals six per cent (6%) of the employee's total earnings during the qualifying period, if the employee has completed twelve (12) or more years' service with the same employer.

7.04 An employee's total earnings include the amount he received as vacation pay for the previous year.

7.05 *Monetary compensation for vacation with pay:* When a work contract is cancelled before the employee is able to take his due vacation, the employee shall receive, for the unused portion of his vacation, a monetary compensation determined according to the provisions of subsections 7.02 through 7.04 of the present section.”7.06 *Payment of vacation pay:* Before he leaves on vacation, the employee shall be given the vacation pay owing him for his vacation period.7.07 *Taking of vacation:* Each vacation must be taken within the twelve (12) months immediately following the end of the qualifying year.7.08 *Ordinance No. 3:* Whenever the conditions provided for in the present section are inferior to those established by Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, the conditions of the said Ordinance shall apply as if they were inserted in the present decree”.5. In subsection 10.02 of section X (*Term of the decree*), the words “until January 1, 1968” are replaced by the words “until January 1, 1971”.JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

35942-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3015

Québec, August 12, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de l'imprimerie dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 922 du 4 mai 1965 et modifications, ont présenté au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle du Québec*, édition du 13 juin 1970;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

Que ledit décret, numéro 922, soit modifié comme suit:

1° Les mots « pour les 4 premières heures supplémentaires, et à raison du taux majoré de 100% pour les heures supplémentaires subséquentes », sont ajoutés à la fin de l'article 4.-a de la section XIII.

2° Les mots « Composition directe à froid avec ordinateur » apparaissant à l'annexe « A » sont remplacés par les mots:

« *Compositeur*: opérateur de clavier (bande magnétique ou perforation de ruban) pour composition à froid avec ordinateur. »

3° Les mots « Opérateur sur photo-composeuse » apparaissant à l'annexe « A » sont remplacés par les mots:

« *Compositeur*: opérateur de clavier (bande magnétique ou perforation de ruban) pour photo-composeuse. »

Le greffier du Conseil exécutif,

35942-o

JULIEN CHOUINARD.

RESPECTING amendments to the decree respecting the Printing Industry in the Québec City region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Printing Industry in the Québec City region, rendered obligatory by Decree No. 922 of May 4, 1965 and amendments, have petitioned the Minister of Labour and Manpower to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* of June 13, 1970;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT the said Decree No. 922 be amended as follows:

1. In subsection (a) of section 4 of Division XIII, the words "Time and a half shall be paid" are replaced by the words: "Time and a half for the first four hours and double time for all subsequent overtime hours shall be paid".

2. In Appendix "A", the words "Cold type composition with computer" are replaced by the words:

"*Compositor*: keyboard operator (magnetic tape or punched tape) for cold type composition with computer".

3. In Appendix "A", the words "Photo-composer operator" are replaced by the words:

"*Compositor*: keyboard operator (magnetic tape or punched tape) for photo-composer".

JULIEN CHOUINARD,

35942-o

Clerk of the Executive Council.

Association coopérative

Association coopérative des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 29 avril 1968, de l'association coopérative « Association coopérative des étudiants du Collège de Saint-Laurent », dont le siège social est situé dans le district électoral de Saint-Laurent, changeant son nom en celui de « Association coopérative des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35966-o

Cooperative Association

Association coopérative des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent

(Cooperative Association Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved a special by-law adopted on April 29, 1968, of "Association coopérative des étudiants du Collège de Saint-Laurent", the head office of which is established in the electoral district of Saint-Laurent, changing its name into "Association coopérative des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

35966

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse populaire de Ste-Blandine

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 22 avril 1970, par la

Savings and Credit Unions

Caisse populaire de Ste-Blandine

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on April 22, 1970, by

« Caisse populaire de Ste-Blandine », modifiant son territoire qui était « la paroisse de Ste-Blandine, comté de Rimouski », en celui de « la municipalité de la paroisse de Ste-Blandine et la municipalité de la paroisse de St-Marcellin ».

Québec, le 18 août 1970.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35977-o

“Caisse populaire de Ste-Blandine”, amending its territory which was “the Parish of Ste-Blandine, County of Rimouski”, into that of “the municipality of the Parish of Ste-Blandine and the municipality of the Parish of St-Marcellin.”

Québec, August 18, 1970.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35977

Lettres patentes

Le camp Claret du lac Elgin

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 22 de la Loi constituant en corporation les Pères Clarétains du Québec, chapitre 140 des lois de 1953-1954, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 27 mai 1970, constituant en corporation « Le camp Claret du lac Elgin ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Victoriaville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35979-o

1295-1970

Cimetière de Mont-Joli

Le ministre des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi des corporations de cimetières catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 308, il a accordé des lettres patentes en date du 15 avril 1970, constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « Cimetière de Mont-Joli », les corporations suivantes: « La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Mont-Joli », et « La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Bernadette Soubirous de Mont-Joli ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Mont-Joli, dans le district de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35980-o

2-70

Fonds Marguerite Bourgeoys

Avis est donné qu'en vertu de l'article 22, chapitre 124 des lois de 1963, Sess. 1, Loi modifiant la charte de « Les sœurs de la congrégation de Notre-Dame », il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 28 mai 1970, constituant en corporation « Fonds Marguerite Bourgeoys ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35981-o

1956-70

Fonds Saint-Joseph

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en-corporation « Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal », chapitre 122 des lois de 1963, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 15 mai 1970, constituant en corporation « Fonds Saint-Joseph ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35982-o

1096-70

Letters Patent

Le camp Claret du lac Elgin

Notice is given that in virtue of the provisions of section 22 of the Act incorporating “Les Pères Clarétains du Québec”, chapter 140 of the Acts 1953-1954, letters patent, bearing date May 27, 1970, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating “Le camp Claret du Lac Elgin”.

The head office of the corporation is situated in the city of Victoriaville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35979

1295-1970

Cimetière de Mont-Joli

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions that in accordance with the Roman Catholic Cemetery Corporations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 308, letters patent have been issued dated April 15, 1970 incorporating under the name “Cimetière de Mont-Joli” the following corporations: « La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Mont-Joli », and « La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Bernadette Soubirous de Mont-Joli ».

The head office of the corporation is in the city of Mont-Joli, in the district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35980

2-70

Fonds Marguerite Bourgeoys

Notice is given that in virtue of section 22, chapter 124 of the Acts of 1963, Sess. 1, Act modifying the charter of “Les sœurs de la congrégation de Notre-Dame”, letters patent bearing date May 28, 1970, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating “Fonds Marguerite Bourgeoys”.

The head office of the corporation is situated in the city of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35981

1956-70

Fonds Saint-Joseph

Notice is given that in virtue of the Act incorporating “Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal”, chapter 122 of the Acts of 1963, letters patent bearing date May 15, 1970 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating “Fonds Saint-Joseph”.

The head office of the corporation is situated in the city of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35982

1096-70

Hôpital Cloutier

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, du chapitre 116 des lois de 1969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 1er juin 1970, constituant en corporation « Hôpital Cloutier ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35983-o 2-1969

Hôpital d'Youville de Saint-Jérôme

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, chapitre 116 des lois de 1969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 1er juin 1970, constituant en corporation « Hôpital d'Youville de Saint-Jérôme ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Saint-Jérôme.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35984-o 3-1969

Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, du chapitre 116 des lois de 1969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 18 mars 1970, constituant en corporation « Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Ville-Marie.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35985-o 5-1969

Hôpital Saint-Michel de Buckingham

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, du chapitre 116 des lois de 1969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 1er juin 1970, constituant en corporation « Hôpital Saint-Michel de Buckingham ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Buckingham.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35986-o 4-1969

Hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan

Avis est donné qu'en vertu de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de la Charité d'Ottawa, du chapitre 116 des lois de 1969, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 1er juin 1970, constituant en corporation « Hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Shawinigan.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35987-o 6200-69

Hôpital Cloutier

Notice is hereby given that in accordance with Section 25 of the Act to Incorporate the Sisters of Charity of Ottawa, chapter 116 of the 1969 statutes, the Lieutenant-Governor of the Province issued letters patent on June 1, 1970 incorporating the "Hôpital Cloutier".

The head office of the corporation is in the city of Cap-de-la-Madeleine.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35983 2-1969

Hôpital d'Youville de Saint-Jérôme

Notice is hereby given that in accordance with Section 25 of the Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa, chapter 116 of the 1969 statutes, the Lieutenant-Governor of the Province issued letters patent June 1, 1970 incorporating the "Hôpital d'Youville de Saint-Jérôme".

The head office of the corporation is in the city of Saint-Jérôme.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35984 3-1969

Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie

Notice is hereby given that in accordance with Section 25 of the Act to Incorporate the Sisters of Charity of Ottawa, chapter 116 of the 1969 statutes, the Lieutenant-Governor of the province issued letters patent March 18, 1970 incorporating "Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie".

The head office of the corporation is in the town of Ville-Marie.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35985 5-1969

Hôpital Saint-Michel de Buckingham

Notice is hereby given that in accordance with Section 25 of the Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa, chapter 116 of the 1969 statutes, the Lieutenant-Governor of the Province issued letters patent on June 1, 1970 incorporating "Hôpital Saint-Michel de Buckingham".

The head office of the corporation is in the town of Buckingham.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35986 4-1969

Hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan

Notice is hereby given that in accordance with Section 25 of the Act to incorporate the Sisters of Charity of Ottawa, Chapter 116 of the 1969 Statutes, the Lieutenant-Governor of the Province issued letters patent June 1, 1970 incorporating the "Hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan".

The head office of the corporation is in the town of Shawinigan.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35987 6200-69

La Maison du Quartier

Avis est donné qu'en vertu de l'article 21 de la Loi constituant en corporation la Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, chapitre 119 des lois de 1963, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 15 mai 1970, constituant en corporation « La Maison du Quartier ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35988-o 1966-70

Les Oeuvres de la Maison du Père

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 15 mai 1970, constituant en corporation « Les Oeuvres de la Maison du Père ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35989-o 3-1970

La Compagnie de Téléphone de St-Victor

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4 mai 1970, constituant en corporation comme compagnie régie par ladite Loi, sous le nom de « La Compagnie de Téléphone de St-Victor », les actionnaires de la compagnie déjà constituée en corporation le ou vers le 5 mai 1915 en vertu des articles 6245 et suivants des Statuts refondus de 1902, et ce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de téléphone, avec un capital total de \$298,000, divisé en 7,450 actions ordinaires de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Victor, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919-o 1964-70

La Maison du Quartier

Notice is given that in virtue of section 21 of the law incorporating "La Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal", chapter 119 of the acts of 1963, letters patent bearing date May 15, 1970, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating "La Maison du Quartier".

The head office of the corporation is situated in the city of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35988 1966-70

Les Oeuvres de la Maison du Père

Notice is hereby given that in accordance with the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province issued letters patent on May 15, 1970 incorporating "Les Oeuvres de la Maison du Père".

The head office of the corporation is in the city of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35989 3-1970

La Compagnie de Téléphone de St-Victor

Notice is hereby given that in accordance with Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has issued letters patent dated May 4, 1970 incorporating as a company under the said law and by the name of "La Compagnie de Téléphone de St-Victor", the shareholders of the company already incorporated on or about May 5, 1915 in accordance with sections 6245 and sections following of the Revised Statutes of 1902, and this for the following purposes:

To carry on business as a telephone company, with a total capital stock of \$298,000 divided into 7,450 common shares of \$40 each.

The head office of the company is at Saint-Victor, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919 1964-70

Lettres patentes annulées**Hôpital Mont-Providence**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a déclaré la corporation « Hôpital Mont-Providence », constituée en corporation par lettres patentes émises le 24 novembre 1960, en vertu de l'article 14 de la Loi modifiant la charte de La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, (7-8 Elizabeth II, chapitre 176), dissoute en vertu de l'article 14 précité, cette dissolution devant prendre effet à compter du soixantième jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35990-o 15101-60

Letters Patent Annulled**Hôpital Mont-Providence**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives declared the "Hôpital Mont-Providence", incorporated by letters patent issued on November 24, 1960 under section 14 of An Act to amend the charter of La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence (7-8 Elizabeth II, chapter 176), dissolved in pursuance of section 14 aforesaid, such dissolution becoming effective from and after the sixtieth day following the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35990 15101-60

Letters patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

**MacLan Exploration Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour de mars 1970 à la compagnie « MacLan Exploration Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de \$1,000,000 à \$5,000,000 par la création de 4,000,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 7728-52

**MacLan Exploration Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 11th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "MacLan Exploration Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from \$1,000,000 to \$5,000,000 by the creation of 4,000,000 shares of the par value of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 7728-52

**Raglan Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de mars 1970 à la compagnie « Raglan Quebec Mines Limited » (No Personal Liability), 1° redésignant ses actions privilégiées en actions privilégiées de première catégorie; 2° augmentant son capital de \$7,540,000 à \$15,040,000 par la création de 7,500,000 actions privilégiées de deuxième catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune; 3° désignant les restrictions et les privilèges se rattachant à ses actions privilégiées.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 10057-57

**Raglan Quebec Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 9th day of March 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Raglan Quebec Mines Limited" (No Personal Liability), 1. redesignating its preferred shares as first preferred shares; 2. increasing its capital from \$7,540,000 to \$15,040,000 by the creation of 7,500,000 second preferred shares of the par value of \$1 each; 3. designating the restrictions and privileges attached to its preferred shares.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 10057-57

**Lederic Mines Ltd.
(No personal liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et de la Loi des compagnies minières, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour de mars 1970 à la compagnie « Rainbow Mines Ltd. » (No personal liability), constituée par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1956, changeant son nom en celui de « Lederic Mines Ltd. » (No personal liability).

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35919 13711-56

**Lederic Mines Ltd.
(No personal liability)**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act and the Mining Companies Act, supplementary letters patent, dated the 13th day of March, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives to "Rainbow Mines Ltd." (No personal liability), incorporated by letters patent dated the 26th day of November 1956, changing its name into that of "Lederic Mines Ltd." (No personal liability).

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35919-o 13711-56

**Compagnies étrangères
Permis**

**Extra-Provincial Companies
License**

Becker Drills Ltd.

Becker Drills Ltd.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères (Statuts révisés, 1964, chapitre 282), le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 22e jour de juin 1970, accordé un nouveau permis à la compagnie « Becker Drilling (Alberta) Ltd. », l'autorisant à faire affaires dans la pro-

Notice is hereby given that, on 22nd day of June, 1970, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Becker Drilling (Alberta) Ltd.", authorizing it to carry on business in the said Province under its new name of "Becker Drills Ltd.", pursuant to the provisions of the

vince de Québec sous son nouveau nom de « Becker Drills Ltd. ».

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. T. Palmer Howard, c.r., de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à Laidley, Howard, Stalker, McDougall, Graham & Stocks, avocats et procureurs, 600 ouest, boulevard Dorchester, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919

38-65

El Coco Explorations Limited

Avis est donné que la compagnie « El Coco Explorations Limited » a été autorisée à vendre ou aliéner autrement dans la province de Québec ses actions, titres, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations contre ladite compagnie est MM. Bernstein, Fleming, Di Clementi, Gagnon & Bernstein, bureau 800, 500 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est établi au 415 ouest, rue Saint-Jacques, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919

10-1970

Modern Talking Picture Service, Inc.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282, le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a accordé, le 6^e jour de mai 1970, un nouveau permis à la compagnie « KDI Modern Services, Inc. », l'autorisant à faire affaires dans la province de Québec sous son nouveau nom de « Modern Talking Picture Service, Inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919

28-70

Sturdy Mines Limited

Avis est donné que la compagnie « Sturdy Mines Limited » a été autorisée à vendre ou aliéner autrement dans la province de Québec ses actions, titres, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations contre ladite compagnie est M. J. Austin Murphy, c.r., 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est établi au 1155 ouest, boulevard Charrest, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919

2-1970

Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. T. Palmer Howard, q.c., of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Laidley, Howard, Stalker, McDougall, Graham & Stocks, Barristers & Solicitors, 600 Dorchester Boulevard West, in the city and judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

38-65

El Coco Explorations Limited

Notice is given that "El Coco Explorations Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mtres. Bernstein, Fleming, Di Clementi, Gagnon & Bernstein, suite 800, 500 St. James Street West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 415 St. James Street West, in the city and judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

10-1970

Modern Talking Picture Service, Inc.

Notice is hereby given that, on 6th day of May, 1970, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "KDI Modern Services, Inc.", authorizing it to carry on business in the Province of Québec, under its new name of "Modern Talking Picture Service, Inc.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

28-70

Sturdy Mines Limited

Notice is given that "Sturdy Mines Limited" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. J. Austin Murphy, q.c., of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at 1155 Dorchester Boulevard West, in the city and judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

2-1970

Westurn-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)

Avis est donné que la compagnie « Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.) » a été autorisée à vendre ou aliéner autrement dans la province de Québec ses actions, titres, certificats de titres, obligations et autres valeurs.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations contre ladite compagnie est M. Guy Boisvert, du 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est a/s MM. Boisvert & Pickel, avocats, 800 ouest, boulevard Dorchester, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 9-1970

Blue Crown Petroleum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Blue Crown Petroleum Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Kenneth H. Overland, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à bureau 1007, édifice de la Banque Impériale du Canada, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 93-69 1532-23

Miner Enterprises, Inc.

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration en date du 26 juin 1969 et dont copie a été adressée au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la compagnie « C T Corporation System (Canada), Ltd. », 55, rue d'Auteuil, Québec, a été nommée, en remplacement de M. André Desjardins, agent principal dans la province de « Miner Enterprises, Inc. », compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est donné également qu'en vertu de la procuration précitée, le siège social de ladite compagnie est établi au 55, rue d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

36000 209-25

Continental Chemicals Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Continental Chemicals Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Charles A. Phelan, avocat, 3400, place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 8400, Côte-de-Liesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

35919 74-69 — 1532/26

Westurn-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)

Notice is given that "Western-Buff Mines & Oils Ltd. (N.P.L.)" has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company, is Mr. Guy Boisvert, of 800 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at c/o Messrs. Boisvert & Pickel, advocates, 800 Dorchester Boulevard West, in the city and judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 9-1970

Blue Crown Petroleum Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Blue Crown Petroleum Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Kenneth H. Overland, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at Suite 1007, Canadian Imperial Bank Building, 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 93-69 1532-23

Miner Enterprises, Inc.

Notice is given that, by new power of attorney dated June 26, 1969, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, "C T Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil Street, Québec, was appointed to replace Mr. André Desjardins, as chief agent in the Province of "Miner Enterprises, Inc.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 55 d'Auteuil Street, Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

36000-o 209-25

Continental Chemicals Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Continental Chemicals Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Charles A. Phelan, advocate, 3400 Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 8400 Côte-de-Liesse, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o 74-69 — 1532/26

Northwest Industries, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Northwest Industries, Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. David I. Johnston, 19^e étage, Édifice de la Banque Royale, Place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au 19^e étage, Édifice de la Banque Royale, Place Ville-Marie, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35919

45-70

**L. W. Frolich and Company —
Intercom International, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration, en date du 26 février 1970, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. John Hamilton, fils, de Montréal, a été nommé pour remplacer M. William Patrick Creagh, comme agent principal dans la province de « L. W. Frolich and Company — Intercom International, Inc. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à 1245 ouest, rue Sherbrooke, en les ville et district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35978

53-66

Northwest Industries, Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Northwest Industries, Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. David I. Johnston, 19th Floor, The Royal Bank Building, Place Ville-Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 19th Floor, The Royal Bank Building, Place Ville Marie, in the City and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35919-o

45-70

**L. W. Frolich and Company —
Intercom International, Inc.**

Notice is given that, by new power of attorney dated February 26, 1970, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. John Hamilton, Jr., of Montreal, was appointed to replace Mr. William Patrick Creagh as chief agent in the Province of "L. W. Frolich and Company — Intercom International, Inc.", an extra-provincial company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 1245 Sherbrooke Street West, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35978-o

53-66

Avis divers**Succession Yves Tessier et al**

Avis public est donné que le soussigné, en sa qualité de tuteur et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Trois-Rivières, en date du 9 juillet 1970, a accepté pour Jocelyn, Christian et Valérie Tessier, mineurs, sous bénéfice d'inventaires les successions de Yves Tessier, Lise Rodrigue et Harold Tessier, aux termes d'un acte reçu à Batiscan, le 16 juillet 1970, devant Me François St-Arnaud, notaire, domicilié à 106, Michener, au Cap de la Madeleine, dont copie fut enregistrée à la division d'enregistrement de Champlain, le 18 juillet 1970, sous le numéro 220,735.

35921-o

MARCEL TESSIER.

Paroisse du Saint-Esprit

Avis est donné que, par décret du 4 janvier 1970, Émilien Frenette, évêque catholique romain de Saint-Jérôme, a érigé une nouvelle paroisse dans le diocèse de Saint-Jérôme sous le nom de « Paroisse du Saint-Esprit ».

L'évêque de Saint-Jérôme,

ÉMILIE FRENETTE.

35964-o

1-70

Miscellaneous Notices**Estate of Yves Tessier et al**

Public notice is given that the undersigned, in his quality of tutor and in virtue of a judgment of the Superior Court for the district of Trois-Rivières dated July 9, 1970, has accepted for Jocelyn, Christian and Valérie Tessier, minors, under Benefit of Inventory the estates of Yves Tessier, Lise Rodrigue and Harold Tessier, in virtue of a deed passed at Batiscan, July 16, 1970 before Mre François St-Arnaud, residing at 106 Michener in the city of Cap de la Madeleine, registered at the registry office of Champlain, July 18, 1970, under number 220,735.

35921-o

MARCEL TESSIER.

Parish of Saint-Esprit

Notice is given that, by a decree of January 4, 1970, Émilien Frenette, Roman Catholic Bishop of Saint-Jérôme, erected a new parish in the diocese of Saint-Jérôme under the name of "Parish of Saint-Esprit".

ÉMILIE FRENETTE,

Bishop of Saint-Jérôme.

35964

1-70

Conseil Varennes No 3808 des Chevaliers de Colomb de Varennes inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 août 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Varennes No 3808 des Chevaliers de Colomb de Varennes inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de cette Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies. *Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35963-o

2-70

Council Varennes No. 3808 of the Knights of Columbus of Varennes Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved, on August 12, 1970, the general by-laws of "Council Varennes No. 3808 of the Knights of Columbus of Varennes Inc.", and such, in pursuance of section 9 of An Act respecting the Knights of Columbus of the province of Québec and section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*

35963

2-70

Succession Bertrand Pouliot

Avis est par les présentes donné que M. Marc André Pouliot, professeur, domicilié à Ste-Claire, comté de Dorchester, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur de ses deux soeurs, Suzanne et Marie Pouliot, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de Québec, en date du 29 mai 1970, et enregistré à Dorchester le 8 juin 1970, sous le numéro 139,377, de mandataire de son père Émile Pouliot, de sa mère Isola St-Hilaire, de ses frères et soeurs Paul-Émile Pouliot, Lionel Pouliot, Arthur Pouliot, René Pouliot, Valérien Pouliot, Rose-Hélène Pouliot, Lorraine Pouliot, Gilles Pouliot, et Thérèse Pouliot aux termes d'une procuration passée devant le notaire soussigné le 6 juin 1970, sous le numéro 1382 de ses minutes, de mandataire de ses frères et soeurs Madeleine Pouliot, Lucille Pouliot, Jeannette Pouliot et Adrien Pouliot aux termes d'une procuration passée devant le notaire soussigné le 27 juin 1970, sous le numéro 1417 de ses minutes, les seuls héritiers de Bertrand Pouliot, en son vivant menuisier, domicilié à Ste-Claire, Dorchester, décédé à Notre-Dame-du-Portage, comté Rivière-du-Loup, le 4 janvier 1970, sans laisser de testament, a accepté la succession dudit Bertrand Pouliot, sous bénéfice d'inventaire, aux termes d'un acte exécuté devant Me Benoit Ferland, notaire, en date du 3 août 1970, dont copie enregistrée à Dorchester sous le numéro 140,017.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Me Benoit Ferland, notaire, et peut être consulté à son bureau, à 29, rue Pelchat, St-Anselme, Dorchester.

Après deux mois du présent avis, ledit Marc-André Pouliot paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Donné à St-Anselme, ce 5 août 1970.

Le notaire,
BENOIT FERLAND.

35965-o

Estate of Bertrand Pouliot

Notice is hereby given that Mr. Marc André Pouliot, professor, domiciled at Ste-Claire, county of Dorchester, in a personal capacity as well as in his capacity as tutor to his two sisters, Suzanne and Marie Pouliot, pursuant to a decision passed by the Superior Court of Québec on May 29, 1970, and registered at Dorchester on June 8, 1970 under number 139,377, as mandatory of his father Émile Pouliot, of his mother Isola St-Hilaire, of his brothers and sisters Paul-Émile Pouliot, Lionel Pouliot, Arthur Pouliot, René Pouliot, Valérien Pouliot, Rose-Hélène Pouliot, Lorraine Pouliot, Gilles Pouliot and Thérèse Pouliot, under the provisions of a proxy passed before the undersigned notary on June 6, 1970 under number 1382 of his minutes, as mandatory of his brothers and sisters Madeleine Pouliot, Lucille Pouliot, Jeannette Pouliot and Adrien Pouliot under the provisions of a proxy passed before the undersigned notary on June 27, 1970 under number 1417 of his minutes, the sole heirs of Bertrand Pouliot, in his lifetime a carpenter, domiciled at Ste-Claire, Dorchester, deceased intestate at Notre-Dame-du-Portage, Rivière-du-Loup county, on January 4, 1970, has accepted the estate of the said Bertrand Pouliot, under benefit of inventory, under the provisions of a deed executed before Me Benoit Ferland, notary, on August 3, 1970 a copy whereof is registered at Dorchester under number 140,017.

An inventory of the assets of the deceased was drawn up before Me Benoit Ferland, notary, and can be consulted at his office at 29 rue Pelchat, St-Anselme, Dorchester.

Two months after the publication of the present notice, the said Marc-André Pouliot shall pay the creditors when they present themselves, according to the law.

Given at St-Anselme, August 5, 1970.

BENOIT FERLAND,
Notary.

35965

Ville de Montréal

Avis de rachat aux détenteurs des obligations payables en monnaie américaine de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due October 1, 1985 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera **POUR FINS D'AMORTISSEMENT** le 1er octobre 1970, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme

City of Montreal

Notice of redemption to the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund Debentures for Local Improvements, due October 1, 1985" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for **SINKING FUND PURPOSES** on October 1, 1970, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures (or portions thereof) as indicated of the above-mentioned

mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant les préfixes RE, rachetables le 1er octobre 1970 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

2001	\$50,000
2002	13,000
2003	3,000
2006	2,000
2008	3,000
2009	1,000
2011	2,000
2013	1,000
2020	43,000
2027	1,000
2028	2,000

Le montant en principal entier des obligations portant les numéros suivants sera racheté:

Numéros des obligations: E435080 E435125 E435200 E435219.

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons échéant après le 1er octobre 1970 attachés.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc.

Le et après le 1er octobre 1970, l'intérêt sur les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées cessera et, dans le cas d'obligations à coupons, les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émis sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Daté à Montréal, ce vingt et unième jour d'août 1970.

Ville de Montréal.

Le directeur des finances,
ROGER BÉLANGER.

36001-o

issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the fully registered debentures bearing the prefix RE, redeemable on October 1, 1970 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

2001	\$50,000
2002	13,000
2003	3,000
2006	2,000
2008	3,000
2009	1,000
2011	2,000
2013	1,000
2020	43,000
2027	1,000
2028	2,000

The entire principal amount of the debentures bearing the following numbers will be redeemed:

Debentures numbers: E435080 E435125 E435200 E435219.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers, in the case of coupon debentures with all coupons maturing after October 1, 1970 attached.

Fully registered debentures and coupon debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank.

From and after October 1, 1970, interest on the debentures (or portions thereof) to be so redeemed will cease and, in the case of coupon debentures, interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Fully registered debentures representing the unredeemed portion of any debentures redeemed in part only will be issued without charge. Registered debentures will be registered in the same manner as the debentures surrendered in the absence of other instructions.

Dated at Montreal, this twenty-first day of August, 1970.

City of Montreal.

ROGER BÉLANGER,
Director of Finance.

36001-o

Chartes — demandes d'abandon de

Comfort Construction Company Inc.

La compagnie « Comfort Construction Company Inc. », donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 15 juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
LOUIS GLAZER, C.R.

35923-o

Charters — Application for Surrender of

Comfort Construction Company Inc.

Notice is given that "Comfort Construction Company Inc.", will petition the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to abandon its charter.

Montreal, July 15, 1970.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
Attorney for the company.

35923

La Compagnie D. & F. Construction Company

Avis est donné que « La Compagnie D. & F. Construction Company », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
ME DOMENIC MANZO, notaire.

35924-o

La Compagnie D. & F. Construction Company

Notice is given that "La Compagnie D. & F. Construction Company", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

ME DOMENIC MANZO, Notary,
Attorney for the company.

35924

Degmey Investment Corporation

Avis est par les présentes donné que « Degmey Investment Corporation », ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 26e jour de juin 1970.

Le secrétaire,
MAURICE SCHOUELA.

35925-o

Degmey Investment Corporation

Notice is hereby given that "Degmey Investment Corporation", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 26th day of June, 1970.

MAURICE SCHOUELA,
Secretary.

35925 o

Marl Incorporated

La compagnie « Marl Incorporated », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 22e jour de juillet 1970.

Le procureur de la compagnie,
ALLAN MARCUS.

35926

Marl Incorporated

Notice is hereby given that "Marl Incorporated", a corporation incorporated under the Companies Act, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of July, 1970.

ALLAN MARCUS,
Attorney for Petitioner.

35926-o

Metropole Parking Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Metropole Parking Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15e jour de juillet 1970.

Le secrétaire,
HARRY ILIEFF.

35927

Metropole Parking Inc.

Notice is hereby given that "Metropole Parking Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of July 1970.

HARRY ILIEFF,
Secretary.

35927-o

Moses & Duhamel Itée

Avis est donné que la compagnie « Moses & Duhamel Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
ME JACQUES MORAND.

35928-o

Moses & Duhamel Itée

Notice is given that the company "Moses & Duhamel Itée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter.

ME JACQUES MORAND,
Attorney for the company.

35928-o

Nugget Realty Corp.

Avis est donné que la compagnie « Nugget Realty Corp. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 12 août, 1970.

Les procureurs de la compagnie,
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER, GARVIS,
35929-o BLITT & FINKELSTEIN.

Nugget Realty Corp.

Notice is given that "Nugget Realty Corp." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Montreal, August 12, 1970.
GREENBLATT, GINSBERG, GARDNER,
GARVIS, BLITT & FINKELSTEIN,
35929-o *Attorneys for the company.*

Paul Quenneville inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Quenneville inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

35930-o

Par: PAUL QUENNEVILLE.

Roy Auto Centre Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Roy Auto Centre Inc. », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Rimouski, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Rimouski, ce 20 août 1970.

35931-o

Le secrétaire,
JEANNE-D'ARC BOUILLON-ROY.

Bouchard & Bureau Auto Inc.

La compagnie « Bouchard & Bureau Auto Inc. », dûment constituée par lettres patentes émises le 16 septembre 1963 en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, donne avis par les présentes qu'elle demandera incessamment la permission d'abandonner sa charte.

Rouyn, 27 juillet 1970.

35967-o

Le président,
JEAN BUREAU.

Steel Processing Inc.

Avis est par les présentes donné que « Steel Processing Inc. », corps politique incorporé en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Sherbrooke, Qué., ce 29^e jour de juin 1970.

36002-o

Le secrétaire,
HAROLD SIMMONDS.

Paul Quenneville inc.

Notice is given that "Paul Quenneville inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

35930-o

Per: PAUL QUENNEVILLE.

Roy Auto Centre Inc.

Notice is hereby given that "Roy Auto Centre Inc.", corporation duly incorporated under the Companies Act and having its head office in Rimouski, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

Rimouski, August 20, 1970.

35931-o

JEANNE-D'ARC BOUILLON-ROY,
Secretary.

Bouchard & Bureau Auto Inc.

Notice is hereby given that "Bouchard & Bureau Auto Inc.", duly incorporated by letters patent dated September 16, 1963, under Part I of the Companies Act, will apply for leave to surrender its charter.

Rouyn, July 27, 1970.

35967

JEAN BUREAU,
President.

Steel Processing Inc.

Notice is hereby given that "Steel Processing Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Qué., this 29th day of June 1970.

36002-o

HAROLD SIMMONDS,
Secretary.

**Divers
Compagnies****Les Alti-Maitres de Québec inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2 de la corporation « Para-Club Belair inc. », constituée par lettres patentes en date du 19^e jour d'octobre 1967, changeant son nom en celui de « Les Alti-Maitres de Québec inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35932-o

4369-67

Club Sportif Au Vieux Moulin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 6 juillet 1970, il a approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 de la corporation « Club Sportif Au Vieux Moulin inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35933-o

2335-69

**Miscellaneous
Companies****Les Alti-Maitres de Québec inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 2 of the corporation "Para-Club Belair inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of October, 1967, changing its name into that of "Les Alti-Maitres de Québec inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35932-o

4369-67

Club Sportif Au Vieux Moulin inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 6, 1970, he approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of "Club Sportif Au Vieux Moulin inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35933

2335-69

Kiwanis Club of Montreal Foundation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 juin 1970, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de « Kiwanis Club of Montreal Foundation », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

35934-o 5331-63

J. A. Simard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 5 de la compagnie « Roedor Équipement inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « J. A. Simard inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35935-o 3519-64

Heather Curling Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 12 août 1970, il a approuvé les règlements E et F de la corporation « Heather Curling Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35943-o 2129-22

Maisonneuve Food Services Inc.

Les Services alimentaires Maisonneuve inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 16 de la compagnie « Maisonneuve Vending Corporation Ltd.—Corporation de Vendeuses automatiques Maisonneuve ltée », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de juin 1960, changeant son nom en celui de « Maisonneuve Food Services Inc.—Les Services alimentaires Maisonneuve inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35944-o 12827-60

St. Louis Discount Center Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 23 de la compagnie « Crestwood Realty Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de février 1969, changeant son nom en celui de « St. Louis Discount Center Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35945-o 800-69

Les Entreprises Korvette ltée

La compagnie « Les Entreprises Korvette ltée », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire,
SERGE BINETTE.

35969-o 10784-62

Kiwanis Club of Montreal Foundation

Notice is given that, on June 17, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the amendments to general by-laws of "Kiwanis Club of Montreal Foundation", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Branch.

35934 5331-63

J. A. Simard inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 5 of the company "Roedor Équipement inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of August, 1964, changing its name into that of "J. A. Simard inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35935-o 3519-64

Heather Curling Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 12, 1970, he approved by-laws E and F of "Heather Curling Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35943 2129-22

Maisonneuve Food Services Inc.

Les Services alimentaires Maisonneuve inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 16 of the company "Maisonneuve Vending Corporation Ltd.—Corporation de Vendeuses automatiques Maisonneuve ltée", incorporated by letters patent dated the 27th day of June 1960, changing its name into that of "Maisonneuve Food Services Inc.—Les Services alimentaires Maisonneuve inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35944-o 12827-60

St. Louis Discount Center Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 23 of the company "Crestwood Realty Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of February 1969, changing its name into that of "St. Louis Discount Center Ltd."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

35945-o 800-69

Les Entreprises Korvette ltée

Notice is hereby given by "Les Entreprises Korvette ltée", that it has changed the number of its directors from 5 to 3.

SERGE BINETTE,
Secretary.

35969 10784-62

Association des agents de la gestion du personnel du Gouvernement du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 27 juillet 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 de l'« Association des agents de la gestion du personnel du Gouvernement du Québec », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35968-o

151-70

Hôpital de Chicoutimi inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 août 1970, il a approuvé le règlement numéro 1 et les règlements numéros 2 et 3 modifiant le règlement numéro 1 de la corporation « Hôpital de Chicoutimi inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35970-o

1-69

Monarch Construction (Eastern) Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la compagnie « Monarch Construction (Québec) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 14^e jour de juillet 1958, changeant son nom en celui de « Monarch Construction (Eastern) Limited ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35971-o

12430-58

Prêts Senneterre inc.

La compagnie « Prêts Senneterre inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
MME CÉCILE BEAUDET TREMPE.

35972-o

10987-57

Station Bruno Beaulieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la compagnie « Bruno Esso Service inc. », constituée par lettres patentes en date du 27^e jour de novembre 1968, changeant son nom en celui de « Station Bruno Beaulieu inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35973-o

5610-68

Value Plus Imports Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro XVI de la compagnie « Value Plus Sportswear Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 12^e jour de juillet 1961, changeant son nom en celui de « Value Plus Imports Ltd. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

35974-o

13680-61

Association des agents de la gestion du personnel du Gouvernement du Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on July 27, 1970, he approved by-law number 1 of "Association des agents de la gestion du personnel du Gouvernement du Québec", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35968

151-70

Hôpital de Chicoutimi inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives on August 24, 1970, approved by-law number 1 and by-laws number 2 and 3 amending by-law number 1 of the "Hôpital de Chicoutimi inc.", corporation, and this in accordance with Section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35970

1-69

Monarch Construction (Eastern) Limited

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3 of the company "Monarch Construction (Québec) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 14th day of July, 1958, changing its name into that of "Monarch Construction (Eastern) Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35971-o

12430-58

Prêts Senneterre inc.

Notice is given that "Prêts Senneterre inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MRS. CÉCILE BEAUDET TREMPE,
Secretary.

35972

10987-57

Station Bruno Beaulieu inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3 of the company "Bruno Esso Service inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of November 1968, changing its name into that of "Station Bruno Beaulieu inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35973-o

5610-68

Value Plus Imports Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number XVI of the company "Value Plus Sportswear Ltd.", incorporated by letters patent dated the 12th day of July 1961, changing its name into that of "Value Plus Imports Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

35974-o

13680-61

Hôtel-Dieu de Montmagny

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 août 1970, il a approuvé le règlement numéro 19 de la corporation « Hôtel-Dieu de Montmagny », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35975-o 5255-48

Les Pavillons Laforest inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 13 août 1970, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « Les Pavillons Laforest inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
35976-o 5070-1968

Les Explosifs Perron limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3 de la compagnie « Explosifs Côte Nord Itée — North Shore Explosives Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Les Explosifs Perron limitée ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
36007-o 5697-64

L'Hôpital Saint-Augustin

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 août 1970, il a approuvé le règlement spécial A de la corporation « L'Hôpital Saint-Augustin », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
36008-o 4416-48

L'Hôpital Saint-Augustin

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 août 1970, il a approuvé le règlement numéro I (règlements généraux) de la corporation « L'Hôpital Saint-Augustin », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
36008-o 4416-48

Lévesque, Beaubien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 48 de la compagnie « J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Itée — J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de mai 1961, changeant son nom en celui de « Lévesque, Beaubien inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
36009-o 12224-61

Hôtel-Dieu de Montmagny

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on August 11, 1970, approved by-law number 19 of "Hôtel-Dieu de Montmagny", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35975 5255-48

Les Pavillons Laforest inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on August 13, 1970, approved by-laws numbers 1 and 2 of "Les Pavillons Laforest inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
35976 5070-1968

Les Explosifs Perron limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 3 of the company "Explosifs Côte Nord Itée — North Shore Explosives Ltd.", incorporated by letters patent dated the 13th day of December 1964, changing its name into that of "Les Explosifs Perron limitée".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
36007-o 5697-64

L'Hôpital Saint-Augustin

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 25, 1970, he approved Special by-law A of "L'Hôpital Saint-Augustin", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
36008 4416-48

L'Hôpital Saint-Augustin

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 25, 1970, he approved by-law number I (general by-laws) of "L'Hôpital Saint-Augustin", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
36008 4416-48

Lévesque, Beaubien inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 48 of the company "J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Itée — J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of May 1961, changing its name into that of "Lévesque, Beaubien inc.".

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
36009-o 12224-61

Sièges sociaux**Head Offices****Cogémial inc.**

Avis est donné que la compagnie « Cogémial inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20^e jour du mois d'octobre 1969, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 50, Place Crémazie, chambre 1025.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12^e jour du mois d'août 1970.

35936-o *Le secrétaire,*
CLAUDE GRATTON, notaire.

Cogémial inc.

Notice is given that "Cogémial inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of the month of October, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 50 Crémazie Square, room 1025.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 12th day of the month of August, 1970.

35936 *CLAUDE GRATTON, Notary,*
Secretary.

Institut Philippe Pinel de Montréal

Avis est donné que la corporation de l'« Institut Philippe Pinel de Montréal », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4^e jour de juin 1968, a, par résolution du Conseil d'Administration, transporté son siège social au 12,333 est, boulevard Henri-Bourassa, dans les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 16^e jour de juin 1970.

35937-o *Le secrétaire,*
DENIS SZABO. 2576-68

Institut Philippe Pinel de Montréal

Notice is hereby given that the corporation "Institut Philippe Pinel de Montréal", incorporated by letters patent on the 4th day of June, 1968, has, by resolution of the Board of Administrators, transported its head office to 12,333 Henri-Bourassa Boulevard West, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Dated at Montreal, this 16th day of June, 1970.

35937-o DENIS SZABO,
Secretary. 2576-68

**Pamike Mines Limited
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Pamike Mines Limited » (No Personal Liability), constituée en vertu de la Loi des pagnies minières (Québec) par lettres patentes en date du 8 janvier 1970, a changé son siège social du bureau 1003, 10 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, P.Q., au bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, P.Q.

Montréal, P.Q., de 17 juillet 1970.

35938 *(Seceau) Le secrétaire,*
THOMAS D. O'CONNOR. 35-70

**Pamike Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Pamike Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the Mining Companies Act (Québec) by letters patent dated January 8, 1970, has moved its head office from suite 1003, 10 St. James Street West, Montreal, P.Q., to suite 2610, 800 Dorchester Blvd. West, Montreal, P.Q.

Montreal, P.Q., July 17, 1970.

35938-o *(Seal) THOMAS D. O'CONNOR,*
Secretary. 35-70

Les Agences P. & G. inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Agences P. & G. inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 mai 1970, a établi son bureau à 536, rue Larivière, Rouyn.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré comme étant son siège social.

Signé à Rouyn, ce 11 mai 1970.

35946-o *Le secrétaire-trésorier,*
GAÉTAN GIASSON. 1861-70

Les Agences P. & G. inc.

Notice is hereby given the Company "Les Agences P. & G. inc.", incorporated by letters patent dated May 11th, 1970, has established its office at 536 Larivière Street, Rouyn.

As and from the date of the present notice, the said office shall be considered as its head office.

Signed at Rouyn, this May 11, 1970.

35946-o GAÉTAN GIASSON,
Secretary-Treasurer. 1861-70

Sainthill - Levine (Quebec) Ltd.

La compagnie « Sainthill - Levine (Quebec) Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal à 5580, chemin Côte de Liesse, Mont-Royal.

36006 *Le secrétaire,*
MURRAY D. LEVINE. 18323-52

Sainthill - Levine (Quebec) Ltd.

Notice is given that "Sainthill - Levine (Quebec) Ltd." has transferred its head office from 372 St. Catherine Street West, Montreal, to 5580 Côte de Liesse Road, Mount-Royal.

36006-o MURRAY D. LEVINE,
Secretary. 18323-52

Les Placements Cinco inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Cinco inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29e jour du mois de septembre 1969, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 11154, rue Jeanne-Mance.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 12e jour du mois d'août 1970.

35939-o *Le secrétaire,*
CLAUDE GRATTON, notaire.

Ameublement du bûcheron inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Ameublement du bûcheron inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en date du 31 mars 1970, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, a établi son siège social au 9943, rue Cobourg, à Montréal-Nord, district de Montréal.

À compter de la date des présentes, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social et sa principale place d'affaires.

Donné à Montréal-Nord, ce 1er avril 1970.
(Sceau) *Le président,*
ANTOINE RAMIRES.
35947-o 1162-70

B.R.M. Distributions Inc.

Avis est donné que la compagnie « B.R.M. Distributions Inc. », constituée en corporation le 7 avril 1970, par lettres patentes, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2295, rue Aird, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 21 mai 1970.
Le président,
MARCEL BROWN.
35948-o 1508-70

**L.-E. Caron limitée
L.-E. Caron Limited**

La compagnie « L.-E. Caron limitée — L.-E. Caron Limited », incorporée par lettres patentes en date du 23 mai 1944, donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 720, boul. des Capucins, Québec, à la Suite numéro 5, 420, Chemin St-Louis, Québec.

Québec, le 10 août 1970.
Le procureur de la compagnie,
ME MARC JESSOP, C.R.
35949-o 3140-44

Foyer Dorval

Avis est donné que la corporation « Foyer Dorval », constituée en corporation dans la province de Québec en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 5 février 1970, et ayant son siège social à Dorval, a établi son bureau principal au 225, rue La Présentation, Pointe-Claire, Dorval 780, Qué.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Daté à Dorval, ce 26e jour de juin 1970.
(Sceau) *La secrétaire-trésorière,*
GEORGETTE BOUTIN, F.D.L.S.
35952-o 164-70

Les Placements Cinco inc.

Notice is given that "Les Placements Cinco inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of the month of September, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 11154 Jeanne-Mance Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 12th day of the month of August, 1970.

35939 *CLAUDE GRATTON, Notary,
Secretary.*

Ameublement du bûcheron inc.

Notice is hereby given that "Ameublement du bûcheron inc.", a company incorporated by letters patent issued on March 31, 1970, under the provisions of Part I of the Company Act, has established its head office at 9943 Cobourg Street, Montreal-North, district of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being the head office and principal place of business of said company.

Dated at Montreal-North, this April 1, 1970.
(Seal) ANTOINE RAMIRES,
President.
35947-o 1162-70

B.R.M. Distributions Inc.

Notice is given that "B.R.M. Distributions Inc.", incorporated on April 7, 1970, by letters patent, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at number 2295 Aird Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this May 21, 1970.
MARCEL BROWN,
President.
35948-o 1508-70

**L.-E. Caron limitée
L.-E. Caron Limited**

Notice is given that "L.-E. Caron limitée — L.-E. Caron Limited", incorporated by letters patent dated May 23, 1944, changed its head office from number 720 des Capucins Boulevard, Québec, to Suite number 5, 420 Saint-Louis Road, Québec.

Québec, August 10, 1970.
ME MARC JESSOP, Q.C.,
Attorney for the company.
35949 3140-44

Foyer Dorval

Notice is hereby given that "Foyer Dorval", incorporated in the Province of Québec under Part III of the Companies Act, by letters patent dated February 5, 1970, and having its head office at Dorval, has established its office at 225 La Présentation Street, Pointe-Claire, Dorval 780, Qué.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the corporation as being its head office.

Dated at Dorval, this 26th day of June, 1970.
(Seal) GEORGETTE BOUTIN, F.D.L.S.,
Secretary-Treasurer.
35952-o 164-70

**Edel Construction Limited
Construction Edel limitée**

Avis est donné que la compagnie « Edel Construction Limited — Construction Edel limitée », constituée par lettres patentes datées du 9 juin 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau principal au 1010 ouest rue Ste-Catherine.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 10^e jour de juin 1970.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.
2533-70

35950-o

Distrioniks Inc.

Avis est donné que la compagnie « Distrioniks Inc. », constituée en corporation par lettres patentes, en date du 6^e jour de février 1970, et ayant son siège social dans la ville de Laval, a établi son bureau au numéro 1600, boulevard des Laurentides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 29^e jour de juillet 1970.

Le président,
JEAN TURGEON,
Officier autorisé.
494-70

35951-o

**Machineries J.R.J. Itée
J.R.J. Machineries Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Machineries J.R.J. Itée — J.R.J. Machineries Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 23 juillet 1970, et ayant son siège social dans la ville de Laval, a établi son bureau au numéro 246-A, boul. Ste-Rose à ville de Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 24^e jour de juillet 1970.

Le président,
JACQUES BELISLE.
3233-70

35953-o

Les joueurs anonymes de Montréal inc.

Avis est donné que la corporation « Les joueurs anonymes de Montréal inc. », constituée en corporation le 19 mars 1970, par lettres patentes, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 6501, rue De Laroche, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22 juin 1970.

Le président,
BERNARD ROBERT.
3318-69

35954-o

Marsolais Automobiles inc.

La compagnie « Marsolais Automobiles inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Sainte-Rosalie, au numéro 646, Boulevard l'Ange Gardien, L'Assomption.

Le secrétaire,
FERNAND MARSOLAIS.
26-64

36005-o

**Edel Construction Limited
Construction Edel limitée**

Notice is hereby given that "Edel Construction Limited — Construction Edel limitée", incorporated by letters patent dated June 9, 1970, and having its head office in Montreal, has established its head office at 1010 Ste-Catherine West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 10th day of June, 1970.

F. A. CHEFTECHI,
President.
2533-70

35950-o

Distrioniks Inc.

Notice is given that "Distrioniks Inc.", incorporated by letters patent dated the 6th day of February, 1970, and having its head office in the town of Laval, has established its office at 1600 des Laurentides Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 29th day of July, 1970.

JEAN TURGEON,
President,
Authorized Officer.
494-70

35951

**Machineries J.R.J. Itée
J.R.J. Machineries Ltd.**

Notice is hereby given that "Machineries J.R.J. Itée — J.R.J. Machineries Ltd.", company incorporated by letters patent dated July 23, 1970, under Part I of the Companies Act, and having its head office in the town of Laval, has established its office at 246-A Boul. Ste-Rose, town of Laval.

From this date, the said office is considered by the said company to be its head office.

Given at Montreal, this 24th day of July, 1970.

JACQUES BELISLE,
President.
3233-70

35953

Les joueurs anonymes de Montréal inc.

Notice is given that "Les joueurs anonymes de Montréal inc.", incorporated on March 19, 1970, by letters patent, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 6501 De Laroche Street, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being the head office of the corporation.

Given at Montreal, this June 22, 1970.

BERNARD ROBERT,
President.
3318-69

35954-o

Marsolais Automobiles inc.

Notice is given that "Marsolais Automobiles inc." has transferred its head office from Sainte-Rosalie to number 646, L'Ange Gardien Boulevard, L'Assomption.

FERNAND MARSOLAIS,
Secretary.
26-64

36005

Key-way Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Key-way Mining Co. Ltd. » (No Personal Liability), constituée en vertu de la Loi des compagnies minières (Québec), par lettres patentes en date du 26 mars 1970, a changé son siège social du bureau 1003, 10 ouest rue Saint-Jacques, Montréal, au bureau 2610, 800 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Montréal, P.Q., le 3 juillet 1970.

(Seau) *Le procureur de la compagnie,*
G. HAROLD PICKEL.

35955 1228-70

Key-way Mining Co. Ltd.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Key-way Mining Co. Ltd." (No Personal Liability), incorporated under the Mining Companies Act (Québec), by letters patent dated March 26, 1970, has moved its head office from suite 1003, 10 St. James Street West, Montreal, to suite 2610, 800 Dorchester Blvd. West, Montreal.

Montreal, P.Q., July 3, 1970.

(Seal) G. HAROLD PICKEL,
Attorney for the Company.

35955-0 1228-70

Montreal Truck Leasing Inc.

Avis est donné que « Montreal Truck Leasing Inc. », constituée en corporation sous la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes datées du 15 septembre 1969, a déménagé son siège social de 14143, rue Bellerive, Pointe-aux-Trembles, à 12384, rue Gratton, Pointe-aux-Trembles.

Pointe-aux-Trembles, ce 24 juillet 1970.

(Seau) *Le secrétaire,*
JEAN MÉNARD.

35956-0 4261-69

Montreal Truck Leasing Inc.

Notice is given that "Montreal Truck Leasing Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated September 15, 1969, has moved its head office from 14143 Bellerive St., in the city of Pointe-aux-Trembles, to 12384 Gratton St., in the city of Pointe-aux-Trembles.

Pointe-aux-Trembles, July 24, 1970.

(Seal) JEAN MÉNARD,
Secretary.

35956-0 4261-69

Noron Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Noron Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 janvier 1970, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 2480 est, boulevard Henri-Bourassa, App. 1.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant sa principale place d'affaires.

Donné à Montréal, ce 17e jour de février 1970.

(Seau) *Le secrétaire,*
NORMAND LEBLANC.

35957-0 6242-69

Noron Construction Inc.

Notice is given that "Noron Construction Inc.", incorporated by letters patent dated January 20, 1970, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 2480 Henri-Bourassa Boulevard East, Apt. 1.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal place of business.

Given in Montreal, this 17th day of February 1970.

(Seal) NORMAND LEBLANC,
Secretary.

35957 6242-69

Poste de classification Mauricien inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Poste de classification Mauricien inc. », constituée en corporation par lettres patentes, le 20 mars 1969, et ayant son siège social dans la ville de Trois-Rivières-Ouest, district de Trois-Rivières, a établi son bureau au 3850, Place de Rouen, Trois-Rivières-Ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Trois-Rivières-Ouest, ce 20 avril 1970.

(Seau) *Le secrétaire,*
AUGUSTIN TREMBLAY.

35958-0 1195-69

Poste de classification Mauricien inc.

Notice is given that "Poste de classification Mauricien inc.", incorporated by letters patent on the March 20th, 1969, and having its head office in Trois-Rivières-Ouest, as established its office at 3850, Place de Rouen, Trois-Rivières-Ouest.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Trois-Rivières-Ouest, April 20th, 1970.

(Seal) AUGUSTIN TREMBLAY,
Secretary.

35958-0 1195-69

Brisan Ltd.

La compagnie « Brisan Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1410, rue Stanley, Montréal, à 470, Victor Hugo, en la ville de Brossard.

Le secrétaire-trésorier,
JOYCE A. KENNEDY.

36003 15147-62

Brisan Ltd.

Notice is given that "Brisan Ltd." has transferred its head office from 1410 Stanley Street, Montreal to 470 Victor Hugo, in the town of Brossard.

JOYCE A. KENNEDY,
Secretary-Treasurer.

36003-0 15147-62

**Les Productions S.M.C.L. inc.
S.M.C.L. Productions Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Les Productions S.M.C.L. inc. — S.M.C.L. Productions Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 février 1970, et ayant son siège social dans Beloeil, district de Richelieu, a établi son bureau au numéro 562, rue Brousseau, Beloeil, district de Richelieu.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 8 juillet 1970.

Le président,
CHRISTIAN LEFORT.

35959-o 223-70

Institut de l'informatique de Québec Itée

La compagnie « Institut de l'informatique de Québec Itée », constituée en corporation par lettres patentes le 9^e jour d'avril 1970, et ayant son siège social à Hull, province de Québec a établi son bureau à 135, rue Eddy, Hull, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8^e jour de juillet 1970.

(Sceau) *Le président,*

JEAN-MARC LEGROS.

36004 1445-70

**Les Productions S.M.C.L. inc.
S.M.C.L. Productions Inc.**

Notice is given that "Les productions S.M.C.L. inc. — S.M.C.L. Productions Inc.", incorporated by letters patent dated February 2, 1970 and having its head office in Beloeil, district of Richelieu, has established its office at number 562 Brousseau Street, Beloeil, district of Richelieu.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated in Montreal, July 8, 1970.

CHRISTIAN LEFORT,
President.

35959 223-70

Institut de l'informatique de Québec Itée

Notice is hereby given that "Institut de l'informatique de Québec Itée", incorporated by letters patent on the 9th day of April 1970, and having its head office in Hull, province of Québec has established its office at 135 rue Eddy, Hull, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of July 1970.

(Seal) JEAN-MARC LEGROS,
President.

36004-o 1445-70

**Ministère des
Affaires municipales**

Saint-Ludger-de-Milot

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution passée le 1^{er} août 1970 par le conseil municipal de Saint-Ludger-de-Milot, comté de Lac-Saint-Jean-Ouest, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 14 août 1970, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de Saint-Ludger-de-Milot, sauf celles requises dans la *Gazette officielle du Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal.

Québec, le 14 août 1970.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
35940-o RICHARD BEAULIEU.

**Department of
Municipal Affairs**

Saint-Ludger-de-Milot

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution passed on August 1, 1970, by the municipal council of Saint-Ludger-de-Milot, county of Lake St. John West, and in conformity with the provisions of section 130 of the Municipal Code, a decree was passed, on August 14, 1970, stating that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the Corporation of Saint-Ludger-de-Milot, save those required in the *Québec Official Gazette*, will be, in the future, in the French language only.

This notice is published pursuant to section 131 of the Municipal Code.

Québec, August 14, 1970.

RICHARD BEAULIEU,
35940 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Ministère de l'Agriculture
et de la Colonisation**

Cercle agricole du canton de Launay

Avis

Avis est donné qu'il a plu au ministre de l'Agriculture et de la Colonisation de changer le nom du « Cercle agricole de la paroisse de St Léon le Grand de Launay », en celui de « Cercle agricole du canton de Launay », conformément à l'article 5 de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1964, chapitre 113).

Daté du bureau du ministre, le 13 août 1970.

*Le sous-ministre de l'Agriculture
et de la Colonisation,*

35991-o ROMÉO LALANDE.

**Department of Agriculture
and Colonization**

Cercle agricole du canton de Launay

Notice

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture and Colonization has approved the change of name of the "Cercle agricole de la paroisse de St Léon le Grand de Launay", to that of "Cercle agricole du canton de Launay" in accordance with section 5 of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1964, chapter 113).

Dated in the Minister's Office, August 13, 1970.

ROMÉO LALANDE,
*Deputy Minister of Agriculture
and Colonization.*

35991

Ministère des Finances

Department of Finance



Province de Québec

*Revenus et
dépenses ordinaires
pour l'exercice clos
le 31 mars 1970*

REVENUS ET DÉPENSES

pour l'exercice clos

	\$	\$	\$
Revenus fiscaux:—			
Corporations:—			
Capital et places d'affaires	65,735,339		
Profits	181,878,129		
		247,613,468	
Profits d'exploitation minière		16,057,071	
Profits sur les opérations forestières		1,352,757	
Revenu des particuliers		814,887,606	
Successions		44,630,941	
Vente en détail		523,619,788	
Gazoline		279,785,322	
Tabac		62,000,499	
Repas et hôtellerie		42,576,868	
Télécommunications		11,756,743	
Courses		14,128,375	
Transferts de valeurs mobilières		3,264,791	
		<u>2,061,674,220</u>	
Privilèges, licences et permis:—			
Ressources naturelles:—			
Eaux	30,322,825		
Mines	1,841,830		
Forêts	20,869,338		
Chasse et pêche	4,063,165		
		57,997,158	
Véhicules automobiles		95,282,244	
Régie des transports		2,596,593	
Timbres judiciaires et d'enregistrement		7,195,256	
Institutions financières et compagnies		2,116,570	
Installations électriques et autres		3,417,184	
Autres		3,665,990	
		<u>172,270,995</u>	
Régie des alcools:—			
Revenu net d'exploitation		78,574,544	
Permis et droits		31,773,180	
		<u>110,347,724</u>	
Ventes et services			
			2,752,959
Intérêts			
			12,745,970
Régimes de retraite:—			
Contributions perçues		30,888,936	
Moins remises de contributions et pensions payées		31,515,859	
		<u>(626,923)</u>	
Amendes et confiscations			
			4,807,320
Recouvrements:—			
Taxe de vente fédérale		5,489,277	
Dépenses des années antérieures		6,098,187	
Indemnités		1,188,970	
		<u>12,776,434</u>	
Gouvernement du Canada:—			
Arrangements fiscaux de 1967			
Péréquation générale:			
1969/70	343,069,000		
1967/68	23,537,000		
Moins remboursement pour les années 1962/63 à 1966/67	(7,449,221)		
		359,156,779	
Enseignement post-secondaire	91,267,406		
Part de l'impôt successoral	12,853,620		
Allocations aux jeunes	(22,957,011)		
		<u>440,320,794</u>	
Arrangements provisoires sur les programmes établis			
Assurance-hospitalisation	55,373,134		
Bien-être	119,659,180		
Subventions à l'hygiène	(7,895,168)		
		167,137,146	
Subside basé sur la population		3,895,527	
Régime canadien de prêts aux étudiants		2,915,698	
Part de l'impôt sur le revenu de certaines sociétés d'utilités publiques		3,176,119	
Caisse d'aide à la santé		764,867	
Subventions pour construction d'hôpitaux		9,071,925	
Refuge Meurling, Montréal		(88,340)	
		<u>627,243,730</u>	
Total			<u>\$3,003,992,453</u>

ORDINAIRES

le 31 mars 1970

Dépenses ordinaires:—

Affaires culturelles	\$	13,409,480
Affaires intergouvernementales		5,705,642
Affaires municipales		36,797,489
Agriculture et colonisation		74,709,500
Assemblée nationale		6,164,279
Conseil exécutif et fonction publique		20,428,449
Éducation		869,772,317
Famille et bien-être social		455,601,331
Finances		28,643,232
Immigration		961,962
Industrie et commerce		14,564,071
Institutions financières, compagnies et coopératives		2,685,683
Justice et protection civile		79,639,466
Revenu		158,483,924
Richesses naturelles		13,785,417
Santé		795,794,859
Secrétariat de la province		2,698,276
Terres et forêts		24,659,922
Tourisme, chasse et pêche		22,840,861
Transports et communications		12,776,919
Travail et main-d'oeuvre		11,196,146
Travaux publics		38,392,093
Voirie		103,562,920

Service de la dette:—

Intérêts	149,923,413
Change sur devises étrangères	1,504,446
Amortissement de l'escompte sur emprunts	3,121,306
Commissions et autres dépenses	277,790
	<u>154,826,955</u>

Moins remboursements et imputations:

Fonds d'amortissement	9,185,821		
Office des autoroutes	18,854,556		
Office du crédit agricole	10,691,154		
Office du crédit industriel	696,473		
Régie de l'assurance-maladie	33,907		
Régie de l'assurance-récolte	85,699		
Société d'habitation	76,330		
Société du parc industriel du centre du Québec	130,888	39,754,828	115,072,127

Amortissement:—

Immobilisations	28,578,510	
Exposition universelle de 1967	26,737,500	
Investissements universitaires	5,284,125	
Règlements des dettes scolaires en 1947	1,822,900	
Institut de microbiologie et d'hygiène de l'université de Montréal	165,000	
Village de Parent	31,500	62,619,535

Provision pour créances douteuses et pertes éventuelles 8,919,082

2,979,884,982

Excédent des revenus sur les dépenses ordinaires \$ 24,107,471

Dépenses en immobilisations pour l'exercice clos le 31 mars 1970:—

Affaires culturelles	3,325,960.78
Affaires municipales	387.49
Agriculture et colonisation	5,225,381.90
Conseil exécutif	735,570.64
Éducation	1,064,102.74
Famille et bien-être social	276,904.09
Richesses naturelles	2,224,814.46
Santé	2,582,608.40
Terres et forêts	3,291,219.93
Tourisme, chasse et pêche	2,533,747.66
Transports et communications	2,282,930.66
Travaux publics	45,877,349.27
Voirie	185,437,789.52

Total \$254,858,767.54

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE
au 31 mars 1970

Dettes obligataires:—	\$	\$
Emprunts obligataires:—		
Payables en dollars canadiens.....	1,594,250,000	
Payable en dollars des E.U.....	260,000,000	
Prime du change.....	12,169,947	
	<u>1,866,419,947</u>	
Moins fonds d'amortissement.....	176,517,716	
	<u>1,689,902,231</u>	
Obligations d'épargne.....	158,401,700	
Régime de pensions du Canada.....	7,700,000	
Receveur général du Canada.....	57,945,000	
Emprunts en euro-dollars.....	51,869,647	
Emprunts en marks allemands.....	139,721,392	
		<u>2,105,539,970</u>
Bons du trésor.....		53,000,000
Dettes assumées:—		
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain de Montréal.....	50,936,874	
Emprunts de certaines institutions universitaires.....	51,076,176	
Emprunt de la Commission municipale de Québec pour le règlement des dettes scolaires en 1947.....	5,395,400	
Institut de microbiologie et d'hygiène de l'université de Montréal.....	5,129,000	
Hôpital St-Luc, Montréal.....	6,174,000	
Association athlétique nationale de la jeunesse.....	400,000	
Emprunts du Village de Parent.....	224,000	119,335,450
	<u>224,000</u>	
Total.....		<u>\$2,277,875,420</u>

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée législative en date du 11 décembre 1895.

L'Auditeur de la province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY, c.a.

Le Ministre des finances,
ROBERT BOURASSA.

Le Sous-ministre des finances,
MARCEL CAZAVAN, c.a.

Québec, le 29 août 1970.

35962-o



Province of Québec

*Revenue and
Ordinary Expenditure
for the Fiscal Year ended
March 31, 1970*

REVENUE AND for the fiscal year

Fiscal Revenue:—	\$	\$	\$
Corporations:—			
Capital and places of business	65,735,339		
Profits	181,878,129		
		247,613,468	
Profits on mining operations		16,057,071	
Profits on logging operations		1,352,757	
Personal income		814,887,606	
Successions		44,630,941	
Retail sales		523,619,788	
Gasoline		279,785,322	
Tobacco		62,000,499	
Meals and hotels		42,576,868	
Telecommunications		11,756,743	
Races		14,128,375	
Security transfers		3,264,791	
			2,061,674,229
Privileges, Licenses and Permits:—			
Natural resources:—			
Water resources	30,322,825		
Mines	1,841,830		
Forests	20,869,338		
Fish and game	4,963,165		
		57,997,158	
Motor vehicles		95,282,244	
Transportation Board		2,596,593	
Judicial and registration stamps		7,195,256	
Financial institutions and companies		2,116,570	
Electrical and other installations		3,417,184	
Other		3,665,950	
			172,270,995
Liquor Board:—			
Net operating income		78,574,544	
Permits and duties		31,773,180	
			110,347,724
Sales and Services			2,752,959
Interest			12,745,970
Pension Plans:—			
Contributions received		30,888,936	
Less refunds of contributions and pension payments		31,515,859	
			(626,923)
Fines and Confiscations			4,807,329
Refunds:—			
Federal sales tax		5,489,277	
Previous years' expenditures		6,098,187	
Indemnities		1,188,970	
			12,776,434
Government of Canada:			
1967 Fiscal Arrangements			
General equalization:—			
1969/70	343,069,000		
1967/68	23,537,000		
Less refund for the years 1962/63 to 1966/67	(7,449,221)		
		359,156,779	
Post-secondary education	91,267,406		
Proportion of estate tax	12,853,620		
Youth allowances	(22,957,011)		
			440,320,794
Interim Arrangements on Established Programs			
Hospital insurance	55,373,134		
Welfare	119,659,180		
Health grants	(7,895,168)		
			167,137,146
Subsidy based on population		3,895,527	
Canada Student Loan Plan		2,915,698	
Share of income tax paid by corporations operating public utilities		3,176,119	
Health Resources Fund		764,867	
Hospital construction grants		9,071,925	
Refuge Meurling, Montreal		(38,340)	
			627,243,736
Total			\$3,003,992,453

ORDINARY EXPENDITURE

ended March 31, 1970

Ordinary Expenditure:—

Cultural Affairs	\$ 13,409,480
Intergovernmental Affairs	5,705,642
Municipal Affairs	36,797,480
Agriculture and Colonization	74,709,500
National Assembly	6,164,270
Executive Council and Civil Service Department	20,428,449
Education	869,772,317
Family and Social Welfare	455,601,331
Finance	28,643,232
Immigration	961,962
Industry and Commerce	14,564,071
Financial Institutions, Companies and Cooperatives	2,685,683
Justice and Civil Protection	79,639,466
Revenue	158,483,924
Natural Resources	13,785,417
Health	795,794,859
Provincial Secretary	2,698,276
Lands and Forests	24,659,922
Tourism, Fish and Game	22,840,861
Transportation and Communications	12,776,910
Labour and Manpower	11,196,146
Public Works	38,392,093
Roads	103,562,920

Debt Service:

Interest	149,923,413
Exchange on foreign funds	1,504,446
Amortization of discount on loans	3,121,306
Commissions and other expenses	277,790

154,826,955

Less refunds and charges:

Sinking Funds	9,185,821		
Autoroutes Authority	18,854,556		
Farm Credit Bureau	10,691,154		
Industrial Credit Bureau	696,473		
Health Insurance Board	33,907		
Crop Insurance Board	85,099		
Housing Corporation	76,330		
Central Québec Industrial Park Corporation	130,888	39,754,828	115,072,127

Amortization:

Capital expenditure	28,578,510		
1967 World Exhibition	26,737,500		
University investments	5,284,125		
Settlement of school debts in 1947	1,822,900		
Institut de microbiologie et d'hygiène de l'université de Montréal	165,000		
Village of Parent	31,500		62,619,535

Allowance for doubtful accounts and contingent losses 8,919,082

2,979,884,982

Excess of revenue over ordinary expenditure \$ 24,107,471

Capital Expenditure for the Fiscal Year ended March 31, 1970:—

Cultural Affairs	3,325,960.78
Municipal Affairs	387.49
Agriculture and Colonization	5,225,381.90
Executive Council	735,570.64
Education	1,064,102.74
Family and Social Welfare	276,904.09
Natural Resources	2,224,814.46
Health	2,582,608.40
Lands and Forests	3,291,219.93
Tourism, Fish and Game	2,533,747.66
Transportation and Communications	2,282,930.66
Public Works	45,877,349.27
Roads	185,437,789.52

Total \$254,858,767.54

STATEMENT OF PUBLIC DEBT
as at March 31, 1970

	\$	\$
Bonded Debt:—		
Debture loans:—		
Payable in Canadian Dollars	1,594,250,000	
Payable in U.S. Dollars	260,000,000	
Exchange premium	12,169,947	
	1,866,419,947	
Less sinking funds	176,517,716	
	1,689,902,231	
Savings bonds	158,401,700	
Canada Pension Plan	7,700,000	
Receiver General of Canada (Expo 1967)	57,945,000	
Euro-dollar loans	51,869,647	
Loans in DM	139,721,392	
	2,105,539,970	
Treasury Bills		53,000,000
Assumed Debts:—		
Loans for the construction of the Montreal Metropolitan Boulevard	50,936,874	
Loans of certain universitarian institutions	51,076,176	
Loan of the Québec Municipal Commission for the settlement of school debts in 1947	5,395,400	
Institut de microbiologie et d'hygiène de l'université de Montréal	5,129,000	
Hôpital St-Luc, Montréal	6,174,000	
Association athlétique nationale de la jeunesse	400,000	
Loans of the Village of Parent	224,000	119,335,450
	2,277,875,420	
Total	\$2,277,875,420	

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of December 11, 1895

GUSTAVE-E. TREMBLAY, c.a.
Provincial Auditor.

ROBERT BOURASSA,
Minister of Finance.

MARCEL CAZAVAN, c.a.
Deputy Minister of Finance.

Québec, August 29, 1970.

35962-0

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Alleyn et Cawood

Alleyn and Cawood

Demande est faite d'annexer le territoire actuel des municipalités scolaires inopérantes de Alleyn et Cawood, dans le comté de Pontiac, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Low, dans le comté de Gatineau.

A petition is made to annex the present territory of the inoperative school municipalities of Alleyn and Cawood, in the county of Pontiac, for Catholics only, to the school municipality of Low, in the county of Gatineau.

Québec, le 17 août 1970.

Québec, August 17, 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35901-34-2-o 610-01

35901-34-2 610-01

Lac Castagnier Diss.

Lac Castagnier Diss.

Demande est faite d'abolir la corporation des syndicats d'écoles pour la municipalité de Lac Castagnier dans le comté d'Abitibi-Est.

A petition is made to abolish the corporation of school trustees for the municipality of Lac Castagnier in the county of Abitibi East.

Québec, le 17 août 1970.

Québec, August 17, 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY SAINT-PIERRE.

GUY SAINT-PIERRE,
Minister of Education.

35902-34-3-o 190-01

35902-34-3-o 190-01

Beauceville

Beauceville

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 3045, en date du 12 août 1970, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Simon-les-Mines, dans le comté de Beauce à la municipalité scolaire de Beauceville, dans le comté de Beauce.

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 3045 of August 12, 1970, to annex the present territory of the school municipality of Saint-Simon-les-Mines, in the county of Beauce to the school municipality of Beauceville, in the county of Beauce.

Ce changement prend effet à compter de la date du présent arrêté en conseil.

This change takes effect from and after the date of the present Order in Council.

Québec, le 21 août 1970.

Québec, August 21, 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

35993-o 100-07

35993 100-07

Vanier

Vanier

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil no 3129, en date du 19 août 1970, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Vanier, dans le comté de Saint-Sauveur, au territoire sous la juridiction de la Commission des Écoles catholiques de Québec.

The Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council No. 3129 of August 19, 1970, to annex the present territory of the school municipality of Vanier, in the county of Saint-Sauveur, to the territory under the jurisdiction of the Québec Catholic School Commission.

Ce changement prend effet à compter de la date du présent arrêté en conseil.

This change takes effect from and after the date of the present Order in Council.

Québec, le 21 août 1970.

Québec, August 21, 1970.

Le ministre de l'Éducation,
GUY ST-PIERRE.

GUY ST-PIERRE,
Minister of Education.

35993-o 0316

35993 0316

**Changement de nom — Loi du
Demande**

**Change of name — Act
Application**

Murat Sukuroglu

Murat Sukuroglu

Avis est par les présentes donné que Murat Sukuroglu, technicien, demeurant à 6983 rue Chabot, en la ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Murat Takvorian.

Notice is hereby given that Murat Sukuroglu, technician, residing at 6983 Chabot Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Murat Takvorian.

Montréal, le 21 juillet 1970.

Montreal, July 21, 1970.

Les procureur du requérant,

MICHAUD, CALDER & SUMBULIAN,

35828-34-2-o MICHAUD CALDER & SUMBULIAN.

35828-34-2-o *Attorneys for petitioner.*

Lonnie Donny Goldman

Lonnie Donny Goldman

Avis est par les présentes donné que Lonnie Donny Goldman, vendeur des ville et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, afin d'obtenir un arrêté changeant son nom de Lonnie Donny Goldman en celui de Lonnie Donny Engel.

Notice is hereby given that Lonnie Donny Goldman, salesman, of the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec to have his name changed from Lonnie Donny Goldman to Lonnie Donny Engel.

Montréal, 6 juillet 1970.

Montreal, July 6, 1970.

Le procureur du requérant,
LOUIS GLAZER, C.R.

LOUIS GLAZER, Q.C.,
Attorney for the Applicant.

35922-35-2

35922-35-2-o

Georgios Ginnatsis

Avis est par les présentes donné que Georgios Ginnatsis, administrateur, résidant à 7824 avenue Birnam, dans la cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de George Grant, ce décret à bénéficier sa fille mineure, Anastasia Ginnatsis, résidant en Arfara Kalamata, Royaume de Grèce.

Montréal, le 13 août 1970.

Les procureurs du requérant,
GURMAN, MARCOVITCH

36011-35-2-o

& MILLER.

Georgios Ginnatsis

Notice is hereby given that Georgios Ginnatsis, administrator, residing at 7824 Birnam Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to George Grant, said name to benefit his minor child, Anastasia Ginnatsis of Arfara Kalamata, Kingdom of Greece.

Montreal, August 13, 1970.

GURMAN, MARCOVITCH
& MILLER,

36011-35-2-o

Attorneys for the applicant.

Charles-Napoléon Grenon

Avis est par les présentes donné que Charles-Napoléon Grenon, connu sous le prénom de Paul, commerçant et maître de poste, domicilié et demeurant en la municipalité de Ste-Rose du Nord, comté de Dubuc, district de Chicoutimi, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil un décret de changement de nom pour changer son prénom de Charles-Napoléon en celui de Paul.

Chicoutimi, 12 août 1970.

Les procureurs du requérant,

FRADETTE, BERGERON, CAIN, LAMARRE,
36012-35-2-o

BOUCHARD ET WELLS.

Charles-Napoléon Grenon

Notice is hereby given that Charles-Napoléon Grenon, known as Paul Grenon, tradesman and postmaster, residing and domiciled in the municipality of Ste-Rose du Nord, county of Dubuc, district of Chicoutimi, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his given name of Charles-Napoléon to Paul.

Chicoutimi, August 12, 1970.

FRADETTE, BERGERON, CAIN, LAMARRE,

36012-35-2-o

BOUCHARD ET WELLS,
Attorneys for the petitioner.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**
Ville de St-Germain de Rimouski

Cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, municipalité de la cité de Rimouski, division d'enregistrement de Rimouski.

Avis est par la présente donné que le lot 628 est ajouté et que les lots 47-1-1-1-2, 47-1-1-2, 47-1-2 et une partie des lots 47-1-1-1, 47-1-1, 47-1, 47, 46-4 et 46 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 28 juillet 1970.

35994-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

**Department of Lands and Forests
Cadastre**
Town of St-Germain of Rimouski

Official cadastre of the town of St-Germain of Rimouski, municipality of the city of Rimouski, registration division of Rimouski.

Notice is hereby given that lot 628 is added and that lots 47-1-1-1-2, 47-1-1-2, 47-1-2 and a part of lots 47-1-1-1, 47-1-1, 47-1, 47, 46-4 and 46 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 28, 1970.

35994-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de l'Ange-Gardien

Cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, municipalité de l'Ange-Gardien, division d'enregistrement de Montmorency.

Avis est par la présente donné que le lot 5-4 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1970.

35994-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of L'Ange-Gardien

Official cadastre of the parish of L'Ange-Gardien, municipality of L'Ange-Gardien, registration division of Montmorency.

Notice is hereby given that lot 5-4 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 4, 1970.

35994-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

**Ministère du Travail et de la
Main-d'oeuvre**
Avis de modification

Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les

**Department of Labour and
Manpower**
Notice of Amendment

Non-structural metalwork — Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decree Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contract-

parties contractantes à la convention collective de travail relative à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et modifications, lui ont présenté, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Le premier paragraphe de l'article I sera remplacé par le suivant:

« I. *Champ d'application:* a) *Professionnel:*

Le présent décret régit toute fabrication, production, transformation et montage en atelier pour autrui, d'ouvrages de serrurerie et de menuiserie métallique, peu importe le métal employé, qu'on utilise pour fins de construction au sens de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

2° Le deuxième paragraphe de l'article VII sera remplacé par le suivant:

« Un salarié qui a travaillé chez le même employeur pendant moins longtemps qu'une période complète de référence a droit à une indemnité de congés égale à 4% de son salaire régulier gagné durant la période de référence. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 août 1970. 35942-o

ing parties to the collective labour agreement respecting Non-structural Metalwork in the Montreal region, made binding by decree number 790 of May 8, 1962, and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. The first subsection of section I will be replaced by the following:

“I. *Jurisdiction:* (a) *Industrial:*

This decree governs any fabrication, production, processing and erection in the plant, for any other person, of any non-structural metalwork, regardless of the metal involved, used for building purposes as mentioned in the Construction Industry Labour Relations Act.

2. The second paragraph of Section VII will be replaced by the following:

“Any employee who has worked less than a complete qualifying period in the employ of the same employer is entitled to vacation pay equal to four per cent (4%) of his regular wages earned during the qualifying period.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 29, 1970. 35942-o

Avis de modification

Matériaux de construction — (Blocs de béton)

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie des Matériaux de construction dans la province de Québec, section IV (blocs de béton), rendue obligatoire par le décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

1° L'article II sera remplacé par le suivant:

« II. *Taux minima de salaires:* Les taux horaires minima de salaires pour tous les métiers et catégories sont les suivants:

	<i>1er mars</i> 1971	
Zone I.....	\$ 2.10	\$ 2.25
Zone II.....	2.00	2.15
Zone III.....	1.95	2.10
Gardien (Zones I, II, III) par semaine.....	78.00	88.00

Pendant les trois premiers mois d'emploi dans l'industrie, les taux sont réduits de \$0.10 l'heure. »

Notice of Amendment

Building materials — (Concrete or cement blocks)

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Building Materials Industry in the Province of Québec, Section IV (concrete or cement blocks), rendered obligatory by Decree No. 2203 of December 6, 1960, and amendments, have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision;

1. Article II will be replaced by the following:

“II. *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages for all trades and categories shall be as follows:

	<i>March</i> 1, 1971	
Zone I.....	\$ 2.10	\$ 2.25
Zone II.....	2.00	2.15
Zone III.....	1.95	2.10
Watchman (Zones I, II, III) per week.....	78.00	88.00

For the three (3) first months of employment in the industry, the rates of wages are reduced by \$0.10 per hour.”

2° L'article III sera remplacé par le suivant:
« III. *Durée du travail*: La durée normale de travail est de dix heures par jour et de cinquante heures par semaine et elle peut être répartie sur cinq jours, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Cependant, il n'y a aucune limite à la durée normale de travail des gardiens. »

3° L'article V sera remplacé par le suivant:
« V. *Prime de nuit*: Il y a une prime de \$0.12 l'heure pour les salariés d'une deuxième équipe de production. »

4° L'article VII sera remplacé par le suivant:
« VII. *Durée*: La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1971. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,

ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 août 1970. 35942-0

Avis de modification

Garage — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans l'île de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 184 du 8 février 1950 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les noms de « L'Association des Garagistes et Détaillants d'essence du Québec Inc; (Région de Montréal) » et « la Fraternité des Détaillants d'Essence de Montréal » seront remplacés par le nom de « L'Association des Services de l'Automobile Inc. » chez les parties contractantes de première part.

2° À l'article IV, les taux de salaire horaire et la classification seront remplacés par les suivants:

	Taux horaires	
	Jour	Nuit
« Compagnons:		
1re classe.....	\$2.75	\$2.85
2e classe.....	2.45	2.60
3e classe.....	2.25	2.40
Apprentis:		
1er semestre.....	1.40	1.55
2e semestre.....	1.55	1.70
2e année.....	1.70	1.80
3e année.....	1.95	2.10

Taux horaires minimum

Opérateurs spécialisés:

Opérateur de machine à enligner pour arbre à cam et vilebrequin.....	\$2.50
----------------------------------------------------------------------	--------

2. Article III will be replaced by the following:
"III. *Hours of work*: The standard working day consists of ten (10) working hours. The standard working week consists of fifty (50) working hours scheduled over five (5) working days, Monday through Friday.

However, there is no limitation of the standard duration of work for watchmen."

3. Article V will be replaced by the following:
"V. *Night-shift differential*: A \$0.12 per hour shift-differential shall be given to the employees working on a second production shift."

4. Article VII will be replaced by the following:
"VII. *Term*: The present Section shall remain in force until December 31, 1971."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,

Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 29, 1970. 35942-0

Notice of Amendment

Garage employees — Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec 1964, chapter 143), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Garage Employees in the Island of Montreal, rendered obligatory by Decree number 184 of February 8, 1950 and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. In the enumeration of the contracting parties of the first part, the words "L'Association des Garagistes et Détaillants d'essence du Québec Inc. (Région de Montréal)" and the words "La Fraternité des Détaillants d'Essence de Montréal" will be replaced by the words "L'Association des Services de l'Automobile Inc."

2. In section IV, the hourly rates of wages and schedule of occupations will be replaced by the following:

	Hourly rates	
	Day	Night
«Journeyman:		
1st class.....	\$2.75	\$2.85
2nd class.....	2.45	2.60
3rd class.....	2.25	2.40
Apprentice:		
1st six months.....	1.40	1.55
2nd six months.....	1.55	1.70
2nd year.....	1.70	1.80
3rd year.....	1.95	2.10

Minimum hourly rates

Specialized operators:

Cam and crankshaft lineboring machine operator.....	\$2.50
-----------------------------------------------------	--------

	<i>Taux horaires minimum</i>	
Opérateur de machine à lésage et polissage	\$2.35	
Opérateur de machine à finir piston, axe et bielles	2.35	
Opérateur de machine à aléser, tête manifold, roue d'air, etc.	1.96	
Opérateur de machine à aléser tambour de frein et de machine à river segment et assemblage d'embrayage	1.96	
Préposé au démontage, lavage, vérification et classement des pièces	2.35	
Préposé à l'assemblage du moteur et mise au point	2.35	
Durant la période d'entraînement (1 mois)	1.70	
	<i>Jour Nuit</i>	
Hommes de service	\$1.40	\$1.55
Chasseurs de véhicules-moteurs	1.35	1.50

3° Le paragraphe « a » de l'article VI sera remplacé par le suivant:
« a) Salaires minima: Les taux minima de salaires sont les suivants:

	<i>Taux horaires</i>	
Démolisseurs	\$1.40	
Gardiens	1.35	

- 4° L'article VIII sera modifié:
- a) en remplaçant, au paragraphe I-a les mots « sept » et « six » par les mots « quatorze » et « douze »;
 - b) en remplaçant, au paragraphe I-b le mot « demi-jours » par le mot « journée »;
 - c) en remplaçant, au paragraphe 4-b les mots et chiffres « deux (2%) pour cent » par les mots et chiffres « quatre (4%) pour cent »;
 - d) en remplaçant, au paragraphe 8-b les mots et chiffres « deux (2%) pour cent » par les mots et chiffres « quatre (4%) pour cent »;
 - e) en radiant le paragraphe 10.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendments. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 août 1970. 35942-o

Avis de prélèvement

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Pierre Laporte, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, établi en exécution du décret numéro 952 du 11 mars 1970, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3012 du 12 août 1970, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus de Québec 1964, chapitre 143) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

	<i>Minimum hourly rates</i>	
Reboring and honing machine operator	\$2.35	
Piston finishing, pin fitting and rod bearing machine operator	2.35	
Manifold, flywheel, etc. grinding machine operator	1.96	
Brake drum grinder operator, brake shoes and clutch rebuilders	1.96	
Employees whose work is concerned with the dismantling, cleaning, checking and classifying of parts	2.35	
Motor assembling and dynamo test	2.35	
During training period (1 month)	1.70	
	<i>Day Night</i>	
Serviceman	\$1.40	\$1.55
Car jockey	1.35	1.50

3. Subsection « a » of section VI will be replaced by the following:
« (a) Minimum wages: Minimum rates of wages are as follows:

	<i>Hourly rates</i>	
Demolishers	\$1.40	
Watchmen	1.35	

4. Section VIII will be amended as follows:
- (a) by replacing, in subsection I-a, the words « seven » and « six » by the words « fourteen » and « twelve »;
 - (b) by replacing, in subsection I-b, the words « half days » by the word « days »;
 - (c) by replacing, in subsection 4-b, the words and number « two per cent (2%) » by the words and number « four per cent (4%) »;
 - (d) by replacing, in subsection 8-b, the words and number « two per cent (2%) » by the words and number « four per cent (4%) »;
 - (e) by striking out subsection 10.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 29, 1970. 35942-o

Notice of Levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower hereby gives notice that the Comité paritaire de Camionnage du district de Québec (established in pursuance of Decree No. 952 of March 11, 1970) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions outlined below. A by-law, approved by Order in Council No. 3012 of August 12, 1970, authorizes such levy.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet au 31 décembre 1970; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 952 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 952, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le plus rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 952, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit remplir son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi des décrets de convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des revenus et des dépenses prévus du Comité paritaire du Camionnage du district de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet et le 31 décembre 1970.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 1970 au 31 décembre 1970.

Sommaire:

Comptes de dépenses administration générale.....	\$ 9,634
Comptes de dépenses administration inspecteurs.....	11,676

1. Dues

The contribution period extends from July 1, 1970, to December 31, 1970. The levy is carried out as follows:

(a) Professional employers governed by said Decree No. 952 and amendments shall pay the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for the employees subject to the said decree.

(b) Artisans governed by said Decree No. 952 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of the salary set forth in the decree for the highest-paid employee.

(c) Employees governed by said Decree No. 952 shall turn over to the Parity Committee an amount equivalent to 1/3 of 1% of their wages.

2. Collection of Dues

To facilitate the collection of such dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given.

Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a check-off from his employees' wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it deems it advisable to do so.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial Report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Decrees Act, the Parity Committee must submit a quarterly financial report to the Minister of Labour and Manpower on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 of each year.

An estimate of the revenue and expenses of the Comité paritaire du Camionnage du District de Québec for the period extending from July 1, 1970, to December 31, 1970, is attached hereto.

COMITÉ PARITAIRE DU CAMIONNAGE DU DISTRICT DE QUÉBEC

Estimates for the period extending from July 1, 1970, to December 31, 1970.

Summary:

General administration expenses.....	\$ 9,634
Inspection administration expenses.....	11,676

Comptes de dépenses membres du Comité.....	\$ 1,020
Comptes de dépenses administration propriété.....	1,875
Total des dépenses prévues.....	\$24,205

Revenus:

Cotisations patronales.....	\$ 8,000
Cotisations ouvrières.....	8,000
Cotisations artisanales.....	750
Pénalités et amendes.....	200
Intérêts sur placements comptabilité générale.....	575
Total des revenus prévus.....	\$17,525
Déficit prévu.....	\$ 6,680

Comptes dépenses administration générale:

Salaires du Secrétaire Gérant.....	\$ 5,265
Salaires administration générale.....	2,735
Assurance-chômage (part du comité)...	23
Assurance collective (part du comité)...	88
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	62
Papeterie.....	500
Téléphone et télégrammes.....	315
Frais postaux.....	100
Abonnement et publicité.....	50
Publication de décret et publicité.....	100
Assurance gardien des fonds.....	30
Assurances générales.....	150
Auditeur.....	200
Commission des Accidents du Travail.....	16

Total dépenses administration générale prévues.....	\$ 9,634
------------------------------------------------------------	-----------------

Comptes dépenses administration inspecteurs:

Salaires des inspecteurs.....	\$ 8,200
Assurance chômage (part du comité)...	68
Assurances collectives (part du comité)...	112
Régime Rentes du Québec (part du comité).....	79
Allocation automobile.....	2,000
Frais judiciaires.....	1,200
Commission des Accidents du Travail.....	17

Total dépenses administration inspecteurs prévues.....	\$11,676
---------------------------------------------------------------	-----------------

Comptes dépenses membres du comité:

Assemblées spéciales.....	\$ 255
Assemblées régulières jetons de présences.....	180
Assemblées régulières frais déplacements.....	585

Total dépenses membres du comité prévues.....	\$ 1,020
------------------------------------------------------	-----------------

Comptes dépenses administration propriété:

Loyer.....	\$ 1,875
Total dépenses administration propriété prévues.....	\$ 1,875

Expenses — committee members.....	\$ 1,020
Expenses for administration of premises.....	1,875
Estimated total expenses.....	\$24,205

Revenue:

Employers' dues.....	\$ 8,000
Employees' dues.....	8,000
Artisans' dues.....	750
Penalties and fines.....	200
Interest on investments — general accounting.....	575
Estimated total revenue.....	\$17,525
Estimated deficit.....	\$ 6,680

General administration expenses:

Managing secretary's salary.....	\$ 5,265
Salaries, general administration personnel.....	2,735
Unemployment Insurance (Committee's share).....	23
Group insurance (Committee's shares)...	88
Québec Pension Plan (Committee's share).....	62
Stationery.....	500
Telephone and telegrams.....	315
Postage.....	100
Subscription and advertising.....	50
Publication of decree and advertising...	100
Fidelity bond.....	30
General insurance.....	150
Auditor's fees.....	200
Workmen's Compensation Commission.....	16

Estimated total, general administration expenses.....	\$ 9,634
--------------------------------------------------------------	-----------------

Inspection administration expenses:

Inspectors' salaries.....	\$ 8,200
Unemployment Insurance (Committee's share).....	68
Group insurance (Committee's share)...	112
Québec Pension Plan (Committee's share).....	79
Automobile allowance.....	2,000
Legal costs.....	1,200
Workmen's Compensation Commission.....	17

Estimated total, inspection administration expenses.....	\$11,676
-----------------------------------------------------------------	-----------------

Expenses — Committee members:

Special meetings.....	\$ 255
Regular meetings, attendance fees.....	180
Regular meetings, travelling expenses.....	585

Estimated total, expenses — Committee members.....	\$ 1,020
-----------------------------------------------------------	-----------------

Expenses for administration of premises:

Rent.....	\$ 1,875
Estimated total, expenses for administration of premises.....	\$ 1,875

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 29 août 1970. 35942-o

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, August 29, 1970. 35942-o

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**The North West Life Assurance
Company of Canada
La Compagnie d'assurance-vie
North West du Canada**

*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « The North West Life Assurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance-Vie North West du Canada », enregistrée sous le numéro 729, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 020, qui l'autorise à compter du 29 juillet 1970, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 1177 ouest, rue Hastings, Vancouver, Colombie-Britannique.

La compagnie a nommé monsieur D.-R. McMaster, 129 ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 10 août 1970.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la province,*

Le surintendant des assurances,
35992-35-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

**The North West Life Assurance
Company of Canada
La Compagnie d'assurance-vie
North West du Canada**

*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "The North West Life Assurance Company of Canada — La Compagnie d'Assurance-Vie North West du Canada", registered under number 729, has obtained the license and certificate of registry number 020, authorizing it, as from the 29th of July 1970, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 1177, West Hastings Street, Vancouver, British Columbia.

The company has appointed Mr. D.-R. McMaster, 129, St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 10th of August 1970.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*

*ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*
35992-35-2-o

Soumissions — Demandes de

Paroisse de l'Ancienne-Lorette

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Léger Moisan, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 1579, rue Notre-Dame, Ancienne-Lorette Paroisse, comté de Québec, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Falardeau, 1400, rue Falardeau, Ancienne-Lorette Paroisse, comté de Québec, P.Q., lundi, le 14 septembre 1970, pour l'achat de \$388,500 d'obligations de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, datées du 1er octobre 1970 et remboursables par séries du 1er octobre 1971 au 1er octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

Tableau d'amortissement — \$388,500 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1971.....	\$ 4,500
1er octobre 1972.....	5,500
1er octobre 1973.....	6,500

Tenders — Request for

Parish of Ancienne-Lorette

County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léger Moisan, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, 1579 Notre-Dame Street, Ancienne-Lorette Parish, County of Québec, P.Q., and after until 8:00 o'clock, p.m., at Falardeau School, 1400 Falardeau Street, Ancienne-Lorette Parish, County of Québec, P.Q., on Monday, September 14, 1970, for the purchase of an issue of \$388,500 of bonds for the parish of Ancienne-Lorette, county of Québec, dated October 1, 1970 and redeemable serially from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1970.

Table of redemption — \$388,500 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1971.....	\$ 4,500
October 1, 1972.....	5,500
October 1, 1973.....	6,500

1er octobre 1974.....	\$ 7,000	October 1, 1974.....	\$ 7,000
1er octobre 1975.....	8,000	October 1, 1975.....	8,000
1er octobre 1976.....	8,500	October 1, 1976.....	8,500
1er octobre 1977.....	8,000	October 1, 1977.....	8,000
1er octobre 1978.....	9,500	October 1, 1978.....	9,500
1er octobre 1979.....	11,000	October 1, 1979.....	11,000
1er octobre 1980.....	12,000	October 1, 1980.....	12,000
1er octobre 1981.....	12,500	October 1, 1981.....	12,500
1er octobre 1982.....	14,500	October 1, 1982.....	14,500
1er octobre 1983.....	14,500	October 1, 1983.....	14,500
1er octobre 1984.....	16,000	October 1, 1984.....	16,000
1er octobre 1985.....	18,000	October 1, 1985.....	18,000
1er octobre 1986.....	20,000	October 1, 1986.....	20,000
1er octobre 1987.....	20,500	October 1, 1987.....	20,500
1er octobre 1988.....	24,000	October 1, 1988.....	24,000
1er octobre 1989.....	25,500	October 1, 1989.....	25,500
1er octobre 1990.....	142,500	October 1, 1990.....	142,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.
- 2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans
- 3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.
- 4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$11,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1990 au montant de \$142,500 comprend un solde de \$114,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er octobre 1991.....	\$ 3,000
1er octobre 1992.....	2,000
1er octobre 1993.....	3,000
1er octobre 1994.....	3,000
1er octobre 1995.....	4,000
1er octobre 1996.....	3,000
1er octobre 1997.....	4,000
1er octobre 1998.....	4,000
1er octobre 1999.....	4,000
1er octobre 2000.....	5,000
1er octobre 2001.....	5,000
1er octobre 2002.....	6,000
1er octobre 2003.....	6,000
1er octobre 2004.....	7,000
1er octobre 2005.....	8,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.
2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.
4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term bonds and partly as 20-year fixed-term bonds.
5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.
6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than \$11,000, and, if higher than the latter amount, the said part shall comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall include only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The October 1, 1990 maturity in the amount of \$142,500 includes a balance of \$114,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
October 1, 1991.....	\$ 3,000
October 1, 1992.....	2,000
October 1, 1993.....	3,000
October 1, 1994.....	3,000
October 1, 1995.....	4,000
October 1, 1996.....	3,000
October 1, 1997.....	4,000
October 1, 1998.....	4,000
October 1, 1999.....	4,000
October 1, 2000.....	5,000
October 1, 2001.....	5,000
October 1, 2002.....	6,000
October 1, 2003.....	6,000
October 1, 2004.....	7,000
October 1, 2005.....	8,000

1 ^{er} octobre 2006	\$ 8,000	October 1, 2006	\$ 8,000
1 ^{er} octobre 2007	9,000	October 1, 2007	9,000
1 ^{er} octobre 2008	9,000	October 1, 2008	9,000
1 ^{er} octobre 2009	10,000	October 1, 2009	10,000
1 ^{er} octobre 2010	11,000	October 1, 2010	11,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$142,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$142,500 les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1^{er} octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 203 — \$138,000 — aqueduc, égouts; 204 — \$100,000 — aqueduc, égouts; 219 — \$80,000 — aqueduc, égouts; 220 — \$70,500 — consolidation de déficit.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 septembre 1970, à 8 heures du soir, École Falardeau, 1400, rue Falardeau, Ancienne-Lorette Paroisse, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ancienne-Lorette (Comté de Québec), ce 18 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
LÉGER MOISAN.

Bureau de la corporation,
1579, rue Notre-Dame,
Ancienne-Lorette Paroisse (Québec), P.Q.
Téléphone: 872-2831, code 418. 35960-0

Cité de Deux-Montagnes

Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marc Racine, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 801, Chemin Oka, cité de Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 14 septembre 1970, pour l'achat de \$413,000 d'obligations de la cité de Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes, datées du 1^{er} octobre 1970 et remboursables par séries du 1^{er} octobre 1971 au 1^{er} octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$142,500. However, if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$142,500, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 203 — \$138,000 — aqueduct, sewers; 204 — \$100,000 — aqueduct, sewers; 219 — \$80,000 — aqueduct, sewers; 220 — \$70,500 — consolidation of a deficit.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 14, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at Falardeau School, 1400 Falardeau Street, Ancienne-Lorette Parish, County of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ancienne-Lorette (County of Québec), August 18, 1970.

LÉGER MOISAN,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
1579 Notre-Dame Street,
Ancienne-Lorette Parish (Québec), P.Q.
Telephone: 872-2831, code 418. 35960

City of Two Mountains

County of Two Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Marc Racine, Secretary-Treasurer, City Hall, 801 Oka Road, city of Two Mountains, county of Two Mountains, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, September 14, 1970, for the purchase of an issue of \$413,000 of bonds for the city of Deux-Montagnes, county of Two Mountains, dated October 1, 1970 and redeemable serially from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1970.

Tableau d'amortissement — \$413,000 — 20 ans

Table of redemption — \$413,000 — 20 years

Année	Capital
1er octobre 1971.....	\$ 9,000
1er octobre 1972.....	9,000
1er octobre 1973.....	9,000
1er octobre 1974.....	10,000
1er octobre 1975.....	10,000
1er octobre 1976.....	10,000
1er octobre 1977.....	11,000
1er octobre 1978.....	12,000
1er octobre 1979.....	13,000
1er octobre 1980.....	13,000
1er octobre 1981.....	5,000
1er octobre 1982.....	5,000
1er octobre 1983.....	6,000
1er octobre 1984.....	6,000
1er octobre 1985.....	7,000
1er octobre 1986.....	7,000
1er octobre 1987.....	8,000
1er octobre 1988.....	9,000
1er octobre 1989.....	9,000
1er octobre 1990.....	245,000

Year	Capital
October 1, 1971.....	\$ 9,000
October 1, 1972.....	9,000
October 1, 1973.....	9,000
October 1, 1974.....	10,000
October 1, 1975.....	10,000
October 1, 1976.....	10,000
October 1, 1977.....	11,000
October 1, 1978.....	12,000
October 1, 1979.....	13,000
October 1, 1980.....	13,000
October 1, 1981.....	5,000
October 1, 1982.....	5,000
October 1, 1983.....	6,000
October 1, 1984.....	6,000
October 1, 1985.....	7,000
October 1, 1986.....	7,000
October 1, 1987.....	8,000
October 1, 1988.....	9,000
October 1, 1989.....	9,000
October 1, 1990.....	245,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

Moreover, only the following methods or issue shall be considered:

- 1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.
- 2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.
- 4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.
2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.
4. Ten-year serial bonds with the balance partly as 10-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.
5. Ten-year serial bonds with the balance partly as 5-year short-term and partly as 20-year fixed-term bonds.
6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$15,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than \$15,000, and if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities of the issue appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only entire annual amortizations, and starting by the last years of the maturities excluding the 20-year fixed-term part.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er octobre 1990 au montant de \$245,000 comprend un solde de \$235,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

The October 1, 1990 maturity in the amount of \$245,000 includes a balance of \$235,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Année	Capital
1er octobre 1991.....	\$11,000
1er octobre 1992.....	11,000
1er octobre 1993.....	12,000
1er octobre 1994.....	12,000
1er octobre 1995.....	13,000
1er octobre 1996.....	13,000
1er octobre 1997.....	14,000
1er octobre 1998.....	15,000

Year	Capital
October 1, 1991.....	\$11,000
October 1, 1992.....	11,000
October 1, 1993.....	12,000
October 1, 1994.....	12,000
October 1, 1995.....	13,000
October 1, 1996.....	13,000
October 1, 1997.....	14,000
October 1, 1998.....	15,000

1er octobre 1999.....	\$16,000	October 1, 1999.....	\$16,000
1er octobre 2000.....	16,000	October 1, 2000.....	16,000
1er octobre 2001.....	7,000	October 1, 2001.....	7,000
1er octobre 2002.....	7,000	October 1, 2002.....	7,000
1er octobre 2003.....	8,000	October 1, 2003.....	8,000
1er octobre 2004.....	9,000	October 1, 2004.....	9,000
1er octobre 2005.....	10,000	October 1, 2005.....	10,000
1er octobre 2006.....	10,000	October 1, 2006.....	10,000
1er octobre 2007.....	11,000	October 1, 2007.....	11,000
1er octobre 2008.....	12,000	October 1, 2008.....	12,000
1er octobre 2009.....	13,000	October 1, 2009.....	13,000
1er octobre 2010.....	15,000	October 1, 2010.....	15,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Deux-Montagnes.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$245,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$245,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: T-168 — \$169,200 — aqueduc, égouts; T-171 — \$141,400 — aqueduc, égouts, voirie, éclairage; T-191 — \$78,000 — achat d'un camion à incendie; T-193 — \$24,400 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 septembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 801, Chemin Oka, cité de Deux-Montagnes, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Deux-Montagnes (Comté de Deux-Montagnes), ce 19 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-MARC RACINE.

Hôtel de ville, 801, Chemin Oka,
Cité de Deux-Montagnes,
Comté de Deux-Montagnes, P.Q.,
Téléphone: 473-2796, code 514. 35995-0

Ville de Courville
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-André Robitaille, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau de la corporation, 60, Avenue du Parc, Courville, comté de Montmorency, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q., mercredi, le 16 septembre 1970, pour l'achat de \$251,000 d'obligations de la ville de Courville, comté de Montmorency datées du 1er

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Two Mountains.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$245,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than \$245,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: T-168 — \$169,200 — aqueduct, sewers; T-171 — \$141,400 — aqueduct, sewers, roads, lighting; T-191 — \$78,000 — purchasing of a fire truck; T-193 — \$24,400 — aqueduct, sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 14, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 801 Oka Road, city of Two Mountains, county of Two Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Two Mountains (County of Two Mountains), August 19, 1970.

JEAN-MARC RACINE,
Secretary-Treasurer.

City Hall, 801 Oka Road,
City of Two Mountains,
County of Two Mountains, P.Q.,
Telephone: 473-2796, code 514. 35995

Town of Courville
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-André Robitaille, Secretary-Treasurer, up to 5:00 p.m., Office of the Corporation, 60 Parc Avenue, Courville, County of Montmorency, P.Q. and thereafter up to 8:00 p.m., Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, County of Montmorency, P.Q., Wednesday, September 16, 1970, for the purchase of an issue of \$251,000 of bonds for the town of Courville, County of Montmorency, dated October 1, 1970 and redeemable

octobre 1970 et remboursables par séries du 1er octobre 1971 au 1er octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 154 — \$26,000 — renouvellement d'emprunt; 239 — \$47,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 244 — \$11,000 — voirie; 250 — \$137,000 — consolidation de déficit; 251 — \$30,000 — achat d'une souffleuse à neige.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

Tableau d'amortissement — \$251,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1971	\$10,500
1er octobre 1972	11,000
1er octobre 1973	11,500
1er octobre 1974	12,500
1er octobre 1975	13,000
1er octobre 1976	13,500
1er octobre 1977	13,000
1er octobre 1978	14,000
1er octobre 1979	15,500
1er octobre 1980	12,500
1er octobre 1981	8,000
1er octobre 1982	9,000
1er octobre 1983	9,500
1er octobre 1984	10,500
1er octobre 1985	12,000
1er octobre 1986	12,500
1er octobre 1987	13,500
1er octobre 1988	15,000
1er octobre 1989	16,500
1er octobre 1990	17,500

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$17,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des

serialement from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue. However, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws numbers: 154 — \$26,000 — loan renewal; 239 — \$47,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 244 — \$11,000 — roads; 250 — \$137,000 — deficit consolidation; 251 — \$30,000 — purchase of a snow blower.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1970.

Table of redemption — \$251,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1971	\$10,500
October 1, 1972	11,000
October 1, 1973	11,500
October 1, 1974	12,500
October 1, 1975	13,000
October 1, 1976	13,500
October 1, 1977	13,000
October 1, 1978	14,000
October 1, 1979	15,500
October 1, 1980	12,500
October 1, 1981	8,000
October 1, 1982	9,000
October 1, 1983	9,500
October 1, 1984	10,500
October 1, 1985	12,000
October 1, 1986	12,500
October 1, 1987	13,500
October 1, 1988	15,000
October 1, 1989	16,500
October 1, 1990	17,500

Moreover, only the following methods of issue shall be considered:

1. Five-year, ten-year or fifteen-year short-term serial bonds;

2. Ten-year serial bonds with the balance as twenty-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as five-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance partly as ten-year short-term and partly as twenty-year fixed term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance partly as five-year short-term and partly as twenty-year fixed term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and twenty-year fixed term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than \$17,500 and if higher than this amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice and starting with the last years of maturities. Also, 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the

termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$17,500. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$17,500, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 16 septembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 26, rue Vachon, Courville, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Courville (Comté de Montmorency), ce 20 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE.

Bureau de la corporation, 60, Avenue du Parc,
Courville (Montmorency), P.Q.

Téléphone: 661-8481, code 418. 36013-0

Cité de St-Jérôme

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaétan Charette, greffier, Hôtel de ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 14 septembre 1970, pour l'achat de \$1,438,000 d'obligations de la cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1970 et remboursables par séries du 1er octobre 1971 au 1er octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: C-596 tel que modifié — \$87,200 — rénovation urbaine; C-611 — \$75,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; C-616 — \$21,000 — aqueduc, égouts; C-618 tel que modifié — \$22,800 — bâtisses et terrains; C-434 — \$130,000 — aqueduc, égouts, voirie; C-638 — \$51,500 — aqueduc, égouts, voirie; C-639 — \$81,000 — aqueduc, égouts; C-641 — \$107,000 — aqueduc, égouts; C-643 tel que modifié — \$438,000 — aqueduc, égouts; C-644 — \$15,000 — aqueduc, égouts; C-645 — \$72,500 — aqueduc, égouts,

exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially, or serially and as 20-year fixed term bonds for an amount equal to or less than \$17,500. However, if they are issued partly for a 20-year fixed term for an amount higher than \$17,500, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 16, 1970, at 8:00 p.m., Town Hall, 26 Vachon Street, Courville, county of Montmorency, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Courville (County of Montmorency), August 20, 1970.

PAUL-ANDRÉ ROBITAILLE,

Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 60 Parc Avenue,
Courville (Montmorency), P.Q.

Telephone: 661-8481, code 418. 36013

City of St-Jérôme

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaétan Charette, Clerk, City Hall, 280 Labelle Street, St-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, September 14, 1970, for the purchase of an issue of \$1,438,000 of bonds for the city of St-Jérôme, county of Terrebonne, dated October 1, 1970 and redeemable serially from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws numbers: C-596 as amended — \$87,200 — urban renovations; C-611 — \$75,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; C-616 — \$21,000 — aqueduct, sewers; C-618 as amended — \$22,800 — building and lands; C-634 — \$130,000 — aqueduct, sewers, roads; C-638 — \$51,500 — aqueduct, sewers, roads; C-639 — \$81,000 — aqueduct, sewers; C-641 — \$107,000 — aqueduct, sewers; C-643 as amended — \$438,000 — aqueduct, sewers; C-644 — \$15,000 — aqueduct, sewers; C-645 — \$72,500 — aqueduct, sewers,

voirie; C-646 tel que modifié — \$82,000 — bâtisses et terrains; C-647 — \$54,000 — aqueduc, égouts, voirie; C-649 — \$5,000 — aménagement de locaux; C-650 — \$60,000 — services récréatifs et communautaires; C-653 — \$35,000 — voirie; C-654 — \$58,000 — voirie; C-655 — \$43,000 — part de la corporation pour le financement d'habitations à loyers modiques.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

Tableau d'amortissement — \$1,438,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1971	\$ 32,000
1er octobre 1972	36,000
1er octobre 1973	39,000
1er octobre 1974	43,000
1er octobre 1975	46,000
1er octobre 1976	50,000
1er octobre 1977	55,000
1er octobre 1978	60,000
1er octobre 1979	66,000
1er octobre 1980	71,000
1er octobre 1981	62,000
1er octobre 1982	67,000
1er octobre 1983	74,000
1er octobre 1984	80,000
1er octobre 1985	87,000
1er octobre 1986	95,000
1er octobre 1987	104,000
1er octobre 1988	113,000
1er octobre 1989	124,000
1er octobre 1990	134,000

En plus, les modalités suivantes seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$134,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la

roads; C-646 as amended; — \$82,000 — buildings and lands; C-647 — \$54,000 — aqueduct, sewers, roads; C-649 — \$5,000 — planning of premises; C-650 — \$60,000 — recreational and community services; C-653 — \$35,000 — roads; C-654 — \$58,000 — roads; C-655 — \$43,000 — share of the corporation for the financing of low rental dwellings.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1970.

Table of redemption — \$1,438,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1971	\$ 32,000
October 1, 1972	36,000
October 1, 1973	39,000
October 1, 1974	43,000
October 1, 1975	46,000
October 1, 1976	50,000
October 1, 1977	55,000
October 1, 1978	60,000
October 1, 1979	66,000
October 1, 1980	71,000
October 1, 1981	62,000
October 1, 1982	67,000
October 1, 1983	74,000
October 1, 1984	80,000
October 1, 1985	87,000
October 1, 1986	95,000
October 1, 1987	104,000
October 1, 1988	113,000
October 1, 1989	124,000
October 1, 1990	134,000

Moreover, the following terms and conditions shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount of not less than \$134,000, and if greater than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned

banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$134,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$134,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 14 septembre 1970, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 280, rue Labelle, St-Jérôme, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jérôme (Comté de Terrebonne), ce 24 août 1970.

Le greffier,
GAÉTAN CHARETTE.

Hôtel de ville, 280, rue Labelle,
St-Jérôme (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone: 436-1511, code 514. 36023-0

Cantons unis de Wendover et Simpson Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Marc-André Joyal, n.p., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, bureau du secrétaire-trésorier, 575, rue Principale, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle municipale, rue St-Jean-Baptiste, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q., mercredi, le 16 septembre 1970, pour l'achat de \$350,000 d'obligations des cantons unis Wendover & Simpson, comté de Drummond, datées du 1er octobre 1970 et remboursables par séries du 1er octobre 1971 au 1er octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

Tableau d'amortissement — \$350,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1971	\$ 1,000
1er octobre 1972	1,000
1er octobre 1973	1,000
1er octobre 1974	1,000
1er octobre 1975	1,000
1er octobre 1976	1,000
1er octobre 1977	2,000
1er octobre 1978	2,000
1er octobre 1979	2,000

in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$134,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$134,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 14, 1970, at 8:00 o'clock, p.m., at the City Hall, 280 Labelle Street, St-Jérôme, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jérôme (County of Terrebonne), August 24, 1970.

GAÉTAN CHARETTE,
Clerk.

City Hall, 280 Labelle Street,
St-Jérôme (Terrebonne), P.Q.,
Telephone: 436-1511, code 514. 36023

United Townships of Wendover and Simpson County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Me Marc-André Joyal, notary, Secretary-Treasurer, until 7:00 p.m., at the office of the secretary-treasurer, 575 Main Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q., and thereafter until 8:00 p.m., in the Municipal Hall, Saint-Jean-Baptiste Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q., Wednesday, September 16, 1970, for the purchase of a bond issue of \$350,000, bonds of the United townships of Wendover and Simpson, county of Drummond, dated October 1, 1970 and redeemable serially from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from October 1, 1970.

Table of redemption — \$350,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1971	\$ 1,000
October 1, 1972	1,000
October 1, 1973	1,000
October 1, 1974	1,000
October 1, 1975	1,000
October 1, 1976	1,000
October 1, 1977	2,000
October 1, 1978	2,000
October 1, 1979	2,000

1er octobre 1980.....	\$ 2,000
1er octobre 1981.....	2,000
1er octobre 1982.....	2,000
1er octobre 1983.....	3,000
1er octobre 1984.....	3,000
1er octobre 1985.....	3,000
1er octobre 1986.....	3,000
1er octobre 1987.....	4,000
1er octobre 1988.....	4,000
1er octobre 1989.....	5,000
1er octobre 1990.....	307,000

October 1, 1980.....	\$ 2,000
October 1, 1981.....	2,000
October 1, 1982.....	2,000
October 1, 1983.....	3,000
October 1, 1984.....	3,000
October 1, 1985.....	3,000
October 1, 1986.....	3,000
October 1, 1987.....	4,000
October 1, 1988.....	4,000
October 1, 1989.....	5,000
October 1, 1990.....	307,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.
- 2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.
- 4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.
- 6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$31,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1990 au montant de \$307,000 comprend un solde de \$302,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er octobre 1991.....	\$ 6,000
1er octobre 1992.....	6,000
1er octobre 1993.....	7,000
1er octobre 1994.....	7,000
1er octobre 1995.....	8,000
1er octobre 1996.....	9,000
1er octobre 1997.....	10,000
1er octobre 1998.....	10,000
1er octobre 1999.....	11,000
1er octobre 2000.....	13,000
1er octobre 2001.....	14,000
1er octobre 2002.....	15,000
1er octobre 2003.....	16,000
1er octobre 2004.....	18,000
1er octobre 2005.....	20,000
1er octobre 2006.....	22,000
1er octobre 2007.....	24,000
1er octobre 2008.....	26,000
1er octobre 2009.....	29,000
1er octobre 2010.....	31,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. Five-year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.
2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.
4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.
5. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.
6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraphs 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$31,000, and if greater than the latter amount, said part must comprise one only or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturity, excluding the 20-year fixed-term part. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise only one of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The October 1, 1990 maturity in the amount of \$307,000 includes a balance of \$302,000, renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
October 1, 1991.....	\$ 6,000
October 1, 1992.....	6,000
October 1, 1993.....	7,000
October 1, 1994.....	7,000
October 1, 1995.....	8,000
October 1, 1996.....	9,000
October 1, 1997.....	10,000
October 1, 1998.....	10,000
October 1, 1999.....	11,000
October 1, 2000.....	13,000
October 1, 2001.....	14,000
October 1, 2002.....	15,000
October 1, 2003.....	16,000
October 1, 2004.....	18,000
October 1, 2005.....	20,000
October 1, 2006.....	22,000
October 1, 2007.....	24,000
October 1, 2008.....	26,000
October 1, 2009.....	29,000
October 1, 2010.....	31,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$307,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$307,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément aux tableaux d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 250 — \$350,000 — aqueduc, égouts, etc.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures du soir, mercredi, le 16 septembre 1970, Salle municipale, rue St-Jean-Baptiste, St-Cyrille-de-Wendover, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Cyrille-de-Wendover (Comté de Drummond), le 20 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,

ME MARC-ANDRÉ JOYAL, N.P.

Bureau du secrétaire-trésorier,

575, rue Principale,

St-Cyrille-de-Wendover (Drummond), P.Q.

Téléphone: 397-4226, code 819. 36014-o

Paroisse de St-Jean-de-Matha

Comté de Joliette

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Dionne St-Georges, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures 30 du soir, Bureau de la Corporation, 21, rue Principale, case postale 60, St-Jean-de-Matha, comté de Joliette, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, École Jean XXIII, St-Jean-de-Matha, comté de Joliette, P.Q. mardi, le 15 septembre 1970, pour l'achat de \$204,000 d'obligations de la paroisse de St-Jean-de-Matha, comté de Joliette, datées du 1er octobre 1970 et remboursables par séries du 1er octobre 1971 au 1er octobre 1990 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 191 — \$197,000 — renouvellement d'emprunt; 230 — \$7,000 — frais de refinancement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1970.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par in Drummondville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$307,000. However, should they be issued for an amount greater than \$307,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance, with the tables of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds shall be issued under the following by-law: 250 — \$350,000 — aqueduct, sewers, etc.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Wednesday, September 16, 1970, at 8:00 p.m., in the Municipal Hall, Saint-Jean-Baptiste Street, Saint-Cyrille-de-Wendover, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Cyrille-de-Wendover (County of Drummond), August 20, 1970.

ME MARC-ANDRÉ JOYAL, P.N.,

Secretary-Treasurer.

Office of the Secretary-Treasurer,

575 Main Street,

St-Cyrille-de-Wendover (Drummond), P.Q.

Telephone: 397-4226, code 819. 36014

Parish of St-Jean-de-Matha

County of Joliette

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Dionne St-Georges, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., Office of the Corporation, 21 Main Street, P.O. Box 60, St-Jean-de-Matha, county of Joliette, P.Q., and afterwards, until 8:00 o'clock p.m., Jean XXIII School, St-Jean-de-Matha, county of Joliette, P.Q., Tuesday, September 15, 1970, for the purchase of an issue of \$204,000 of bonds for the parish of St-Jean-de-Matha, county of Joliette, dated October 1, 1970 and redeemable serially from October 1, 1971 to October 1, 1990 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same or the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws numbers: 191 — \$197,000 — loan renewal; 230 — \$7,000 — Refinancing costs.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1970.

Tableau d'amortissement — \$204,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1971	\$ 6,000
1er octobre 1972	6,000
1er octobre 1973	6,000
1er octobre 1974	7,000
1er octobre 1975	7,000
1er octobre 1976	7,000
1er octobre 1977	8,000
1er octobre 1978	8,000
1er octobre 1979	9,000
1er octobre 1980	9,000
1er octobre 1981	10,000
1er octobre 1982	10,000
1er octobre 1983	11,000
1er octobre 1984	12,000
1er octobre 1985	13,000
1er octobre 1986	13,000
1er octobre 1987	14,000
1er octobre 1988	15,000
1er octobre 1989	16,000
1er octobre 1990	17,000

Table of redemption — \$204,000 — 20 years

Year	Capital
October 1, 1971	\$ 6,000
October 1, 1972	6,000
October 1, 1973	6,000
October 1, 1974	7,000
October 1, 1975	7,000
October 1, 1976	7,000
October 1, 1977	8,000
October 1, 1978	8,000
October 1, 1979	9,000
October 1, 1980	9,000
October 1, 1981	10,000
October 1, 1982	10,000
October 1, 1983	11,000
October 1, 1984	12,000
October 1, 1985	13,000
October 1, 1986	13,000
October 1, 1987	14,000
October 1, 1988	15,000
October 1, 1989	16,000
October 1, 1990	17,000

En plus, les modalités suivants seront considérées:

1° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans, ou 10 ans ou 15 ans.

2° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

3° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans.

4° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

5° Obligations échéant en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

6° Obligations échéant en séries avec courte échéance 5 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, dans le cas des paragraphes 4°, 5° et 6°, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$17,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Également, les obligations émises à courte échéance 5 ans ou 10 ans, ne devront comporter que des amortissements annuels entiers, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant la partie qui sera à terme fixe 20 ans.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean-de-Matha.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans pour un montant égal ou moindre de \$17,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$17,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de

Moreover, the following terms and conditions shall be considered:

1. Five year, 10-year or 15-year short-term serial bonds.

2. Ten-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

3. Ten-year serial bonds with the balance as 5-year short-term bonds.

4. Ten-year serial bonds with the balance as 10-year short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

5. Ten-year serial bonds with the balance as short-term bonds for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

6. Five-year short-term serial bonds for the one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of paragraph 4, 5 and 6, the 20-year fixed-term bonds shall be for an amount not less than \$17,000, and if higher than the latter amount, the said part must comprise one only or more complete annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities. Also, the 5-year or 10-year short-term bonds shall comprise only complete annual amortizations, and starting with the last years of maturities, excluding the 20-year fixed-term part.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jean-de-Matha.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and as 20-year fixed-term bonds for an amount equal to or less than \$17,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$17,000, the bonds so issued shall be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each for the annual amount required to amortize the issue,

l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 15 septembre 1970, à 8 heures du soir, École Jean XXIII, St-Jean-de-Matha, comté de Joliette, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-de-Matha (Comté de Joliette), ce 25 août 1970.

Le secrétaire-trésorier,
DIONNE ST-GEORGES.

Bureau de la corporation,
21, rue Principale, Case postale 60,
St-Jean-de-Matha (Joliette), P.Q.
Téléphone: 886-3861, code 514. 36025-o

pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 15, 1970, at 8:00 o'clock p.m., Jean XXIII School, St-Jean-de-Matha, county of Joliette, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

St-Jean-de-Matha (County of Joliette), August 25, 1970.

DIONNE ST-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
21 Main Street, P.O. Box 60,
St-Jean-de-Matha (Joliette), P.Q.
Telephone: 886-3861, code 514. 36025

Syndicat coopératif

Association des Principaux de Le Gardeur

(Loi des syndicats professionnels)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 juin 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des Principaux de Le Gardeur », avec siège social situé au numéro 56, Curé Martineau, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

36010-o 14-70

Cooperative Syndicate

Association des Principaux de Le Gardeur

(Professional Syndicates Act)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that, on June 9, 1970, he authorized the formation of a professional syndicate under the name of "Association des Principaux de Le Gardeur", with head office situated at number 56 Curé Martineau, Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

36010 14-70

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { HERVÉ POMERLEAU
No 34-495. { INC., corporation léga-
lement constituée, ayant son
siège social à Ville St-Georges-Ouest, Beauce,
demanderesse, vs Dr. JEAN-MARIE CHAM-
BERLAND, 111, 23e rue, Ville St-Georges Est,
Beauce, défendeur.

Pour être vendus « en bloc » les immeubles ci-après décrits:

« Un emplacement ayant soixante pieds anglais de largeur sur environ soixante-douze pieds anglais de profondeur, étant partie du lot numéro quatorze de la subdivision du lot numéro six cent fraction onze (Ptie 600-11-14) du plan amendé d'une partie du cadastre de la paroisse de St-Georges, en le comté de Beauce, maintenant de la municipalité du village de St-Georges Est,

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Superior Court, { HERVÉ POMERLEAU
No. 34-495. { INC., legally constitu-
ted with its head office in the
town of St. Georges West, Beauce, Plaintiff, vs
Dr. JEAN-MARIE CHAMBERLAND, 111,
23rd Street, Town of St. Georges East, Beauce,
Defendant.

The following buildings are to be sold "en bloc":

"A site measuring sixty English feet wide by approximately seventy-two English feet deep, constituting part of lot number fourteen of the subdivision of lot number six hundred fraction eleven (Part 600-11-14) of the amended plan of part of the cadastre of the parish of St. Georges, in the county of Beauce, now the municipality of the village of St. Georges East, with buildings,

avec bâtisses, borné en front à une rue, au nord-est à Charles Bernard, au sud-ouest au terrain dans le terrain décrit dans le paragraphe 2° b) ci-dessous et au nord-ouest à Charles-Auguste Thibaudeau;

Un emplacement situé en la ville de St-Georges de Beauce, ayant environ soixante-six pieds anglais de largeur sur environ soixante-douze pieds anglais de profondeur, borné en front à la rue St-Georges, au nord-est à l'emplacement ci-dessus décrit dans le paragraphe 2° a) ci-dessus, à la profondeur à Charles-Auguste Thibaudeau et au sud-ouest à Mary Gagné *et al*, étant partie du lot numéro six cent fraction onze fraction quatorze (Ptie 600-11-14) et le lot numéro six cent fraction onze fraction quinze fraction deux (600-11-15-2) du plan amendé d'une partie du cadastre de la paroisse de St-Georges, en le comté de Beauce, maintenant de la municipalité du village de St-Georges-Est, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances.»

À charge de la balance d'hypothèque due à M. Gédéon Gilbert.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Beauce, à Beauceville-Est, comté de Beauce, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député shérif,

ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce, ce 17 août 1970. 35941-0

bounded: in front by a street, on the northeast by Charles Bernard, on the southwest by a plot in the piece of land described in paragraph 2. (b) hereunder mentioned and on the northwest by Charles-Auguste Thibaudeau;

A site situated in the town of St. Georges de Beauce, measuring approximately sixty-six English feet wide by approximately seventy-two English feet deep, bounded in front by St. Georges Street, on the northeast by the site described above in paragraph 2. (a), in the back by Charles-Auguste Thibaudeau and on the southwest by Mary Gagné *et al*, constituting part of the lot number six hundred fraction eleven fraction fourteen, (Pt. 600-11-14) and lot number six hundred fraction eleven fraction fifteen fraction two (600-11-15-2) of the amended plan of part of the cadastre of St. Georges Parish in Beauce County, now part of the municipality of the village of St. Georges East, with building thereon erected, circumstances and dependencies.»

Subject to payment of the balance of the hypothec owing to Mr. Gédéon Gilbert.

To be sold "en bloc" at the Registry Office of the Division of Beauce, at Beauceville-Est, county of Beauce, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1970 at TEN a.m.

ADALBERT LESSARD,

Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Joseph of Beauce, August 17, 1970. 35941

BEAUHARNOIS

De Terris

District de Beauharnois

Cour Supérieure, {
No 11863. { MATHIEU DORAIS, ins-
tituteur, des cité et
district de Beauharnois, en sa
qualité d'exécuteur-testamentaire de la succession
de Maria Mathieu, et MARIE BERTHE
MARCHAND, fille majeure et usant de ses
droits, domiciliée et résidant à ville de Léry,
district de Beauharnois, demandeurs, *vs* YVETTE
ROLLAND, célibataire, de Salaberry de
Valleyfield, district de Beauharnois, OSCAR
ROLLAND, de Côteau du Lac, district de Beau-
harnois, FERDINAND ROLLAND domicilié et
résidant à 27 rue Arthur, Salaberry de Valleyfield,
district de Beauharnois, HENRI ROLLAND, de
Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois,
XAVIER ROLLAND, de Salaberry de Valley-
field, district de Beauharnois, LES HÉRITIERS
DE BETHA ROLLAND, en son vivant, épouse
d'Augustin Lefort, de Salaberry de Valleyfield,
district de Beauharnois, DAME MARIE LOUISE
ROLLAND, épouse commune en biens de
Wilfrid Therrien, domiciliée et résidant à 24
Eastern, Salaberry de Valleyfield, et ledit
WILFRID THERRIEN, pour autoriser son
épouse aux fins des présentes, défendeurs et
MONSIEUR LE RÉGISTRATEUR de la divi-
sion d'enregistrement de Beauharnois, des cité et
district de Beauharnois, mis en cause ès qualité.

« Deux emplacements sis et situés à Mélocheville, connus et désignés comme étant partie du lot numéro trois cent soixante et onze (P. No 371) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois; mesurant soixante-quinze pieds de largeur par toute la profondeur qu'il peut y avoir depuis le chemin public à aller à une autre partie du même lot No 371 appartenant à The Canadian Light &

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, {
No. 11863. { MATHIEU DORAIS,
school-teacher, of the
city and district of Beauhar-
nois, in his capacity of executor of the estate of
Maria Mathieu, and MARIE BERTHE MAR-
CHAND, spinster of the full age of majority
acting in her own right, domiciled and residing
in the town of Léry, district of Beauharnois,
plaintiffs, *versus* YVETTE ROLLAND, spinster,
of Salaberry de Valleyfield, district of Beauhar-
nois, OSCAR ROLLAND, of Côteau du Lac,
district of Beauharnois, FERDINAND ROL-
LAND, domiciled and residing at 27 Arthur
Street, Salaberry de Valleyfield, district of
Beauharnois, HENRI ROLLAND, of Salaberry
de Valleyfield, district of Beauharnois, XAVIER
ROLLAND, of Salaberry de Valleyfield, district
of Beauharnois, THE HEIRS OF BETHA
ROLLAND, in her lifetime, wife of Augustin
Lefort, of Salaberry de Valleyfield, district of
Beauharnois, DAME MARIE LOUISE ROL-
LAND, wife common as to property of Wilfrid
Therrien, domiciled and residing at 24 Eastern,
Salaberry de Valleyfield, and the said WILFRID
THERRIEN, to authorize his wife for the pur-
pose of these presents, defendants, and MR RE-
GISTRAR of the Beauharnois registration
division, of the city and district of Beauharnois,
mis en cause, ès qualité.

«Two sites situated and located in Melocheville, known and designated as being part of lot number three hundred and seventy-one (P. No. 371) on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Clément, county of Beauharnois; measuring seventy-five feet in width by the whole depth that might exist from the public road to another part of the same lot No. 371 belonging to The Canadian Light & Power Co.;

Power Co.; borné, en front par le chemin public, en profondeur par partie du lot No 371 appartenant à The Canadian Light & Power Co.; d'un côté au sud-ouest par une partie du lot No 371 appartenant à Domina Allard ou représentants et de l'autre côté au nord-est par une autre partie du lot No 371 appartenant à Richard Ellis ou représentants.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Salaberry de Valleyfield, J.-LUCIEN PRIMEAU,
le 17^e jour d'août 1970. 35961-0

bounded, in front by the public road, in depth by part of lot No. 371 belonging to The Canadian Light & Power Co.; one one side on the southwest by a part of lot No. 371 belonging to Domina Allard or representatives and on the other side on the northeast by another part of lot No. 371 belonging to Richard Ellis or representatives.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.»

To be sold at the Registry Office for the division of Beauharnois, in Beauharnois, on the FIRST day of OCTOBER, 1970, at TEN o'clock a.m.

Sheriff's Office, J.-LUCIEN PRIMEAU,
Salaberry de Valleyfield, *Assistant Sheriff.*
the 17th day of August, 1970. 35961

G A S P É

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, { **A**NTYME BOILY, deman-
No 150-623. { deur, *vs* J. HECTOR
LAMB, 3374 rue Beauchamp,
Ste-Foy, Québec, défendeur.

« Un terrain situé dans la municipalité de Pabos, portant le numéro 79-A-38-3 du cadastre officiel du premier rang ville de Chandler, borné vers le nord par les lots Nos 79-A-2 et 79-A-16, vers l'est par le lot 79-A-38-2, vers le sud par la rue James Flynn ou lot 79-A-7, puis vers l'ouest par les lots 79-A-17 et 79-A-1. Il mesure vers le nord trente-cinq pieds (35'), trente-deux pieds et quatre dixièmes (32.4'), vers l'est quatre-vingt-douze pieds et huit dixièmes (92.8'), vers le sud soixante-quatre pieds et six dixièmes (64.6'), puis vers l'ouest cent pieds (100'), contenant en superficie six mille cent quatre-vingt-neuf pieds carrés, mesure anglaise. »

« Un terrain situé dans la municipalité de Pabos, portant le numéro 79-A-38-2 du cadastre officiel du premier rang ville de Chandler, borné vers le nord par les lots Nos 79-A-16, 79-A-15, 79-A-14, vers l'est par le lot No 79-A-38-1, vers le sud par la rue James Flynn ou lot 79-A-7, puis vers l'ouest par le lot 79-A-38-3. Il mesure vers le nord trente-huit pieds (38'), vingt-sept pieds et cinq dixièmes (27.5'), vers l'est quatre-vingt-neuf pieds (89'), vers le sud soixante-quatre et six dixièmes (64.6'), puis vers l'ouest quatre-vingt-douze pieds et huit dixièmes (92.8'). Sa superficie est de cinq mille huit cent trente-cinq pieds carrés et huit dixièmes, mesure anglaise. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Gaspé, au Palais de Justice de Percé, VENDREDI, le SEIZIÈME jour d'OCTOBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif intérimaire,*
Percé, le 11 août 1970. JEAN BOURGET.
36015-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, { **P**HILIPPE MOREAU,
No 494. { Petite Rivière Ouest,
district de Gaspé, demandeur,
vs FRANCIS RAIL, Petite Rivière Ouest, district
de Gaspé, défendeur.

G A S P É

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Québec

Superior Court, { **A**NTYME BOILY, plain-
No. 150-623. { tiff, *vs* J. HECTOR
LAMB, 3374 Beauchamp
Street, Sainte-Foy, Québec, defendant.

« A lot of land situated in the municipality of Pabos, bearing number 79-A-38-3 on the official cadastre for the first range, town of Chandler; bounded towards north by lots Nos. 79-A-2 and 79-A-16, towards east by lot 79-A-38-2, towards south by James Flynn Street or lot 79-A-7, then towards west by lots 79-A-17 and 79-A-1. It measures towards north thirty-five feet (35'), thirty-two feet and four tenths (32.4'), towards east ninety-two feet and eight tenths (92.8'), towards south sixty-four feet and six tenths (64.6'), then towards west one hundred feet (100'), containing in superficial area six thousand one hundred and eighty-nine square feet, English measure. »

« A lot of land situated in the municipality of Pabos, bearing number 79-A-38-2 on the official cadastre for the first range, town of Chandler, bounded towards north by lots Nos. 79-A-16, 79-A-15, 79-A-14, towards east by lot No. 79-A-38-1, towards south by James Flynn Street or lot 79-A-7, then towards west by lot 79-A-38-3. It measures towards north thirty-eight feet (38'), twenty-seven feet and five tenths (27.5'), towards east eighty-nine feet (89'), towards south sixty-four and six tenths (64.6'), then towards west ninety-two feet and eight tenths (92.8'). Its area is five thousand eight hundred and thirty-five square feet and eight tenths, English measure. »

To be sold at Gaspé Registry Office, at the Court House of Percé, FRIDAY, the SIXTEENTH day of OCTOBER, 1970, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, JEAN BOURGET,
Percé, August 11, 1970. *Acting Sheriff.*
36015

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Gaspé

Provincial Court, { **P**HILIPPE MOREAU,
No. 494. { Petite Rivière Ouest,
district of Gaspé, plaintiff, *vs*
FRANCIS RAIL, Petite Rivière Ouest, district
of Gaspé, defendant.

« Un certain lopin de terre sis et situé à Petite-Rivières Ouest, comté et district de Gaspé, connu et désigné au livre de renvoi et cadastre officiel de la Seigneurie de Grande-Rivière, division d'enregistrement de Percé, comme étant une partie du lot numéro 269 (deux cent soixante-neuf), au 2e rang de ladite Seigneurie de Grande-Rivière; ledit lopin de terre borné comme suit: au nord, au sud et à l'est par Cyprien Beaudin et à l'ouest par Réal Beaudin, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du district de Gaspé, au Palais de Justice de Percé, VENDREDI, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, JEAN BOURGET.
Percé, le 12 août 1970. 36016-0

« A certain piece of land situated at Petite-Rivière Ouest, county and district of Gaspé, known and designated on the book of reference and official cadastre of the Seigniorie of Grande-Rivière, Registration Division of Percé, as comprising part of lot number 269 (two hundred sixty-nine), on the 2nd range of the said Seigniorie of Grande-Rivière; the said piece of land bounded as follows: in the north, south and east by Cyprien Beaudin and in the west by Réal Beaudin, with building thereon constructed, circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registry Office of the district of Gaspé, Court House of Percé, FRIDAY, the NINTH day of OCTOBER, 1970, at TEN o'clock a.m.

JEAN BOURGET,

Sheriff's Office, Acting Sheriff.
Percé, August 12, 1970. 36016

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { GÉRARD ROY, actuel-Cour Provinciale, lement résidant au No 6,163. } 100, rue Grégoire, à Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur, vs HENRI POULIN, actuellement résidant au 56 René Philippe, en la ville de Lemoyne, district de Montréal, défendeur.

« Le lot 43 de la subdivision officielle du lot originaire 25 du cadastre officiel de la paroisse de St-Eugène, mesurant soixante (60) pieds de largeur par cent soixante (160) pieds de profondeur. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, CLAUDE AUDET.
Saint-Jean, P.Q., ce 19 août 1970. 36017-0

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Iberville

St. John's, to wit: { GÉRARD ROY, presently Provincial Court, residing at 100 Grégoire No. 6,163. } Street, at St. John's, district of Iberville, plaintiff, vs HENRI POULIN, presently residing at 56 René Philippe, in the town of Lemoyne, district of Montreal, defendant.

« Lot 43 of the official subdivisions of original lot 25 of the official cadastre of the parish of St-Eugène, measuring sixty (60) feet in width by one hundred and sixty (160) feet in depth. »

To be sold at the Registry Office of the county of St. John's, in the city of St. John's, on the SIXTH day of OCTOBER, 1970, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,

Sheriff's Office, Sheriff.
St. John's, P.Q., August 19, 1970. 36017

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour de l'Échiquier { DANS L'AFFAIRE DE du Canada LA LOI DE L'IM- No IT-341-70. } PÔT SUR LE REVENU et modifications, Elizabeth

II, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défendeur de la Foi, demanderesse, vs dans l'affaire de RAFFAELE MASECCHIA, rang 8, Lac Rond, St-Calixte, dans la province de Québec, défendeur.

« Un lopin de terre, sans bâtisse situé en ville des Laurentides, ayant front à la route No 65, connu et désigné comme une partie du lot numéro deux mille soixante et onze, partie No 2071 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lin mesurant cent trente-cinq pieds (135') de largeur, du nord au sud, sur cent cinquante pieds (150') de profondeur, mesure anglaise, borné comme suit: en front à l'est, par le chemin public ou route No 65, en arrière, à l'ouest et du côté nord, par d'autres parties du même lot, restant la propriété de la venderesse et du côté sud,

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Exchequer Court { IN THE CASE OF THE of Canada INCOME TAX ACT No IT-341-70. } and amendments, Elizabeth II, by the Grace of

God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith, plaintiff, vs in the case of RAFFAELE MASECCHIA, range 8, Rond Lake, Saint-Calixte, in the province of Québec, defendant.

« A piece of land, without building situated in the town of Laurentides, fronting on route No. 65, known and designated as forming part of lot number two thousand and seventy-one, part No. 2071 on official plan and book of reference for the parish of St-Lin; measuring one hundred and thirty-five feet (135') in width, from north to south, by one hundred and fifty feet (150') in depth, English measure, bounded as follows: in front on the east, by the Public Road or route No. 65, in rear, on the west and on the north side, by other parts of same lot, remaining the property

par le lot No 1127 du même cadastre, pour la plus grande partie et par partie dudit lot 2071 pour le surplus.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes y attachées. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de l'Assomption à l'Assomption, JEUDI, le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE 1970, à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION,
Joliette, ce 20 août 1970. 36018-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour de l'Échiquier (DANS L'AFFAIRE DE
du Canada, LA LOI DE L'IM-
No IT-341-70. PÔT SUR LE REVENU
et modifications, Elizabeth
II, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-
Uni, du Canada et de ses autres royaumes et
territoires, Chef du Commonwealth, défenseur
de la Foi, demanderesse, *vs* dans l'affaire de,
RAFFAELE MASECCHIA, rang 8, Lac Rond
St-Calixte, dans la province de Québec, défen-
deur.

« Deux lots de terre vacants, situés à St-Calixte, comté de Montcalm, savoir:

Les lots numéros vingt-six et vingt-sept du lot numéro douze A du rang huit des plan et livre de renvoi officiels du canton de Kilkenny, les lots Nos 12A-26 et 27 mesurant en tout cent cinquante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise plus ou moins.

Tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendus au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, à Ste-Julienne, VENDREDI, le DEUXIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1970, à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION,
Joliette, ce 20 août 1970. 36019-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Joliette

Cour Supérieure, (LES PRÉVOYANTS DU
No 24,051. CANADA, corporation
légalement constituée, ayant
son siège social au 801, est de la rue Sherbrooke,
à Montréal, district de Montréal, demandeurs,
vs DAME THÉRÈSE BELIVEAU, ménagère,
domiciliée et résidant au 1440, est rue Henri
Bourassa, à Montréal, épouse légalement séparée
de Euclide Leclerc, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur le côté sud-est de la rue Ste-Thérèse, à cent quarante pieds au nord-est de la rue Sacré-Coeur, dans le village de Charlemagne, mesurant cent quarante pieds de largeur par quatre-vingt pieds de profondeur, puis cent vingt-cinq pieds de largeur par quarante pieds de profondeur, et se composant des lots numéros un et deux de la subdivision du lot numéro cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante et un et des lots numéros un et deux de la redivision

of the vendor and on the south side, by lot No. 1127 on the same cadastre for the largest part and by part of said lot 2071 for the surplus.

As the whole now subsists with all the servitudes attached thereto." »

To be sold at the Registration Division Office of L'Assomption in L'Assomption, THURSDAY, the FIRST day of the month of OCTOBER, 1970, at NINE o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, August 20, 1970. 36018

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Exchequer Court (IN THE CASE OF THE
of Canada, INCOME TAX ACT
No. IT-341-70. and amendments, Eliza-
beth II, by the Grace of
God, of the United Kingdom, Canada and Her
other Realms and Territories Queen, Head of the
Commonwealth, Defender of the Faith, plaintiff,
vs in the case of RAFFAELE MASECCHIA,
range 8, Rond Lake, Saint-Calixte, in the Pro-
vince of Québec, defendant.

«Two vacant lots of land, situated in Saint-Calixte, county of Montcalm, to wit:

Lots numbers twenty-six and twenty-seven of lot number twelve A in range eight on official plan and book of reference for the township of Kilkenny, lots Nos 12A-26 and 27; measuring the whole one hundred and fifty feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less.

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immovable." »

To be sold at the Registration Division Office of Montcalm, in Ste-Julienne, FRIDAY, the SECOND day of the month of OCTOBER, 1970, at NINE o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, August 20, 1970. 36019

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

District of Joliette

Superior Court, (LES PRÉVOYANTS DU
No. 24,051. CANADA, company le-
gally incorporated, having its
head office at 801 Sherbrooke Street East, in
Montreal, district of Montreal, plaintiffs, *vs*
DAME THÉRÈSE BELIVEAU, housewife,
domiciled and residing at 1440 Henri Bourassa
Street East, Montreal, wife, legally separated of
Euclide Leclerc, defendant.

«An emplacement fronting on the southeast side of Sainte-Thérèse Street, at one hundred and forty feet on the northeast of Sacré-Coeur Street, in the village of Charlemagne, measuring one hundred and forty feet in width by eighty feet in depth, and one hundred and twenty-five feet in width by forty feet in depth, and being composed of lots numbers one and two of the subdivision of lot number one hundred and thirty-four of the official subdivision of original lot number forty-one and of lots numbers one

du lot numéro cent trente-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro quarante et un (41-134-1, 41-134-2, 41-135-1, 135-2), chacun de soixante-dix pieds par quarante pieds, et de la partie nord-est du lot 41-136, cent vingt-cinq pieds par quarante pieds; borné au nord par le lot 41-135-2, au sud par le lot 41-137, à l'est par une rue, à l'ouest par le lot 41-115 du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul l'Ermitte, division d'enregistrement de L'Assomption;

Avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 200, rue Ste-Thérèse à Charlemagne.»

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, à L'Assomption, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1970, à NEUF heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN-MARC MARION,
Joliette, ce 18 août 1970. 36024-0

and two of the redivision of lot number one hundred and thirty-five of the official subdivision of original lot forty-one (41-134-1, 41-134-2, 41-135-1, 135-2), each being seventy feet by forty feet, and of the northeast part of lot 41-136, one hundred and twenty-five feet by forty feet; bounded on the north by lot 41-135-2, on the south by lot 41-137, on the east by a street, on the west by lot 41-115 on the official cadastre of the parish of Saint-Paul l'Ermitte, registration division of L'Assomption.

With buildings thereon erected bearing civic number 200 Sainte-Thérèse Street, in Charlemagne.»

To be sold at the office of the Registration Division of L'Assomption, at L'Assomption, WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of SEPTEMBER, 1970, at NINE in the morning.

JEAN-MARC MARION,

Sheriff's Office, Sheriff,
Joliette, August 18, 1970. 36024

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, { CRÉDIT TRANS-QUÉ-
No 759-445. BEC INC., demande-
resse, vs DONALD AIK-
MAN, résidant au numéro civique 100 Bedford
Road, Baie d'Urfé, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement faisant front sur la Place Bayview, dans la ville de Pincoirt, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent de la subdivision du lot originaire numéro cent soixante-quatorze (174-300) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrot;

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 126 de ladite Place Bayview à Pincoirt.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, 20 rue Boisvert à Vaudreuil, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 20 août 1970. 35996-0

Fieri Facias de Bonis de Terris
District de Montréal

Cour Supérieure, { S. ROSSINI & SONS LTD.,
No: 783-415. S. demanderesse, vs ZYG-
MUNT ORBACH, défendeur.

La moitié indivise des immeubles suivants:

« Les lots sept, douze, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, trente et un, trente-deux, trente-quatre, trente-neuf, quarante-deux, quarante-cinq, quarante-neuf, cinquante, cinquante et un, cinquante-deux, cinquante-neuf, soixante, soixante et un, soixante-deux, soixante-trois, soixante-quatre et soixante-sept de la subdivision du lot originaire numéro dix-neuf (19-7, 12, 21, 22, 23, 31, 32, 34, 39, 42, 45, 49, 50, 51, 52, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 67) du cadastre officiel de la paroisse St-François-de-Sales, division d'enregistrement de Laval; »

ainsi que les lots numéros quatre, sept, huit, neuf, dix et onze du lot originaire no. trente-quatre, (34-4, 7, 8, 9, 10 et 11) du cadastre officiel de la paroisse de St-François de Sales, division d'enregistrement de Laval;

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
District of Montreal

Superior Court, { CRÉDIT TRANS-QUÉ-
No. 759-445. BEC INC., plaintiff,
{ versus DONALD AIKMAN,
residing at civic number 100 Bedford Road,
Baie d'Urfé, district of Montreal, defendant.

« A certain emplacement fronting on Bayview Place, in the town of Pincoirt, known and designated as lot number three hundred of the subdivision of original lot number one hundred and seventy-four (174-300) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Jeanne de l'Ile Perrot.

With the building thereon erected, bearing civic number 126 of the said Bayview Place, in Pincoirt.»

To be sold at the Vaudreuil Registry Office, 20 Boisvert Street, in Vaudreuil, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1970, at TWO o'clock p.m.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, August 20, 1970. 35996

Fieri Facias de Bonis de Terris
District of Montreal

Superior Court, { S. ROSSINI & SONS LTD.,
No. 783-415. S. plaintiff, vs ZYGMUNT
{ ORBACH, defendant.

The undivided half of the following im-
movables:

« Lots number seven, twelve, twenty-one, twenty-two, twenty-three, thirty-one, thirty-two, thirty-four, thirty-nine, forty-two, forty-five, forty-nine, fifty, fifty-one, fifty-two, fifty-nine, sixty, sixty-one, sixty-two, sixty-three, sixty-four and sixty-seven of subdivision of the original lot number nineteen (19-7, 12, 21, 22, 23, 31, 32, 34, 39, 42, 45, 49, 50, 51, 52, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 67) of the official cadastre of St-François-de-Sales Parish, Registry Division of Laval:

as well as lots numbers four, seven, eight, nine, ten and eleven of the original lot number thirty-four, (34-4, 7, 8, 9, 10 and 11) of the official cadastre of St-François de Sales Parish, Registry Division of Laval;

ainsi que partie non subdivisée du lot numéro trente-quatre (34) du même cadastre officiel de la paroisse de St-François de Sales, division d'enregistrement de Laval, décrit comme suit: de forme irrégulière bornée au nord par deux parties non subdivisées du lot numéro trente-quatre et par les lots trente-quatre-dix et trente-quatre-onze (34-10 et 34-11); bornée au sud par une partie non subdivisée du lot numéro trente-quatre (34) propriété de l'Hydro-Québec; bornée à l'ouest par une partie non subdivisée du lot numéro trente-quatre (34) et par une partie non subdivisée du lot numéro trente-cinq (35) et à l'est par une partie non subdivisée du lot numéro trente-trois (33). Ce terrain mesure plus ou moins 395 pieds dans sa ligne sud; 771.5 pieds dans sa ligne est; 513 pieds du côté ouest du terrain de l'Hydro-Québec jusque vers le nord à un endroit où la ligne se continue vers l'est pour une distance de 68 pieds pour de nouveau se continuer vers le nord jusqu'au lot 34-10. Toutes les mesures aux présentes mentionnées sont des mesures anglaises en plus ou moins; et un autre immeuble connu et désigné comme étant une partie non subdivisée du lot numéro dix-neuf (19) bornée au nord-est par une partie non subdivisée du lot numéro vingt (20); au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro dix-neuf (19); au sud-ouest par une partie non subdivisée du lot numéro dix-huit (18) et au sud-est par les lots 19-55, 19-56 et 19-66; ledit terrain mesurant 274 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest; 282.4 dans sa ligne sud-est et 281 pieds dans sa ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise, plus ou moins, ladite partie du lot numéro 19 étant du cadastre officiel de la paroisse St-François de Sales, division d'enregistrement de Laval. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en ville de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 20 août 1970. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 35997-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 789-736. { IRVING SANFT, administrateur, de la cité de Westmount, district de Montréal, et y résidant au 4300, boulevard de Maisonneuve, demandeur, vs REUBEN ROSEN & AL, administrateur, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, et y résidant, domicilié au 5705, avenue Palmer, défendeur.

« Un certain emplacement faisant front sur l'avenue Palmer, dans la cité de Côte Saint-Luc, connu et désigné comme étant les lots numéros trois cent trente-trois et trois cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trente-trois (133-333 et 334) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 5705, avenue Palmer. »

Pour être vendus au bureau du protonotaire, bureau 129, au vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, le 18 août 1970. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 35998

as well as the undivided part of lot number thirty-four (34) of the same official cadastre of St-François de Sales Parish, Registry Division of Laval, described as follows: of irregular dimensions bounded in the north by two undivided parts of lot number thirty-four and by lots thirty-four-ten and thirty-four-eleven (34-10 and 34-11); bounded in the south by an undivided part of lot number thirty-four (34), the property of Hydro-Québec; bounded on the west by an undivided part of lot number thirty-four (34) and by an undivided part of lot number thirty-five (35) and on the east by an undivided part of lot number thirty-three (33). This land measures more or less 395 feet in its southern boundary; 771.5 feet in its eastern boundary; 513 feet on the west side of the land belonging to Hydro-Québec north to a point where the boundary continues towards the east for a distance of 68 feet and then goes north once again as far as far as lot 34-10. All the aforementioned measurements are English measurements more or less; and another building known and designated as being a part of the undivided lot number nineteen (19) bounded on the northeast by an undivided part of lot number twenty (20); on the northwest by an undivided part of lot number nineteen (19); on the southwest by an undivided part of lot number eighteen (18) and on the southeast by lots numbers 19-55, 19-56 and 19-66; the said land measuring 274 feet on its northeast and southwest boundaries; 282.4 on its southeastern boundary and 281 feet on its northwestern boundary, according to English measurements, more or less, the said part of lot number 19 being part of the official cadastre of the St-François de Sales Parish, Registry Division of Laval."

To be sold "en bloc" at the Registry Division of the county of Laval, in the town of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, the FIRST day of OCTOBER 1970, at ELEVEN a.m.

Sheriff's Office, Superior Court, Montréal August 20, 1970. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 35997

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 789-736. { IRVING SANFT, Executive, of the City of Westmount, district of Montreal and therein residing at 4300 de Maisonneuve Blvd., plaintiff, vs REUBEN ROSEN & AL, Executive of the City of Côte St. Luc, district of Montreal, and therein domiciled and residing at 5705 Palmer Avenue, defendant.

"That certain emplacement fronting on Palmer Avenue in the City of Côte St. Luc known and designated as lots number three hundred and thirty-three and three hundred and thirty-four of the official subdivision of original lot number one hundred and thirteen (133-333 and 334) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal with the building thereon erected bearing civic number 5705, Palmer Avenue."

To be sold at the Prothonotary's office, Room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, on the THIRTIETH day of SEPTEMBER 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, August 18, 1970. *PAUL ST-MARTIN, Assistant Sheriff.* 35998-0

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Provinciale, { GÉRARD BERGERON,
No 1085. { garagiste domicilié et
résidant au secteur de Précieux Sang, en la ville de Bécancour, district de Nicolet, demandeur, vs JEAN GUY TOUTANT, résidant à Ste-Perpétue, district de Nicolet, défendeur.

Un terrain emplacement situé à Ste-Perpétue, district de Nicolet, du côté sud-ouest du chemin de front du rang St-Joseph, contenant un demi arpent de front sur 1 arpent de profondeur à prendre le long de la ligne sud-est de la terre ayant appartenu à Arthur Camirand et borné, en front, audit chemin, en profondeur, et du côté sud-est, au terrain de Pierre Chassé ou représentants et du côté nord-ouest le terrain dudit Arthur Camirand faisant partie du lot numéro soixante-trois (63) cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Perpétue, avec bâtisse dessus construite.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division numéro 2, situé au Palais de Justice de Nicolet, district de Nicolet, VENDREDI, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE 1970, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, GEORGES DOUCET,
Nicolet, ce 21 août 1970. 36020-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Nicolet

Provincial Court, { GÉRARD BERGERON,
No. 1085. { garage-keeper domiciled
and residing in the Précieux Sang Sector, in the city of Bécancour, district of Nicolet, plaintiff, vs JEAN GUY TOUTANT, residing at Ste-Perpétue, district of Nicolet, defendant.

A piece of land situated in Ste-Perpétue, district of Nicolet, on the southwest side on the road in front of St-Joseph Range, containing half an arpent in front by one arpent in depth to be taken along the southeast line of the land having belonged to Arthur Camirand and bounded, in front, by the said road, in depth, and on the southeast side, by the land of Pierre Chassé or representatives and on the northwest side by the land of the said Arthur Camirand being part of lot number sixty-three (63) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Perpétue, with a building built thereon.

To be sold at the Registry Office of division number 2, situated in the Nicolet Court House, district of Nicolet, on FRIDAY, the SECOND day of OCTOBER, 1970, at ELEVEN o'clock in the morning.

GEORGES DOUCET,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
Nicolet, August 21, 1970. 36020

QUÉBEC

Fieri Facias
Venditioni Exponas

Québec, à savoir: { BLOUIN & BLOUIN INC.,
Cour Supérieure, { corporation légalement
No: 4955. { constituée ayant une place
d'affaires au 394, rue Châteauguay, Québec, vs RAYMOND RENAUD, résidant au 551 rue Bayard, Québec.

« Un immeuble portant les numéros de lots 561-562 du cadastre officiel de St-Sauveur avec maison dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON,
Québec, le 25 août 1970. 36021-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { PAUL GINGRAS, compta-
Cour Provinciale, { ble, en sa qualité de
No 3521. { syndic à la faillite de Italo
Cortina, ayant son bureau au
425 Boul. Charest-Est, cité et district de Québec, contre GERRY BONIN, résidant et domicilié au 108 Place Jouvence, Champigny, district de Québec.

« Le lot 555-52 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, mesurant soixante-cinq (65') pieds de largeur normale sur une profondeur de cent pieds, le tout ayant une superficie de six mille cinq cents pieds carrés, borné au nord-est par le lot 555-3, au sud-est par le lot 555-2 (rue),

QUÉBEC

Fieri Facias
Venditioni Exponas

Québec, to wit: { BLOUIN & BLOUIN INC.,
Superior Court, { a corporation legally
No: 4955. { incorporated, having a place
of business at 394 Châteauguay Street, Québec, vs RAYMOND RENAUD, residing at 551 Bayard Street, Québec.

« An immovable property bearing lot numbers 561-562 of the official cadastre for Saint-Sauveur, with a house thereon erected, circumstances and dependencies. »

To be sold at Québec Registry Office, 20 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER, 1970, at TEN o'clock a.m.

ME GEORGES GENDRON,

Sheriff's Office, *Associate Sheriff.*
Québec, August 25, 1970. 36021

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { PAUL GINGRAS, account-
Provincial Court, { ant, acting in his capac-
No. 3521. { ity as assignee in the bank-
ruptcy of Italo Cortina, hav-
ing his office at 425 Charest Boulevard Eats, city and district of Québec, versus GERRY BONIN, domiciled at 108 Place Jouvence, Champigny, district of Québec.

« Lot 555-52 as registered on the cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, measuring sixty-five (65) feet of an average width by a depth of one hundred feet, the whole covering an area of six thousand five hundred square feet, bounded in the northeast by lot 555-3, on the southeast

au sud-ouest par le lot 555-53 et au nord-ouest par une partie non-subdivisée du lot 555, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

« Le lot 555-53 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, mesurant treize pieds en profondeur sud-ouest sur une largeur de 12 pieds en arrière nord-ouest sur une profondeur normale de dix pieds, borné au nord-est par le lot 555-52, au sud-est par le lot 555-2 (rue), au sud-ouest par le lot 557-27 et au nord-ouest par une partie du lot 555, partie non-subdivisée, le tout ayant une superficie de mille deux cent cinquante pieds carrés avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.»

« Le lot 557-27 mesurant cinquante-deux pieds en profondeur sud-est sur une largeur de cent huit pieds nord-est, profondeur cent pieds, ayant une superficie de huit mille pieds carrés, borné au nord-est par le lot 555-53, de figure irrégulière, au sud-est par le lot 557-1 (rue), au sud par le lot 557-28 et au nord par une partie du lot 555 avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, appartenant au défendeur Bonin.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 20 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1970, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, ME GEORGES GENDRON.
Québec, le 25 août 1970. 36022-0

by lot 555-2 (street), in the southwest by lot 555-53 and in the northwest by an undivided part of lot 555, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

“Lot 555-53 as registered on the cadastre of the parish of Ancienne-Lorette, measuring thirteen feet in depth in the southwest by a width of twelve feet extending towards the back in a north-westerly direction to an average depth of ten feet, bounded in the northeast by lot 555-52, in the southeast by lot 555-2 (street), in the southwest by lot 557-27 and in the northwest part of lot 555, an undivided part, the whole covering an area of one thousand two hundred fifty square feet with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

“Lot 557-27 measuring fifty-two feet in depth in a south-easterly direction by one hundred and eight feet wide in a north-easterly direction, with a depth of one hundred feet, covering an area of eight thousand square feet, bounded in the northeast by lot 555-53, of irregular dimensions, in the southeast by lot 557-1 (street), in the south by lot 557-28 and in the north by a part of lot 555 with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, property of the defendant Bonin.”

To be sold at the Registry Office of Québec, 20 Chauveau Avenue, Québec, the TWENTY-NINTH day of SEPTEMBER 1970, at TEN o'clock in the morning.

ME GEORGES GENDRON,

Sheriff's Office, *Associate Sheriff.*
Québec, August 25, 1970. 36022

TERREBONNE

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 779 706. { NORMAND SILLS, contrac-
teur, domicilié et résidant à
Montréal, dit district, demandeur,
vs SALSBOURG GOLF CLUB INC., corporation
légalement constituée ayant sa principale place
d'affaires à Montréal, dit district, défenderesse.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné et en la possession de la défenderesse.

Les lots numéros deux cent huit, deux cent neuf et deux cent dix des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité des Mille Îles.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, situé à 430 rue Grâce, Lachute, JEUDI le PREMIER jour d'OCTOBRE 1970, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, le 19 août 1970. 35999-0

TERREBONNE

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Montreal

No. 779 706. { NORMAND SILLS, contractor
domiciled and residing at
Montreal, said district, plaintiff.
vs SALSBOURG GOLF CLUB INC., a corpora-
tion legally constituted having its principal place
of business in Montreal, said district, defendant.

Notice of Sale

The immovable hereinafter designated and in the possession of the defendant:

Lots numbers two hundred and eight, two hundred and nine and two hundred and ten on the official plan and book of reference for the municipality of des Mille Îles.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, situated at 430 Grace Street, Lachute, THURSDAY, on the FIRST day of OCTOBER 1970 at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,

Sheriff's Office, *Acting Sheriff.*
Saint-Jérôme, August 19, 1970. 35999-0

INDEX No 35

ARRÊTÉS en Conseil

2801 — Boîte de carton ondulé, province.....	4885
2801 — Corrugated Paper Box, Province.....	4885
2936 — Camionnage, Montréal.....	4867
2936 — Cartage, Montreal.....	4867
3015 — Imprimerie, Québec.....	4888
3015 — Printing, Québec.....	4888

ORDERS in Council

ASSOCIATION coopérative

Association coopérative des étudiants du CEGEP de Saint-Laurent (*Nom-Name ch.*) 4889

AVIS divers

Chevaliers de Colomb de Varennes inc., Conseil Varennes No 3808 (*Règl.*) 4897
 Estate of Bertrand Pouliot (*Benefit of Inventory*) 4897
 Estate of Yves Tessier *et al* (*Benefit of Inventory*) 4896
 Knights of Columbus of Varennes Inc., Council Varennes No. 3808 (*By-laws*) 4897
 Montreal, ville-city (*Rachat d'obligations-Redemption of Bonds*) 4897
 Parish of Saint-Esprit (*Inc.*) 4896
 Paroisse de Saint-Esprit (*Const.*) 4896
 Succession Bertrand Pouliot (*Bénéfice d'inventaire*) 4897
 Succession Yves Tessier *et al* (*Bénéfice d'inventaire*) 4896

COOPERATIVE Association

MISCELLANEOUS Notices

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Giannatsis, Georgios 4918
 Goldman, Lonnie Donny 4917
 Grenon, Charles-Napoléon 4918
 Sukuroglu, Murat 4917

CAISSES d'épargne et de crédit SAVINGS and credit unions

Caisse populaire de Ste-Blandine (*Ext.-terr.*) 4889

COMPAGNIES étrangères EXTRA-PROVINCIAL Companies

Agents: Agents:
 Frohlich (L.W.) and Company-Intercom International, Inc. 4896
 Miner Enterprises, Inc. 4895

Permis: Licenses:

Becker Drills Ltd. 4893
 Blue Crown Petroleum Ltd. 4895
 Continental Chemicals Ltd. 4895
 El Coco Explorations Limited. 4894
 Modern Talking Picture Service Inc. 4894
 Northwest Industries, Limited. 4896
 Sturdy Mines Limited. 4894
 Westurn Buff Mines & Oils Ltd. 4895

Chartes — demandes d'abandon de Charters — Application for Surrender of

Bouchard & Bureau auto inc. 4900
 Comfort Construction Company Inc. 4898
 Compagnie D. & F. Construction Company (La) 4899
 Degmey Investment Corporation. 4899
 Marl Incorporated. 4899
 Metropole Parking Inc. 4899
 Moses & Duhamel ltée. 4899
 Nugget Realty Corp. 4899
 Quenneville (Paul) inc. 4900
 Roy auto centre inc. 4900
 Steel Processing Inc. 4900

Divers Miscellaneous

Alli-Mattres de Québec inc. (Les) (*Nom-Name ch.*) 4900
 Association des agents de la gestion du personnel du Gouvernement du Québec (*Règl.-By-laws*) 4902
 Club sportif du Vieux Moulin inc. (*Règl.-By-laws*) 4900
 Entreprises Korvette ltée (Les) (*Dir.*) 4901
 Explosifs Perron limitée (Les) (*Nom-Name ch.*) 4903
 Hôpital Saint-Augustin (L') (*Règl.-By-laws*) 4903

Hôpital Saint-Augustin (L') (*Règl.-By-laws*) 4903
 Heather Curling Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 4901
 Hôpital de Chicoutimi inc. (*Règl.-By-laws*) 4902
 Hôtel-Dieu de Montmagny (*Règl.-By-laws*) 4903
 Kiwanis Club of Montreal Foundation (*Règl.-By-laws*) 4901
 Lévesque, Beaubien inc. (*Nom-Name ch.*) 4903
 Maisonneuve Food Services Inc. (*Name ch.*) 4901
 Monarch Construction (Eastern) Limited (*Nom-Name ch.*) 4902
 Pavillons Laforest inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 4903
 Prêts Senneterre inc. (*Dir.*) 4902
 St. Louis Discount Center Ltd. (*Nom-Name ch.*) 4901
 Services alimentaires Maisonneuve inc. (Les) (*Nom ch.*) 4901
 Simard (J.A.) inc. (*Nom-Name ch.*) 4901
 Station Bruno Beaulieu inc. (*Nom-Name ch.*) 4902
 Value Plus Imports Ltd. (*Nom-Name ch.*) 4902

Lettres patentes Letters Patent

A.T. construction inc. 4830
 Aerohome of Québec Inc. 4830
 Agence Vic-O inc. 4831
 Antica inc. 4831
 Apollo Service Station Inc. 4831
 Arsenaull (Gilles) inc. 4832
 Articles de sport Daytona ltée (Les) 4832
 Artistic Show Enterprises Inc. 4832
 Association des Propriétaires unis du Taxi (L') 4833
 Assurances Marc Paquin inc. 4833
 Au Mazot Suisse inc. 4833
 Beau Geste Florist Inc. 4848
 Ben-Mar Smallwares Co. Inc. 4834
 Bigmar limitée. 4834
 Bigmar Limited 4834
 Boisvert (Roger P.) inc. 4834
 Boutique du cuir, La Parisienne inc. 4835
 Boutique l'Oeillet inc. (La) 4835
 Boutique rue Ontario inc. 4835
 Boutiques Niquette inc. (Les) 4836
 Brasserie du Zoo inc. 4836
 Buanderie Royale inc. 4836
 C.I.P.A. 10 Inc. 4837

Lettres patentes**Letters Patent***(suite)**(continued)*

C.Y.P. Investments Inc.	4837
Camp Claret du Lac Elgin (Le)	4890
Canaduniv Trading Corporation	4837
Casse-croûte Glencairn ltée	4850
Centre de perfectionnement Moderne inc.	4857
Cercle social de Charlemagne (Le)	4838
Cimetière de Mont-Joli	4890
Club de Camping et de Caravaning La Tribu	4838
Club des 20 campeurs inc.	4838
Club de golf Tawachiche	4839
Coiffel'l Inc.	4839
Comité sportif d'Ahuntsic inc.	4839
Compagnie Béral limitée	4840
Compagnie de Téléphone de St-Victor (La)	4892
Compagnie Denapi ltée (La)	4840
Construction Edel limitée	4844
Construction Gingras ltée	4840
Constructions Delcour inc. (Les)	4841
Corbeil (Pierre) inc.	4841
Cuisines Jobin limitée (Les)	4841
Dames de Charité de la paroisse de l'Immaculée-Conception à Montréal (Les)	4842
Daytona Sporting Goods Ltd.	4832
De Grasse Trailer Park Corporation	4842
De Serres (Paul) sports inc.	4842
Distributeurs St-Antoine ltée	4862
Domaine Chamonix inc.	4843
Domaines Concordia (Québec) inc.	4843
Durand (Bertrand) inc.	4843
Duval (Robert) inc.	4844
Econo-Lite Ltd.	4844
Edel Construction Limited	4844
Éditions de l'Actuelle inc. (Les)	4845
Entraide des associés de Trois-Pistoles inc. (L')	4845
Entreprises d'Électricité de la Péninsule inc. (Les)	4845
Entreprises Terrasse des neiges inc. (Les)	4846
Entreprises Vallée et frère inc. (Les)	4846
Executive Motivation Programs Inc.	4846
Ferme A. Hamel & fils ltée	4847
Ferme de la Rivière au Saumon inc. (La)	4847
Ferro Metal (1970) Inc.	4847
Flamex inc.	4848
Fleuriste Beau Geste inc.	4848
Fonds Marguerite Bourgeoys	4890
Fonds Saint-Joseph	4890
G.R.B. Color Separations Inc.	4848
Garderie canadienne Luso inc.	4849
Gazonnière Desrochers ltée	4849
Glencairn Snack Bar Ltd.	4850
Guardian Mortgage & Leasing Corp.	4850
H.M.B. Controls Ltd.	4850
Habitat du Meuble de Québec inc. (L')	4851
Hôpital Cloutier	4891
Hôpital d'Youville de Saint-Jérôme	4891
Hôpital Sainte-Famille de Ville-Marie	4891
Hôpital Saint-Michel de Buckingham	4891
Hôpital Sainte-Thérèse de Shawinigan	4891
Imex Enterprises Inc.	4851
J.F.L. construction inc.	4851
Jacempau inc.	4852
Jay Technical Inc.	4852
Karol M. Junior Outerwear Inc.	4852
Kenny's Home Renovation Inc.	4852
Lan café inc.	4853
Lanthier (Roger) Body Shop Inc.	4853
Laurentides Sports Service Inc.	4853
Lions Club of Shawville, Québec (The)	4854

Ludette Investments Inc.	4854
Luso — Canadien Day Nursery Inc.	4849
M.J.C. Distribution Inc.	4854
Magasin à rayons Moderne ltée	4855
Maïs Bazinet inc. (Les)	4855
Maison du Quartier (La)	4892
Manoir Le Bourgeois de Pointe St-Charles inc.	4855
Marandola limitée	4856
Marandola Limited	4856
Maurice Towing Service Inc.	4856
Mav Investments Inc.	4856
Mavox Inc.	4857
Modern Training Centre Inc.	4857
Mouleurs progressives inc.	4857
Nadcau's Hunting and Fishing Camps, Inc.	4858
Namron inc.	4858
Nicole fleuriste inc.	4858
Oeuvres de la Maison du Père (Les)	4892
Placements A.B.S.O.L. inc. (Les)	4859
Placements Fatima ltée (Les)	4859
Placements Unex inc. (Les)	4859
Preso Industries Ltd.	4860
Progressive Moulds Inc.	4857
Projet de Loisirs « 80 » inc.	4861
Property Assessment Reviewing Services Ltd.	4860
Radio Caplan inc.	4860
Recreation Projet « 80 » Inc.	4861
Relais du Routier inc. (Le)	4861
Rémi auto inc.	4861
Réservoirs d'entreposage Valleyfield et Montréal limitée	4867
Richelieu Roto Litho Inc.	4862
Richmond Express Inc.	4862
Royal Laundry Inc.	4836
St. Antoine Distributors Ltd.	4862
S.C.O.P.E. International Inc.	4863
Schmidt (Karl) Inc.	4863
Science-Tek Consultants Corporation Inc.	4865
Sheard (Geo.) Fabrics Limited	4864
Shirmar Inc.	4864
Ske-Bec inc.	4864
Société de consultation Science-Tek inc.	4865
Société de gestion Strom inc. (La)	4865
Strom Management Society Inc.	4865
Swabette Ltd.	4865
Tellier (Pierre M.) & associés inc.	4866
Tooltech Limited	4866
Toyota (L.) inc.	4866
Valleyfield & Montreal Tank Storage Limited	4867
Vic-O Agency Inc.	4831
W & P Plow-A-Way Services Inc.	4867

Lettres patentes annulées**Letters Patent Annulled**

Hôpital Mont-Providence	4892
-------------------------	------

Lettres patentes supplémentaires**Supplementary Letters Patent**

Lederic Mines Ltd.	4893
MacLan Exploration Limited	4893
Raglan Québec Mines Limited	4893

Sièges sociaux**Head Offices**

Agences P. & G. inc. (Les)	4904
Ameublement du bûcheron inc.	4905
B.R.M. Distributions Inc.	4905
Brisan Ltd.	4907
Caron (L.-E.) Limited	4905
Caron (L.-E.) limitée	4905
Cogémial inc.	4904

Sièges sociaux	Head Offices
(suite)	(continued)
Construction Ediel limitée	4906
Distroniks Inc.	4906
Ediel Construction Limited	4906
Foyer Dorval	4905
Institut de l'information de Québec ltée.	4908
Institut Philippe Pinel de Montréal	4904
J.R.J. Machineries Ltd.	4906
Joueurs anonymes de Montréal inc. (Les)	4906
Key-Way Mining Co. Ltd.	4907
Machineries J.R.L. ltée.	4906
Marsolais automobiles inc.	4906
Montreal Truck Leasing Inc.	4907
Noron Construction Inc.	4907
Pamike Mines Limited	4904
Placements Cinco inc. (Les)	4905
Poste de classification Mauricien inc.	4907
Productions S.M.C.L. inc. (Les)	4908
S.M.C.L. Productions Inc.	4908
Sainthill-Levine (Quebec) Ltd.	4904

MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Affaires municipales	Municipal Affairs
Saint-Ludger-de-Milot (Publ.)	4908

Agriculture et colonisation	Agriculture and Colonization
Cercle agricole du canton de Launay (Nom-Name ch.)	4908

Éducation	Education
<i>Municipalité scolaire de:</i> School Municipality of:	
Alleyn et and Cawood (Dem.-Appl.)	4917
Beauceville (Acc.-Grant.)	4917
Lac Castagnier diss (Dem.-Appl.)	4917
Vanier (Acc.-Grant)	4917

Finances	Finance
État financier de la province au 31 mars 1970	4908
Financial statement of the Province ending March 31, 1970	4908

Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives
<i>Assurance:</i> Insurance:	
Compagnie d'assurance-vie North-West du Canada (La) (Permis)	4924
North West Life Assurance Company of Canada (The) (License)	4924

Terres et Forêts	Lands and Forests
<i>Cadastre:</i> Cadastre:	
L'Ange-Gardien, par.	4918
St-Germain de Rimouski, ville-town	4918

Travail et de la Main-d'œuvre	Labour and Manpower
<i>Industrie ou métiers de:</i> Industry or Trades of:	
Building Materials (Concrete or cement blocks), Province (Mod.)	4919

Camionnage, Québec (Prél.)	4921
Cartage, Québec, (Levy)	4921
Garage, Montréal (Mod.-Amend.)	4920
Matériaux de construction (Blocs de béton), Province (Mod.)	4919
Non-structural metalwork, Montreal (Amend.)	4918
Serrurerie et menuiserie métallique, Montreal (Mod.)	4918

SOUMISSIONS —	TENDERS —
<i>demandes de:</i>	<i>requests for:</i>
Ancienne-Lorette, par.	4924
Courville, ville-town	4928
Deux-Montagnes, cité	4926
St-Jean-de-Matha, par.	4934
St-Jérôme, cité-city	4930
Two Mountains, city	4926
Wendover & Simpson, cantons unis-United Townships	4932

SYNDICAT Professionnel	PROFESSIONAL Syndicate
Association des principaux de Le Gardeur (Const.-Inc.)	4936

VENTES SHÉRIFS	SALES SHERIFFS
Beauce	Beauce
Pomerleau (Hervé) inc. vs Chamberland	4936

Beauharnois	Beauharnois
Dorais vs Rolland	4937

Gaspé	Gaspé
Boily vs Lamb	4938
Moreau vs Rail	4938

Iberville	Iberville
Roy vs Poulin	4939

Joliette	Joliette
Prévoyants du Canada (Les) vs Béliveau	4940
Queen (The) vs Masecchia	4939
Queen (The) vs Masecchia	4940
Reine (La) vs Masecchia	4939
Reine (La) vs Masecchia	4940

Montréal	Montreal
Crédit Trans-Québec inc. vs Aikman	4941
Rossini & Sons Ltd. vs Orbach	4941
Sanft vs Rosen et al.	4942

Nicolet	Nicolet
Bergeron vs Toutant	4943

Québec	Québec
Blouin & Blouin inc. vs Renaud	4943
Gingras, vs Bonin	4943

Terrebonne	Terrebonne
Sills vs Salsbourg Golf Club Inc.	4944



